

L'assistance publique sous la Révolution

dans le département du Puy-de-Dôme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 mars 1933, à 14 heures, par

LOUIS ACCARIAS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur

Suffragants : M. PETOT, professeur

M. REGNAULT, professeur

Imprimerie ROUMEGOUX & C^o

SAVENAY — Loire-Inférieure

1933

L'assistance publique sous la Révolution

dans le département du Puy-de-Dôme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 mars 1933, à 14 heures, par

LOUIS ACCARIAS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur

Suffragants : M. PETOT, professeur

M. REGNAULT, professeur

Imprimerie ROUMEGOUX & C^{ie}
SAVENAY — Loire-Inférieure

1933

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



AVANT - PROPOS

Le Puy-de-Dôme situé au centre de la France est, comme presque tous nos départements, limité par des frontières conventionnelles : au Nord, ces frontières traversent les dernières ramifications du Plateau Central, à l'Est, ce sont les crêtes du Forez et des Bois Noirs, à l'Ouest, elles coupent les affluents du Cher et de la Dordogne, enfin, au Sud, elles traversent les montagnes et les vallées du Plateau Central. Le Puy-de-Dôme est un assez vaste département d'une étendue de 801.613 hectares, qui jouit d'un climat montagneux très vif. Les variations de température sont très brusques ; et, si les pluies sont fréquentes, elles sont peu abondantes.

L'Auvergne et le Puy-de-Dôme appartenaient sous l'Ancien Régime à la généralité de Riom ; cependant, l'intendant M. de Charerat habitait Clermont, rivale de la Capitale.

En 1790, le Puy-de-Dôme fut formé de la partie septentrionale de la province d'Auvergne, d'une partie du Bourbonnais et d'une partie du Forez enlevée à la province du Lyonnais, mais l'élément Auvergnat dominait ; il représente les $\frac{4}{5}$ du département. Les limites du département furent arrêtées le 22 Décembre 1789 du côté du Bourbonnais et le 21 Janvier 1790 la ligne de démarcation fut fixée entre la Basse Auvergne, le Velay et la Haute Auvergne.

Le 26 Janvier 1790, le Comité des Députés divisa le département en 8 districts : Ambert, Besse, Billom, Clermont, Issoire, Montaigut, Riom, Thiers. Ses huit districts étaient divisés en 72 Cantons subdivisés eux-mêmes en 598 collects. De longues discussions eurent lieu sur le choix du chef-lieu : des députations furent envoyées à Paris. Riom et Clermont se faisaient appuyer chacune par les notabilités de leur ville ; les représentants des circonscriptions voisines intriguaient. Dans chaque district, chaque bourg voulait être canton et chaque ville chef-lieu du district. La répartition des tribunaux donna lieu aux mêmes intrigues que celle des paroisses et des adresses furent envoyées à l'Assemblée Nationale. De nouvelles difficultés surgirent lorsque l'on voulut organiser la charité dès que la misère s'abattit sur le pays.

L'industrie semblait prospère. Les fabriques de coutellerie de Thiers étaient renommées, elles employaient 10.000 ouvriers alors que la population de la ville ne dépassait pas 15.000 âmes. La fa-

brique de Chamalières, installée en 1784, employait les enfants trouvés de l'Hospice de Clermont. Les tanneries étaient en grande activité au début du XVIII^e siècle à Clermont, à Maringues et à Thiers, mais elles déclinèrent très fortement après 1760. Les manufactures de lainage, tissage, bonneterie étaient nombreuses et c'est, semble-t-il, vers 1750 que commença dans le Puy-de-Dôme, la fabrication du bas de soie (1). Thiers, Chamalières, Saint-Amand-Tallande, Ambert rivalisaient dans les fabrications des cartes à jouer, et du papier dont la renommée était si grande que d'Alembert écrivit dans l'« Encyclopédie » : « Les plus belles papeteries de France sont en Auvergne ».

On fabriquait à Montel du Gelat des verres à vitre, des bouteilles et de la gobeletterie. A Clermont, « les confiseurs préparaient cette excellente pâte d'abricot qui est si recherchée, et les chandeliers travaillaient de la chandelle au moule, dont on fait si grand cas par sa blancheur et sa qualité » (2).

Le trafic avec le royaume était prospère grâce aux houillères de Brassac, de Sainte-Florine, et de Jumeaux, et aux mines de plomb et d'argent de Pontgibaud ; ainsi qu'aux mines de fer de Compains et aux nombreuses carrières.

Les Hôpitaux généraux de Riom et de Clermont avaient participé à cette prospérité économique ; ils disposaient de manufactures l'une installée en 1730, l'autre en 1732 qui produisaient des draps et des étoffes des siamoises, ratines, étamines et toiles de coton. Le lin et le chanvre étaient travaillés dans presque tous les villages pendant les longues veillées d'hiver.

Et cependant cette prospérité si intense n'était qu'apparente, puisque l'Intendant Ballainvilliers écrivait en 1762 : « L'Auvergne est une des provinces du royaume où il y a le moins de fabriques et de manufactures ». L'hostilité entre maîtres et ouvriers était grande ; la corporation avec sa hiérarchie, la durée excessive de l'apprentissage, l'accès difficile de la maîtrise était la cause initiale de ce malentendu ; l'insuffisance des salaires était réelle ; Trudaine lui-même reconnaît que « les salaires sont très faibles ».

(3)

A Clermont en 1724, les salaires par journée variaient de 15 sols à 1 l. 10 s. suivant le métier ; les fêtes et les jours de chômage étaient multiples ; il est vrai que la viande valait 4 sols la livre, le fromage 3 à 4 sols et le beurre frais 10 sols.

Des émeutes éclatèrent à Thiers en 1772 et 1789 ; au cours du siècle, la révolte gronda sourdement dans les manufactures de papeterie d'Ambert.

(1) Chotard, *L'Industrie en Auvergne au XVIII^e siècle*.

(2) Calendrier d'Auvergne, 1756.

(3) Chotard, *op. cit.*

Par répercussion, le commerce (4) souffrait de cet état de choses ; mais notre département souffrait surtout du manque de débouchés. Le Puy-de-Dôme, en effet, « à l'écart des grandes voies naturelles qui le contournent sans le traverser » (5), entouré de montagnes de plusieurs côtés, n'avait comme débouché que le Bourbonnais et là s'élevait, avec les bureaux de Montluçon, Gannat et Vichy, une barrière de douanes qui, malgré les protestations réitérées des habitants et des intendants, subsista jusqu'à la Révolution.

L'Auvergne était en effet en dehors des cinq grosses fermes et considérée comme province étrangère.

Dans un mémoire des administrateurs de l'hôpital de Clermont à l'Intendant Trudaine, nous trouvons l'écho des plaintes que suscitait cette situation « Jusqu'à présent, les droits excessifs nous ont empêchés de traiter directement avec les provinces qui sont de la Comprise des cinq grosses fermes ; les commerçants de Lyon, auxquels nous faisons passer à bien moindres frais nos marchandises, les font de suite passer en franchise dans ces provinces ; ils sont par là les maîtres de notre commerce et nous enlèvent notre bénéfice ». (6)

Les administrateurs demandèrent la franchise à la sortie aux douanes de Gannat, Vichy et Montluçon, mais ils ne purent jamais l'obtenir.

Quant aux droits de douane ils étaient prohibitifs et atteignaient jusqu'à 35 % de la valeur du produit, pour le vin par exemple : ainsi une pièce de vin vendue 30 livres à Clermont, revenait à 124 livres 5 sols rendue à Paris ; à Pont-du-Château, quai d'embarquement, il était perçu un droit de barrage de 30 sols et de nombreux droits étaient levés tout le long du parcours, à Chazelles la Charité, Cosne, Briare.

La réponse des curés des paroisses d'Auvergne à une enquête de leur évêque en 1775 donne comme véritable cause de la misère les impôts excessifs qui sont réclamés dans une province déjà trop pauvre.

Massillon écrivait au Cardinal Fleury en 1746, « Il est de notoriété publique que l'Auvergne province sans commerce et presque sans débouchés est pourtant de toutes les provinces du royaume la plus chargée en proportion des subsides ». Nous lisons d'autre part « Les peuples de nos campagnes vivent dans une misère si affreuse, sans lits, sans meubles ; la plupart même, la moitié de l'an-

(4) Principaux produits exportés : bestiaux, chanvre, étoffes de laine et de coton, toiles, peaux, amidon et poudre à blanchir les cheveux, vins, eaux-de-vie, etc...

(5) Louis Brehier, *L'Auvergne*.

(6) Archives hospitalières, série III — B 464 (Liasse), 1731-1761.

née, manquent de ce pain d'orge et d'avoine qui fait leur unique nourriture et qu'ils sont obligés d'arracher de leur bouche et de celle de leurs enfants pour payer leur impositions » (7).

C'est pourquoi Gaultier de Biauzaat disait avec quelque exagération : « Les impositions en taille, capitation, corvées, vingtièmes et leurs accessoires absorbent donc près des $\frac{3}{5}$ du produit et il reste aux taillables, cultivateurs de leurs propres biens, $\frac{2}{5}$ seulement de leur revenu pour pourvoir à leur nourriture, à leur entretien, aux frais de culture, ensemencement et exploitation de leurs biens et autres dépenses indispensables dans l'état de société » (8).

Le brevet de la généralité d'Auvergne porte pour 1788 la taille à 2.999.040 livres, les accessoires à 1.392.424 livres 7 s. 10 d. et la capitation à 1.792.454 livres.

Il y eût des hivers terribles : 1709, 1770, 1784, 1788 et 1789. La sécheresse, la pluie et la grêle, dévastèrent de nombreuses localités. En 1729, les Archives nous apprennent que « tous les villages désertent pour venir mendier dans les villes ». (9)

En 1737, une disette effroyable fut aggravée par les accaparements de certains particuliers qui entassèrent les grains pour les revendre à des prix exorbitants.

En 1739, les habitants de notre province souffraient encore de cette disette par suite des mauvaises récoltes, et l'augmentation excessive du prix des grains causa des paniques à Riom et à Montai-gut ; la vente du blé fut alors interdite hors de la province et des perquisitions domiciliaires eurent lieu (10).

L'hiver de 1770 fut particulièrement rigoureux, à Lezoux les pauvres n'avaient à manger que du pain de chenevis. (11) A Giat, plus du tiers de la population fut obligée de demander l'aumône. (12) A Riom, il y eût plus de 35.000 mendiants (13) et des émeutes éclatèrent à Montferrand.

Chaque année, les saisies et ventes se multipliaient ; aussi, l'Assemblée provinciale déclara-t-elle en 1787 : « Si on ne se hâte pas d'alléger le fardeau d'un peuple écrasé, l'Auvergne perdra à jamais sa population et sa culture ». (14)

Les campagnes se dépeuplaient de plus en plus, les paysans lassés, exténués, grossirent l'armée de mendiants ; la misère aug-

(7) Résumé de l'Histoire d'Auvergne par un Auvergnat.

(8) Gaultier de Biauzaat, Arch. départ. P. de D. Int. Série C (Do-léances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts).

(9) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Int. C 1.076.

(10) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Int. C. 50.

(11) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Série C. 919.

(12) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Série C. 920.

(13) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Série C. 920.

(14) Procès-verbaux de l'assemblée provinciale d'Auvergne, 1787.

menta pendant tout le XVIII^e siècle et, si quelques grandes fortunes étaient çà et là bien établies, la vie était presque partout pénible et misérable. (15)

A cette misère, vinrent s'ajouter des épidémies provoquées par le manque d'hygiène ; dans le mois de Juillet 1768, la paroisse Saint-Pierre-de-Clermont compta 114 décès. Les épidémies s'attaquèrent également aux animaux, il y eût plusieurs épizooties qui entraînèrent une grande mortalité dans le bétail, causant de gros dommages.

A tout cela s'ajoutèrent, au XVIII^e siècle, les brigandages ; Mandrin, venant de Brioude et se dirigeant sur Thiers, traversa le département, ne s'attaquant qu'aux commis et entreposeurs de tabac, sans que la population s'y opposât.

Malgré toutes ces difficultés les Auvergnats restaient, en général, économes ; ils avaient — et ont encore — l'amour du travail et le respect de la hiérarchie, méprisant les paresseux et respectant le travailleur selon les deux proverbes du pays : « Travaillo, foudillon, t'auras de brayas néras ; fazré, flâ, las bétiaiste mandzerant ».

L'économie et même l'avarice sont les caractères de cette population pauvre ; une ordonnance de 1691 le reconnaissait, à propos des accaparements de grains, disant « on n'a jamais rien vu arriver de pareil à ce que l'avarice des Auvergnats fait voir ».

La période révolutionnaire, n'améliora pas la situation économique dans le Puy-de-Dôme ; en 1789, les députés aux Etats Généraux furent élus à Clermont et à Riom. La grande peur sévit ensuite comme dans toute la France et des bandes de vagabonds parcoururent les campagnes. Les paysans refusèrent de payer les droits féodaux, pillèrent quelques châteaux mais, malgré l'organisation antérieure presque féodale du pays, les troubles ne furent pas très graves. Les villes se défendirent et les gardes nationales réprimèrent, autant qu'elles le purent, les brigandages.

La famine continua à sévir encore dans le pays, aggravée par les troubles politiques. L'hiver de 1789 avait été très rude, puis la Législation révolutionnaire rendit insuffisants les marchés au blé.

La récolte de 1792 ayant été déficitaire et les citoyens n'ayant plus de provisions, certains d'entre eux s'armèrent en septembre au son du tocsin, accusant les accapareurs d'affamer le peuple, et se dirigèrent sur les marchés aux grains importants pour « faire le prix des grains, et s'en faire fournir soit au marché soit par des personnes qui avaient des greniers ».

Les gardes nationaux d'Issoire et d'Ardes voulurent rétablir l'ordre : des coups de fusils furent échangés et un grand nombre

(15) Legrand d'Aussy, *Voyage dans la ci-devant Basse-Auvergne*, An VII.

d'insurgés tués ou blessés. Nous verrons les efforts des pouvoirs locaux et du gouvernement pour secourir le peuple.

Mais les habitants furent d'assez tièdes révolutionnaires : l'inertie est la grande marque de l'époque révolutionnaire en Auvergne. « Lorsque l'annonce d'un coup d'Etat parvint dans notre pays, elle rencontra une indifférence qui aurait pu prendre, sur certains points, le nom d'opposition ». (16)

Des rébellions eurent lieu lorsqu'on essaya d'appliquer la loi du 24 Février 1793 sur le recrutement qui demandait 7280 hommes au Puy-de-Dôme. Ce manque de foi républicaine rendait difficile l'application des lois d'assistance auxquels les administrateurs opposèrent une sourde résistance. Couthon parcourut le département, taxa les citoyens riches et frappa d'amende les communes qui ne fournissaient pas le contingent demandé.

Notre travail, relatif seulement à l'Assistance publique, fera la part du gouvernement central dans son organisation dans le Puy-de-Dôme et tentera de faire celle des circonstances historiques qui pesèrent lourdement sur les tentatives révolutionnaires.

(16) M. le Chanoine Grégut.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT DE L'ASSISTANCE A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

« *La mendicité, lèpre des monarchies* ».
Discours de Barrère, à la séance du 22 floréal, an
II (11 mai 1794).

L'Assistance Publique est l'intervention de l'Etat ou d'une fraction de la collectivité dans le soulagement des pauvres et des malades miséreux. Cette assistance s'exerce aux dépens de tous les membres d'une même communauté, au profit de ceux qui sont tombés dans l'indigence. Le Trésor public ou la bienfaisance des particuliers lui fournissent ses ressources ; tantôt, elles procèdent d'un calcul égoïste de prévoyance, tantôt, d'une inspiration charitable, tantôt, d'une idée de justice distributive et d'obligation sociale.

Ces trois principes furent les bases successives des différentes organisations de l'Assistance au cours de l'histoire. Dans l'Antiquité le pauvre n'est pas l'homme que l'on plaint, c'est celui que l'on hait et dont on a peur et, parmi les libéralités des riches, beaucoup étaient nées de calculs politiques et les secours accordés par l'Etat étaient le fruit d'inquiétude « nescit plebes jejuna timere », dit Lucain.

Le Christianisme pénétra lentement l'empire romain et l'antique « caritas » devient la charité chrétienne ; l'Eglise, du Moyen-Age à la Révolution, sera la grande dispensatrice des secours publics à tous les indigents « Da quod habes. Neque enim supra vires tuas quid quam abte requirit Deus. Date panem... et que ex multorum benignitate unius calamitas sublevabitur ». (1)

Le pouvoir civil se fortifiant, voulut intervenir dans tous les domaines ; il était naturel alors, qu'à certaines époques, des prin-

(1) Saint Grégoire de Nicée, *De beneficentia*.

ces cherchassent à s'emparer du pouvoir spirituel et, dès la fin du Moyen-Age, on vit des administrations civiles, soutenues par les rois, se substituer à l'Eglise dans les distributions de secours.

C'était une lourde charge financière mais lorsque la Révolution nationalisa les biens ecclésiastiques, elle s'engagea à assurer l'assistance en même temps que le culte ; ce fut elle qui entreprit la codification de l'assistance envisagée comme un service national et une dette sociale.

On peut concevoir de deux façons l'organisation de la bienfaisance : dans le premier système, elle est confiée à des organes autonomes ; dans le cas contraire, elle est une branche de l'administration générale du pays. Nous verrons les différents régimes que connut la France en matière d'Assistance.

Nous étudierons très rapidement l'évolution de la conception de l'Assistance publique, le rôle primitif de l'Eglise et l'ingérence des pouvoirs locaux puis royaux, les ressources successives de ces services et les différentes branches de l'Assistance s'appliquant à chaque catégorie de pauvres. Enfin, nous ferons l'application particulière de ces questions à notre département, car il nous a semblé qu'il aurait été difficile de comprendre l'Assistance Publique dans le Puy-de-Dôme sous la Révolution sans connaître l'œuvre en face de laquelle les gouvernements révolutionnaires se trouvèrent.

TITRE I

GENERALITES SUR L'ASSISTANCE EN FRANCE A LA VEILLE DE LA REVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

ROLE DE L'EGLISE ET DU POUVOIR PUBLIC

§ 1. — *Mission charitable de l'Eglise*

« Possessio ecclesiæ sumptus est egenorum » (St-Ambroise, Epist. III).

Depuis ses origines, l'Eglise a rempli sa mission « d'intendant des pauvres, » soit que les invasions barbares aient dépeuplé les campagnes et ravagé les villes, que la Guerre de Cent Ans ait ruiné paysans et bourgeois, que pestes et famines aient dévasté les provinces, que les troubles religieux du XVI^e siècle aient jeté sur les routes des bandes de gueux ou que la disparition du servage et la désertion des campagnes aient troublé la paix des villes par suite du vagabondage des « truandans et mendiants ».

L'Eglise considéra toujours son patrimoine comme la propriété des pauvres, et le Concile de Carthage rappelait à l'évêque qu'il ne devait user des biens de son diocèse que comme d'un dépôt « *tanquam commandatis* ».

Pendant de longs siècles, l'Eglise fut contrainte par les persécutions, d'exercer secrètement sa charité ; elle donna cependant au peuple la paix et l'instruction ; puis elle créa de multiples établissements hospitaliers et fonda des ordres religieux voués au soulagement des malheureux. Taine admirait que, sous tout l'Ancien Régime : « En fait de charité, les moines qui résidaient et étaient témoins de la misère publique restent fidèles à l'esprit de leur institut ». (2)

(2) Taine, *Ancien Régime*, p. 43.

Malgré la décadence des ordres religieux au XVIII^e siècle, la mission de charité de l'Eglise s'exerça sans cesse dans les institutions hospitalières et dans les bureaux de secours. Massillon visitant les diocèses d'Auvergne rapportait la fidélité du clergé à son devoir d'assistance (3).

Non seulement l'Eglise distribua son propre patrimoine mais elle enseigna au pouvoir civil le devoir d'Assistance. Déjà le IV^e siècle avait vu les empereurs romains adopter l'institution des « Procuratores pauperum ». Au XVI^e siècle, un arrêt du Parlement « admonestait le populaire de faire l'aumône à la communauté des pauvres... » demandant au Clergé de faire aux bourgeois « ...claire démonstration par raisons vives et efficaces, qu'ils y sont tenus et obligés... pour l'exécution de l'obligation divine » et qu'ils peuvent « par ce moyen mériter envers Dieu et la chose publique ». (4)

§ 2. — *Ingérence du pouvoir civil dans l'assistance*

Parfois la discipline de l'Eglise se relâchait et l'anarchie envahissait les établissements ecclésiastiques, de sorte qu'une réaction s'imposait ; l'autorité laïque intervint. Ainsi, à la fin du XV^e siècle, les désordres de l'Hôtel-Dieu de Paris, contraignirent le Chapitre à remettre ses pouvoirs aux mains de l'autorité municipale. En 1505, une Assemblée composée du Prévôt des Marchands et Echevins et de quelques Membres du Parlement, remit « le Gouvernement du temporel et l'administration du dit Hôtel-Dieu, à une commission de six ou huit bourgeois et d'un receveur tenu de donner caution ». La même année, le Roi Louis XII, par sa lettre du 11 Avril, chargea la Municipalité de la « réformation » de l'hôpital. Le pouvoir civil n'intervint alors que dans la gestion financière. Cette intrusion du pouvoir civil dans l'administration de l'Hôtel-Dieu, ne fut qu'une simple mesure d'assainissement financier d'un service qui resta, malgré tout, en dehors de l'autorité laïque ; cependant, elle éveilla dans l'esprit du Parlement le désir de séculariser les administrations hospitalières.

Autrefois, des conciles, celui d'Aix-la-Chapelle en 816 et celui de Vienne en 1312 avaient tenté d'empêcher que la simonie et la concussion, auxquelles le régime des bénéfices avait livré les hôpitaux, permettent de dilapider le bien des pauvres, mais, au XVI^e siècle, les efforts de l'Eglise affaiblis échouèrent devant un mal trop ancien et trop général.

(3) « Aussi nous avons eu la consolation dans nos visites d'y trouver beaucoup de pasteurs charitables, touchés comme des pères doivent l'être de la misère de leurs enfants, donnant selon leurs forces et au delà, comme dit l'Apôtre... » Massillon, *Discours synodal*, 1736. De la compassion des pauvres.

(4) Arrêt du Parlement, 12 novembre 1523. Félibien, *Preuves* I, p. 623 a.

La royauté se sentant assez forte désira s'emparer des hôpitaux. Les parlements tirèrent une doctrine de sécularisation de la « Clémentine » « quiait contingit ».

L'esprit du Concile de Vienne de 1313 était dirigé contre les bénéfices ecclésiastiques, alors que l'autorité royale multipliait édits et déclarations, pour soumettre les administrateurs au contrôle des officiers royaux. Les nouvelles règles d'administration furent fixées dans l'Ordonnance de Blois du mois de Mai 1579. « Ne pourront désormais estre establis commissaires au régime au gouvernement des fruits et revenus des dites maladreries et hôpitaux, aultres que simples bourgeois, marchands ou laboureurs, et non personnes ecclésiastiques, gentils-hommes, archers, officiers publics, leurs serviteurs ou personnes par eux interposés ». (5)

C'était la consécration officielle des principes appliqués depuis plusieurs années par les Parlements (6).

L'Ancien Régime adopta le principe chrétien de l'Assistance obligatoire, mais fit d'un devoir moral une obligation civile. En 1543, le Parlement avait menacé de la saisie de leur temporel, les chapitres et couvents qui se dérobaient à l'obligation de nourrir les pauvres. Dix ans plus tard, il ordonnait au clergé de rappeler à ses fidèles que la charité était commandée par les canons.

Guidée par le devoir d'assurer l'ordre social, la Royauté devait faire de l'assistance une matière mixte de charité et de police, et les services royaux de l'assistance, pendant les deux derniers siècles de la monarchie, surent assurer en même temps que l'hospitalisation des pauvres et des malades, la police et la surveillance des vagabonds et des mendiants. L'Ordonnance du roi Jean, la plus ancienne en la matière, avait donné dès 1350 les premiers moyens de répression dont on devait user jusqu'à la Révolution. (7)

Plutôt que d'offrir des secours aux pauvres, l'autorité les soumettait au régime du travail forcé.

§ 3. — *Rôle des pouvoirs municipaux dans les services d'assistance.*

La commune, groupement social le plus proche de la famille, allait être naturellement la première autorité laïque chargée d'assurer le service d'assistance négligé par les Seigneurs, protecteurs féodaux de la veuve et de l'orphelin. Les devoirs de charité tombèrent ainsi, très tôt à la charge des villes.

(5) Art. 65. Ordonnance de Blois, mai 1579. Isambert, tome XIV, p. 399, Paris 1829. Veron et Girard, *Recueil d'Edits et d'ordonnances royaux*, t. I, p. 551, Paris, 1720, 2 volumes in F°.

(6) Brillon, Dictionnaire des arrêts, t. II, p. 621, *Administration des hôpitaux*.

(7) Ordonnance des rois de France de la 3^e race. Secousse, t. II, p. 350, 351, Paris, 1729.

En province, dans de nombreuses villes : Rouen, Orléans, Troyes, Châlons-sur-Marne, Abbeville, Beauvais, fonctionnaient des bureaux municipaux d'aumônes. (8) L'Edit de Charles IX confirma aux communes ces droits étendus.

A Paris, avant 1544, les secours à domicile et la police des pauvres étaient exercés par les curés et marguilliers sous l'autorité du Parlement et assurés en partie à l'aide d'une taxe paroissiale.

Lorsque, par lettres patentes du 7 Novembre 1544, François I^{er} tenta de soumettre l'assistance parisienne à une autorité unique et créa le Grand Bureau des Pauvres, il donna au Prévôt des Marchands et Echevins le droit de nommer les Administrateurs « comme nous ayant été advertis que en toutes ou la plupart des bonnes villes de notre royaume, ceux qui ont le gouvernement et l'Administration d'iscelles, ont aussi pareillement ainsi qu'il est raisonnable, la superintendance et conduite des choses requises pour l'entretenement de la communauté des pauvres, que jusques ici a eu notre Cour du Parlement ou des Députés ». (9)

C'était sous la direction des autorités communales que le Roi tentait de grouper les œuvres d'assistance : ce caractère municipal mit le Grand Bureau sur le même plan que l'Hôtel-Dieu, et l'empêcha, faute d'autorité, de mener à bien la tentative d'unification de l'Assistance Publique.

Après la création des Hôpitaux Généraux, le XVII^e et le XVIII^e siècles allaient encore voir la direction des travaux publics destinés aux Pauvres, rester, par un ordre naturel des choses, confiée à la Municipalité.

Le caractère communal de l'Assistance fit adopter par l'Ordonnance de Février 1570 (art. 73) le principe déjà formulé dans le droit canonique du domicile de secours, « et oultre ordonnons que les pauvres de chacune ville, bourg ou village seront nourris et entretenus par ceux de la ville, bourg ou village dont ils sont natifs et habitants sans qu'ils puissent vaquer et demander l'aumône ailleurs qu'au lieu duquel ils sont ». (10)

La jurisprudence du Parlement plaçait le domicile de secours au lieu de naissance, si quelque séjour prolongé dans un autre pays n'avait pas fait abandonner tout espoir de retour. Paris, célèbre par ses nombreuses institutions hospitalières, voyait affluer les pau-

(8) Maurice Bloch, *L'Assistance en France à la veille de la Révolution*, p. 44.

(9) Lettres patentes du Roi François I^{er} par lesquelles il commet la surintendance des Pauvres de Paris au Prévôt des Marchands et Echevins de cette ville. Félibien, *Histoire de la Ville de Paris*, Preuves III, p. 484.

(10) Isambert, *Recueil Gal. des anciennes lois françaises*, t. XIV p. 209, Paris, 1829.

vres, et l'arrêt du Parlement du 18 Mars 1850 dut faire chasser ceux qui n'habitaient pas la ville depuis plusieurs années.

Le Grand Bureau, effrayé du nombre d'enfants vénériens envoyés à Paris, dut prendre des mesures d'exclusion. Lorsque la création de l'Hôpital Général, cependant étranger à l'administration communale, provoqua une nouvelle invasion de Paris par les pauvres de province, Louis XIV, considérant « qu'il n'était pas juste que sa bonne ville de Paris fournisse seule la nourriture que les autres villes du royaume doivent chacune à leurs pauvres selon l'équité naturelle, ordonna l'ouverture d'un hôpital général dans chaque ville du royaume. (11)

§ 4. — *Rôle du pouvoir royal.*

La mise en tutelle des communes par l'autorité royale fut un fait général au XVII^e siècle. Les œuvres municipales dont nous venons de parler n'échappèrent pas à cette tendance qui fit écarter les magistrats municipaux des services d'assistance. Lorsque Louis XIV, pensant mettre fin au fléau de la mendicité par l'internement des pauvres, créa l'Hôpital Général, il donna à cette institution une forte autonomie et une complète indépendance vis-à-vis de la Municipalité. La direction en fut confiée à des officiers royaux et au Parlement, le bureau de l'Hôtel-Dieu de Paris fut remanié par Lettres Patentes de Janvier 1690 dans un esprit de prépondérance royale. Au-dessus de l'Ancien Bureau de l'Hôtel-Dieu, fut placé un Conseil Supérieur composé, ainsi que celui de l'Hôpital Général, de l'Archevêque de Paris, des Premiers Présidents du Parlement, de la Chambre des Comptes, et de la Cour des Aides, du Procureur Général du Parlement, du Lieutenant de Police et du Prévôt des Marchands.

Ce rapide et succinct exposé de l'histoire de l'Assistance avant la Révolution montre que trois autorités se partagèrent au cours des siècles le contrôle de l'assistance : l'Eglise, la Commune et l'Etat qui l'emportèrent tour à tour.

Longtemps l'Eglise forte de la mission divine de charité dirigea les œuvres hospitalières négligées par une autorité civile défaillante.

Au XVI^e siècle les communes, autorités si proches de la misère du peuple, prirent une place dans l'administration de l'Assistance.

Enfin, dans les deux derniers siècles de la Monarchie, l'esprit unificateur du pouvoir central tendit à grouper les services d'Assis-

(11) Déclaration du mois de juin 1662 portant établissement d'un Hôpital général en toutes villes et gros bourgs du royaume code, p. 423.

tance sous la surveillance des Commissaires du Roi et de son Parlement.

Il ne faudrait pas conclure que les missions charitables de l'Eglise, des Communes et du Roi, se succédèrent d'une façon absolue. Il y eut, dominée par les idées que nous avons indiquées, une collaboration entre elles et, à la veille de la Révolution, on trouvait, tantôt le Clergé, tantôt des municipalités, et tantôt les Agents royaux, chargés des services de l'Assistance. Notre but, en résumant brièvement l'histoire de l'Assistance était de dégager les idées qui présidaient à son exercice, afin de mieux juger des réformes apportées par la Révolution, notamment dans le Puy-de-Dôme.

CHAPITRE II

RESSOURCES DES SERVICES D'ASSISTANCE

La vaste organisation des secours, telle qu'elle fonctionnait au XVIII^e siècle, exigeait des ressources considérables dont les provenances étaient extrêmement variées. Nous allons voir que longtemps, elles eurent leur origine dans les aumônes, mais celles-ci se firent peu à peu de plus en plus rares.

L'Eglise assura, dès à l'origine, le fonctionnement de la charité publique sur son propre patrimoine, mais l'ingérence du pouvoir civil dans les services d'Assistance avait nécessité la création de ressources nouvelles : les taxes, les impôts et les privilèges royaux. Un examen rapide nous permettra de préciser l'origine du budget de charité de l'Ancien Régime.

§ 1. — Ressources privées.

St Jean Chrysostome avait défini l'aumône la rançon de l'âme (12).

Le Moyen-Age, profondément religieux, donnait « pro remedio animae, ob remissionem peccatorum ». Il n'était guère à cette époque de testament qui ne comportât quelques legs en faveur des pauvres. « En ce qui concerne l'Hôtel-Dieu de Paris », rapporte M. Coyecque, il est un fait curieux à noter, nous n'avons jamais rencontré de testament parisien qui ne renfermât un article en faveur de cet hôpital ». (13)

Toutes les classes sociales alimentaient le trésor de l'Hôtel-Dieu en monnaies, immeubles, et même denrées. Rondonneau de la Motte raconte qu'un certain Adam, clerc du Roi, légua à l'Hôtel-Dieu deux maisons situées dans Paris, à condition que l'on donnât aux malades, le jour de son anniversaire, sur le revenu de ces deux maisons, tout ce qu'il voudraient manger.

Des corporations de métier avaient inséré dans leurs statuts des clauses charitables. (14)

Après la fondation de l'Hôpital Général, les notaires, curés et vicaires furent tenus d'exhorter les testateurs à la charité « sans

(12) Saint Jean. Chrysost. de Poenit. Homel VIII, t. II.

(13) Coyecque, *Hôtel-Dieu à Paris au Moyen Age*, t. I, p. 133.

(14) Parturier, *L'Assistance à Paris sous l'Ancien Régime et pendant la Révolution*, p. 39. (Passim).

néanmoins les y obliger » : l'oubli de cette prescription entraînait la nullité du testament, clause si contraire au Droit que le Parlement ne l'enregistra pas et la remplaça par une amende de 4 livres parisis.

L'article 69 de l'Edit de 1655 faisait une obligation pour les notaires d'adresser à l'Hôpital Général des extraits des clauses rédigées au profit des pauvres. Toutes les libéralités étaient, préalablement à toute distribution, recueillies par le Grand Bureau des Pauvres et reçues par lui en sa qualité de représentant légal de ceux-ci. D'ailleurs, l'art. 17 de l'Edit fondant l'Hôpital Général portait interdiction « à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles fussent, de donner l'aumône manuellement aux mendiants... à peine de 4 livres parisis d'amende ». Le Gouvernement qui, par les lettres sur le « Gouvernement des Finances Publiques » en 1444, avait voulu relever la dignité de l'aumône aux yeux de l'indigent en décidant qu'elle aurait le premier rang dans les dépenses royales, allait au XVII^e siècle, dans son désir de supprimer la mendicité, réduire la part si grande anciennement de la charité publique. Il ne devait cependant jamais négliger une source de revenus aussi importante et aussi légère à son trésor ; c'est pourquoi, voulant en 1786 établir quatre hôpitaux en remplacement de l'Hôtel-Dieu, le Roi fit ouvrir une souscription publique qui atteignit rapidement deux millions de livres, que son ministre Loménie de Brienne, s'empressa d'ailleurs de détourner de leur destination.

Notre but n'est pas de rechercher parmi les fonds destinés sous l'Ancien Régime à l'Assistance, toutes les sources provenant de la charité privée, mais d'indiquer seulement leur importance considérable. Le concours donné financièrement par le Clergé était non moins important et son examen mérite que l'on s'y arrête également un instant.

§ 2. — *Ressources Ecclésiastiques.*

L'Eglise, qui considérait les pauvres comme « le peuple vivant du Seigneur », consacrait à leur entretien une grosse part de ses revenus. D'après une très ancienne règle, quatre parts devaient être faites dans les revenus de l'Eglise : « une pour l'Evêque, une pour le Clergé, une pour les Pauvres, et le reste pour la réparation des temples et les frais du culte ». (15) Cette dernière part elle-même assurait l'assistance par le travail aux pauvres valides.

D'autre part, des ordres religieux avaient pour seul but le soulagement des malheureux .

L'Eglise par ses libéralités spirituelles encourageait la charité : ainsi, chaque année, une bulle pontificale publiait un pardon

(15) Concil. Romanum II Sub. Silvestro I, anno 324. Can IV.

général pour tous les bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu. Des indulgences plénières récompensaient la charité, à laquelle des prédicateurs excitaient les fidèles. (16) Des quêtes étaient faites chaque Dimanche dans les Eglises de Paris au profit de l'Hôtel-Dieu.

Au surplus, le Gouvernement savait rappeler à l'Eglise ses devoirs et c'est ainsi que les moindres bénéfices de celle-ci durent subvenir aux frais de l'établissement de Bicêtre. (17)

§ 3. — *Ressources publiques*

Lorsque l'Assistance intéressa les Services Publics, la Royauté fut naturellement amenée à ajouter aux ressources que nous avons indiquées dans les paragraphes précédents, les taxes, impôts et privilèges royaux.

Ce fut par une évolution insensible que l'on passa de l'aumône volontaire, soumise aux seules sanctions spirituelles de l'Eglise, dont se contente le Parlement dans son Ordonnance de 1532, à la taxe des pauvres, prévue sous peine de contraintes judiciaires. C'est la Déclaration du Roi Henri II datée du 13 Février 1551 (18), et l'art. 73 de l'Ordonnance de Moulins (Mars 1556) (19), qui fixèrent définitivement le principe de cette taxe ; elle fut universelle, tous y étaient contraincts « manants et habitants, en quelque qualité qu'ils soient ».

Les particuliers et les communautés déclaraient le montant de leurs cotisations aux commissaires du quartier ; si celles-ci étaient jugées insuffisantes, le Grand Bureau des Pauvres les augmentait ; le refus de payer entraînait double taxe (20), et les rôles étaient rendus exécutoires par le Parlement ; on rencontrait d'ailleurs de grosses difficultés de perception, ces dernières se faisant à domicile.

La taxe des pauvres resta jusqu'à Louis XIV la principale ressource des services d'assistance. Insuffisante, on voulut la remplacer par des impôts indirects, et, lorsque l'on créa l'Hôpital Général, on préféra lui verser les recettes des Octrois ; cependant, la taxe des pauvres fut toujours « une aumône générale et universelle de laquelle personne ne pouvait et ne devait être exempt, selon les anciens règlements et Ordonnances sur le fait des pauvres... et devait être payée... généralement par toutes sortes de personnes exemptes ou non exemptes ». Elle demeure donc toujours une aumône, et les privilèges accordés quant aux impôts n'en déchargeaient personne.

(16) Parturier, *op. cit.*, p. 40.

(17) Edit d'Institution à Bicêtre pour l'entretien des soldats invalides.

(18) Isambert, *Recueil Gal. des anciennes lois françaises*, t. XIII, p. 262.

(19) *Ibidem*, t. XIV, p. 209.

(20) Arrêt du Parlement du 17 août 1577.

Le droit sur les spectacles, créé par une Ordonnance du 25 Février 1699, fixé d'abord au sixième des sommes perçues à l'entrée des théâtres, puis au neuvième par l'Ordonnance du 25 Février 1716 s'appela le « quart des pauvres » et contribua ainsi aux œuvres de charité. Il ne fut supprimé qu'en 1790. Les confiscations et les amendes apportaient également leur contribution au Trésor des œuvres d'assistance. Enfin, l'on avait déjà donné depuis longtemps, de nombreux privilèges aux établissements hospitaliers, surtout à l'Hôtel-Dieu de Paris, notamment l'exemption d'impôts et le monopole du commerce de boucherie et de « poulaillerie » pendant le carême.

CHAPITRE III

ŒUVRES D'ASSISTANCE

§ 1. — *Tendance à la spécialisation*

L'Ancien Régime, si respectueux des libertés privées et de l'indépendance des services d'assistance, vit se développer un grand nombre d'établissements hospitaliers, les uns, d'origine municipale ou royale, comme les trois grands établissements de Paris : l'Hôtel-Dieu, le Grand Bureau des Pauvres et l'Hôpital Général ; les autres, fruit de l'initiative privée. Certains avaient une destination précise, certains assistaient tous les pauvres, mais tous évoluaient selon le principe de la division du travail. (21)

Longtemps l'Hôtel-Dieu, par exemple, reçut tous ceux qui portaient « enseigne de pauvreté et de misère » : (22) puis lentement, une spécialisation s'opéra et l'Hôtel-Dieu, n'hospitalisa plus que les malades. On vit même se créer des hôpitaux réservés à une seule catégorie de malades.

Dès le Bas-Empire Romain d'ailleurs, l'Administration hospitalière avait été divisée en plusieurs services (23).

De tous temps, on distingua les pauvres valides, auxquels on procurait du travail, des malades et des vieillards auxquels on donnait de véritables secours.

Les Lettres Patentes de 1612 divisaient les pauvres en trois catégories :

1° Les hommes valides ;

2° Les femmes et les enfants au-dessous de huit ans ;

3° Les infirmes des deux sexes absolument incapables ; « suivant l'ordre de charité qui est de nourrir les pauvres invalides, et de faire travailler ceux qui peuvent gagner leur vie au labour de leur corps ». (24)

§ 2. — *Œuvres d'assistance pour les pauvres valides.*

Le XVI^e siècle vit le peuple des campagnes, libéré par la disparition du servage et chassé des villages par les guerres, émigrer vers

(21) Parturier, *op. cit.*, p. 48.

(22) Coyecque, *op. cit.*, t. I, p. 63.

(23) L. 17. Code Justinien de sacrosanctis Ecclesijs, lib. I, Tit. II.

(24) Arrêt du Parlement, 12 novembre 1543. Félibien, *Preuves*, p. 622. b. Art. 30.

les villes où, sans métier et sans argent, il forma des bandes de gueux, vivant de l'exploitation de la pitié, et troublant la sécurité du pays.

Le Gouvernement s'inquiéta de cette plaie du royaume, et voulut y remédier par la création de services d'hospitalisation et d'assistance par le travail ; mais il introduisit des préoccupations policières qui avaient été jusque là étrangères aux œuvres d'origines privées.

L'assistance donnée aux malheureux au XVI^e siècle eut donc un double caractère : charitable et pénal.

Parmi le grand nombre de malheureux, nous devons distinguer les pauvres honteux des vagabonds qui ne désirent nullement vivre honnêtement. Le premier soin doit être de donner à tous ces pauvres valides du travail, car ainsi que l'a si justement dit Montesquieu : « Un homme n'est pas pauvre parce qu'il n'a rien, mais parce qu'il ne travaille pas. Celui qui n'a aucun bien et qui travaille est aussi à son aise que celui qui a cent écus de revenu sans travailler » (25) ; ensuite, il conviendra de donner un gîte aux vagabonds sans feu ni lieu.

Nous allons étudier d'abord les œuvres créées dans un but charitable, puis les moyens utilisés par le Gouvernement dans sa lutte contre la mendicité.

Le besoin le plus immédiat des vagabonds était un abri contre les intempéries. Ils le trouvèrent, à l'origine, dans les hôpitaux ; mais de bonne heure, ceux-ci chassèrent les pauvres qui n'y furent admis qu'aux époques de grandes calamités. Des œuvres diverses les accueillirent ; à la fin du XVII^e siècle, il existait encore à Paris deux grands asiles de nuit : l'Hôpital Sainte-Catherine, et l'Hôpital Saint-Gervais.

D'autre part la municipalité de Paris se chargeait de donner du travail aux pauvres qui en cherchaient.

Mais la plaie de la mendicité s'étendait malgré toutes ces œuvres et le Gouvernement dut intervenir ; il le fit avec brutalité. L'Ordonnance du Roi Jean, du 27 Février 1350 (26), punit les mendiants de la prison à la première arrestation, du pilori à la première récidive, et, la troisième fois, du fer rouge et du bannissement ; en même temps, on avait invité les gens charitables à ne point donner à ceux « qui puissent besogne faire dont ils puissent gagner leur vie ; mais à gens aveugles, mehaignez et autres misérables personnes ». (27) Puis, les Edits devinrent de plus en plus rigoureux. Henri II punit les femmes du fouet et du bannissement, les hommes, des galères, et l'on fit de l'aumône individuelle

(25) Montesquieu, *Esprit des Lois*, Liv. 23 ; Chap. 29.

(26) Ordonnance des Roys de France de la 3^e race. Secousse, t. II, p. 350, 351, Paris, 1729.

(27) Ordonnance du Roi Jean (ut supra).

un délit. Les cavaliers de la maréchaussée arrêtaient tous les suspects de vagabondage (28), ce qui n'alla pas sans entraîner des arrestations arbitraires (29). La police des mendiants, attribution du Grand Bureau des Pauvres, jusqu'à Louis XIV fut confiée à l'Hôpital Général, mais tous les efforts tentés pour supprimer les mendiants échouèrent (30).

Le meilleur moyen de supprimer le vagabondage avait paru tout de suite être l'internement des mendiants, « Le dessein d'enfermer les pauvres mendiants n'est pas une invention de nos jours ; on l'avait projeté autrefois, on l'avait tenté au commencement de ce siècle, mais on n'avait pu l'exécuter pleinement... Cet ouvrage qui, alors, donna tant de peine à ceux qui l'entreprirent ne dura que fort peu de temps ». (31)

Mais les hôpitaux chargés de ce service par le Gouvernement, renvoyèrent les pauvres, après que six millions eurent été dépensés. (32)

Il fallait mettre fin à cette lutte « entre les mendiants auxquels on n'offrait pas de travail, les hôpitaux qui refusaient de les garder, et la loi qui voulait les punir ». (33)

Louis XIV se flatta d'y réussir en créant l'Hôpital Général. St-Vincent de Paul avait souhaité l'ouverture de pareils établissements, mais il eût voulu qu'on y attirât les pauvres sans employer la force ; on préféra les y contraindre et le Parlement enjoignit aux pauvres de se rendre « dans la cour de Notre-Dame de la Pitié, du Faubourg Saint-Victor, pour être par les Directeurs envoyés et départis aux Maisons dépendantes de l'Hôpital Général, dans lesquelles ils seraient nourris, entretenus, instruits et employés aux ouvrages, manufacture et service de l'Hôpital Général selon qu'il leur sera ordonné ». En province, le Roi créa des Hôpitaux Généraux dans les principales villes et bourgs, où dès lors, les mêmes mesures de « correction administrative » (34) furent appliquées.

(28) Lettre du Vice-Chancelier aux Prévôts Généraux de la Maréchaussée. Bibl. Nationale. Fonds R. F. 8.129, f^o 154.

(29) Lettre de M. de Bertrand, Intendant de Rennes, 7 août 1785. Archives Nationales, h. 426.

(30) « La malice des mendiants a surmonté la vigilance des magistrats, aimant mieux vaquer et caïmander par les villes que travailler et employer leur force pour gagner leur vie... et quelque valides qu'ils soient se donnant licence de remplir les rues, les églises et autres lieux publics, à la honte et très grande incommodité des habitants ». Lettres Patentes de 1612. Préluce cité par Monnier, *Histoire de l'Assistance Publique*, p. 318.

(31) Histoire de l'Hôpital de Paris, p. 1 et suivantes.

(32) Montlinot, *Essai sur la Mendicité*, Paris, 1789, p. 52, Arch. Nat. A. D., XIV, 5.

(33) Deuxième rapport du Comité de Mendicité, p. 25.

(34) Réponse d'un Intendant à une personne demandant la liberté pour une personne enfermée.

Le travail y était considéré comme une expiation et, les premiers mois, les pauvres enfermés étaient au régime du pain et de l'eau.

Les mendiants se révoltèrent contre un secours dont la liberté était le prix ; la population ne soutint pas la police, et les mendiants n'ayant pour asile qu'une prison, ne reculèrent ni devant le vol, ni même l'assassinat. (35)

Les secours à domicile d'abord assurés par les particuliers, le furent ensuite par le Grand Bureau des Pauvres, qui, d'ailleurs, ainsi que nous l'avons vu était surtout un service de police. A côté de ces services, les *Charités des pauvres honteux*, complétant l'œuvre du Grand Bureau des Pauvres, secouraient les pauvres honteux et les Commissaires du Châtelet firent souvent appel en leur faveur à la charité du Roi. (36)

En province, dans des cas de grande disette, des exemptions d'impôts et des distributions de grains, dont nous verrons tout à l'heure le fonctionnement dans le Puy-de-Dôme, aidèrent les payans à traverser les temps pénibles.

§ 3. — Œuvres destinées aux pauvres impuissants et incurables.

On pouvait espérer, par l'offre du travail et par la répression de la mendicité, supprimer ou pour le moins réduire, le nombre des mendiants valides ; seule l'hospitalisation des pauvres impuissants, des infirmes et des incurables était susceptible d'être envisagée.

Les hôpitaux dès le XVI^e siècle ne recevaient plus ces miséreux et on les voyait « languissants par les rues et sur les chemins, sans secours ni consolation, au grand regret et déplaisir des âmes chrétiennes ». (37)

Les vieillards, comme les infirmes, étaient divisés par l'Edit de 1547, en vagabonds sans logis et pauvres ayant « maisons, chambre, loges et lieux de retraite ». Ces derniers étaient à la charge du Grand Bureau des Pauvres et des charités paroissiales.

Les services d'assistance durent prendre les autres entièrement à leur charge et assurer en même temps les secours médicaux des incurables, lépreux, et vénériens.

Les vieillards chassés de l'Hôtel-Dieu, dès avant le XVI^e siècle, furent enfin acceptés, en même temps que les infirmes, par les

(35) Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, chap. II. Force de la France.

(36) « Il s'est souvent vu qu'un secours obtenu des bontés du Roi par le Magistrat de Police ou sur les avis des Commissaires a soutenu des familles considérables qui périssaient et en a relevé nombre d'autres qui étaient déjà tombées ». Delamare, *Traité de Police*, t. I, p. 227.

(37) Lettres Patentes de Louis XIII, avril 1637, cité par Feulard : *« L'Hôpital Laënnec Ancien hospice des incurables »*, Paris, 1884, p. 64.

Petites Maisons si bien tenues, où l'on en comptait plus de 500 en 1790.

L'Hôpital des Incurables, placés par les Lettres Patentes de 1637 sous la direction de l'Hôtel-Dieu, fut destiné aux infirmes et en 1788, on y comptait 370 lits. Deux dépendances de l'Hôpital général, Bicêtre pour les hommes, dont La Rochefoucauld-Liancourt fit une si triste peinture, la Salpêtrière pour les femmes, les acceptaient aussi.

Les lépreux vénériens, teigneux et galeux furent eux aussi exclus des hôpitaux.

Les lépreux, très rares après le Moyen-Age, étaient hospitalisés dans les léproseries.

Les vénériens, exclus bientôt de l'Hôtel-Dieu tombèrent à la charge du Grand Bureau des Pauvres, qui leur distribuait à domicile les secours médicaux. Parmi eux, le Grand Bureau des Pauvres distinguait, selon l'Edit de 1547, ceux qui étaient tombés malades sans qu'il en fût de leur faute « comme une femme de bien à qui son mary, paillard, leur aura donnée ou la femme impudique au mary », et les « caignardiers, caignardières et putains publiques qui ne craignent point d'offenser Dieu ». Le Grand Bureau des Pauvres refusa d'abord à ces derniers « de les faire panser »... pour les abus et inconvénients qui en sont venus et pour servir d'expérience aux autres... » puis les accepta, non sans les avoir fustigés avant même de les soigner, avec les premiers dans l'Hôpital des Petites Maisons, où l'on en comptait 14, en 1790.

Dans les premiers temps de l'Hôpital Général, les vénériens qui, comme les lépreux, en étaient exclus par l'Edit de 1656, restèrent d'abord à la charge du Grand Bureau, mais bientôt ils envahirent l'Hôpital Général qui les plaça dans ses dépendances de Bicêtre et de la Salpêtrière où l'on avait — dans l'une comme dans l'autre — institué des Quartiers dits de force, destinés à l'emprisonnement des filles de mauvaises vie et des individus détenus.

L'Hôpital Général recueillit également les teigneux qui, longtemps, étaient restés aux Petites Maisons.

Bicêtre pour les hommes, et la vaste Salpêtrière pour les femmes réunissaient d'ailleurs, disait La Rochefoucauld, « toutes les misères et les infirmités de la nature humaine », et, entre autres, vieillards, paralytiques, écouelleux, épileptiques et vénériens.

§ 4. — *Œuvres destinées aux malades et aux aliénés*

Nous avons passé en revue les principales œuvres destinées à l'assistance des pauvres, à la répression de la mendicité et du vagabondage et à l'hospitalisation des pauvres impuissants. Nous allons étudier maintenant, jusqu'à la Révolution, les institutions de bienfaisance qui, en France, eurent pour but l'assistance aux malades. Elles sont de deux sortes : assistance médicale à domi-

cue, et nôpitaux. Le royaume ne manqua jamais d'hôpitaux ; selon Necker, il y en avait 700 en 1784, mais le Comité de Mendicité en trouvant 2185, il est difficile d'en connaître le chiffre exact.

Nous avons vu la diversité d'origine des établissements d'assistance ; elle provoqua la dispersion géographique et l'objet propre de chaque établissement varia de l'un à l'autre.

Il est dans notre dessein de parcourir dans ce paragraphe, les œuvres destinées aux malades, à l'exclusion des vieillards, des enfants et des incurables.

Le plus ancien Hôpital de Paris, était l'Hôtel-Dieu, qui pouvait contenir jusqu'à 3418 personnes.

De nombreuses œuvres privées, et en temps d'épidémie, St-Louis, Ste-Anne, recueillaient aussi les malades.

Nous ne reviendrons pas sur le régime administratif des Hôpitaux soumis, ainsi que nous l'avons dit, aux autorités ecclésiastiques d'abord, communales ensuite, royales enfin.

Tout a été dit sur la détestable hygiène des hôpitaux ; toutes les maladies se trouvaient réunies dans les mêmes salles : Tenon rapporte les progrès effrayants de la gale. (38) Le linge et les vêtements des malades étaient entassés dans deux « pouilleries » sans avoir été désinfectés, les opérations se faisaient devant tous les malades, et l'opéré « tourmentait, par le spectacle qu'il offrait, par ses cris, les malades qui bientôt seraient soumis aux mêmes douleurs ». (39)

Dans un même lit, on entassait plusieurs malades : « Deux ou trois à la tête et deux ou trois aux pieds, de sorte que les pieds des uns répondent aux épaules des autres et réciproquement » ; (40) aussi, la mortalité était-elle grande.

L'Aumône Générale et le Grand Bureau assuraient la distribution à domicile des secours médicaux. Ils étaient aidés par les bureaux de charité, ceux-ci envoyaient des sœurs de charité qui visitaient et soignaient le malade... « sur le champ, une d'elles se détache va voir le malade... elle en rend compte au médecin s'il est nécessaire, ou au chirurgien, si la chose le regarde et le malade est promptement secouru ». (41)

§ 5. — Œuvres destinées aux enfants, aux accouchées et aux nourrices

Un des services les plus utiles au bien d'un pays est certainement celui qui s'occupe de l'enfance abandonnée. Alors que les enfants vagabonds sont naturellement destinés à grossir la troupe

(38) Tenon, IV^e Mémoire, *Description de la Maison des malades de l'Hôtel-Dieu de Paris*, p. 197.

(39) Tenon, *op cit.*, p. 225.

(40) Tenon, *ut supra*, p. 165.

(41) Tableau d'Humanité, p. 254.

des mendiants et des brigands, des œuvres d'éducation bien dirigées peuvent en faire des travailleurs instruits et honnêtes.

Sous la Féodalité, les enfants trouvés étaient serfs des seigneurs justiciers, mais ceux-ci se désintéressaient du sort de ces pauvres êtres. Rapidement, furent créés des œuvres privées et des services publics d'assistance aux femmes en couches, hospices d'enfants abandonnés, surveillance des nourrices, écoles professionnelles.

Nous allons d'abord passer en revue les services qui prenaient soin des femmes en couche :

Les femmes grosses étaient admises à l'Hôpital Général, par transfert de l'Hôtel-Dieu. Elles attendaient leurs couches à la Salpêtrière, mais elles retournaient les faire à l'Hôtel-Dieu, et passaient leur convalescence dans les maisons de l'Hôpital Général. A l'Hôtel-Dieu, une salle leur était particulièrement réservée pour « faire leur gésine ». (42) L'Hôtel-Dieu devint une école d'accouchement ; alors qu'au Moyen-Age, la sage-femme, « ventrière des accouchées » ne venait que lorsqu'elle était appelée, elle fut désormais logée à l'Hôpital, et on lui adjoignit des « apprentisses » ; c'est parmi celles-ci que l'Hôpital Général recrutait ses sages-femmes. Des œuvres se chargeaient aussi d'élever des enfants abandonnés.

Longtemps, les enfants qui étaient nés à l'Hôtel-Dieu, entrés avec la mère malade, ou recueillis à la porte, étaient nourris et instruits dans l'hôpital mais ils étaient rapidement décimés par la maladie.

Marguerite de Navarre intervint auprès de son frère, qui, par lettres patentes de Janvier 1530, créa les « Enfants-Dieu » aussi appelés : « Enfants-Rouges » ; ceux-ci destinés d'abord à hospitaliser les enfants étrangers, recueillirent, dès 1541, tous les enfants. (43). Les bourgeois de la Ville de Paris qui, depuis longtemps recueillaient les enfants, se lassèrent de cette charitable coutume ; les enfants surchargèrent l'Hôtel-Dieu qui s'en débarrassa tant qu'il put sur les Enfants-Rouges, qui furent réunis, le 20 Mai 1780 aux Enfants Trouvés, sous la direction de l'Hôpital Général.

L'Hôpital Général recueillait tous les enfants : les garçons de moins de quinze ans, et les filles de moins de treize. Il hospitalisait à la Pitié, les enfants de quatre à douze ans, venant des Enfants Trouvés ou des Paroisses de Paris, et cela jusqu'à un nombre de mille à douze cents, jusqu'en 1396, comme le constata La Rochefoucauld. (44)

L'Hôpital Général hospitalisait aussi les enfants « gastez » ; les enfants vénériens étaient admis à Bicêtre et à la Salpêtrière, où on ne leur donnait aucun soin. En 1786, sur l'initiative du Lieute-

(42) Brièle, *op. cit.*, I, p. 62, 47 et 128.

(43) L'Hôpital du Saint-Esprit était en effet, chargé de recueillir tous les enfants légitimes nés à Paris.

(44) La Rochefoucauld, *Rapport*, p. 10.

nant de Police Lenoir, soutenu par le Roi Louis XVI, fut ouverte la Maison de Vaugirard où les « enfants gastez » furent élevés avec tous les soins nécessaires ; rapidement, le nombre des enfants hospitalisés passa de trois cent douze en 1640 à onze cent quatre-vingt dix-huit en 1699 ; on en compta jusqu'à sept mille en 1771-72. (45)

Une réaction s'imposait : en effet, un tiers des enfants de la province était envoyé à Paris ; « L'abus grossit chaque jour, écrivait Necker, et ces pratiques embarrasseront un jour le Gouvernement ». (46)

Des mesures furent prises et le nombre des enfants hospitalisés tomba à cinq mille neuf-cent-quatre-vingt-neuf en 1773.

L'Hôpital Général se chargeait aussi de l'instruction des enfants. Jusqu'à seize ans, ils étaient élevés dans ses Maisons, puis placés chez des maîtres ouvriers après qu'on leur eût fourni un trousseau et payé les frais du brevet. Ceux qui faisaient preuve de mauvaise volonté étaient repris à la Pitié, et les incorrigibles envoyés à Bicêtre. La maison de la Couche devint un hospice dépositaire qui recueillit un grand nombre d'enfants ; « aucun renseignement n'est demandé à ceux ou celles qui apportent des enfants, aucune condition n'est imposée pour les admissions », disait La Rochefoucauld.

De là, les enfants étaient envoyés en nourrice ou en sevrage en province. A trois ans, et après 1696, à cinq ans, ils étaient ramenés à la Salpêtrière et à la Maison du Faubourg Saint-Antoine, puis à la Pitié et à la Salpêtrière. A partir de 1761, on préféra en laisser quelques-uns à la campagne et confier aux paysans ceux de six à vingt-cinq ans, limite qui fut ramenée à vingt ans seulement dès 1772. Ce système donna les meilleurs résultats. Des rapports disent que « le plus grand nombre tourne bien et deviennent de bons habitants de campagnes ». (47)

Les autres enfants étaient ramenés à la Maison du Faubourg St-Antoine, instruits, puis mis en apprentissage chez les Maîtres ouvriers de la Ville, ce qui donna de mauvais résultats ; « le nombre de ceux des deux sexes qui, mis en métiers, deviennent de bons ouvriers et bons sujets est bien peu considérable » disait La Rochefoucauld. (48)

L'inspection des enfants et des nourrices laissa beaucoup à désirer. Elle fut d'abord confiée à deux sœurs de Charité, puis, en 1765, aux meneurs qui devaient faire des tournées semestrielles (49) et, qui selon la délibération du 7 Juin 1773, devaient aussi visiter tous les enfants, même ceux mis en nourrice par les bourgeois de

(45) Lallemand, *Histoire des Enfants abandonnés*, Annexe III, p. 741.

(46) Necker, *de l'Administration des Finances de la France*, t. III, chap. XIV.

(47) Rapport du Comité de Mendicité, 1790, p. 25.

(48) La Rochefoucauld, *ut-supra*.

(49) Art. 24, Règl. Sept. 1765. Code, p. 350.

Paris ; cette dernière méthode ne donna aucun résultat et causa de grosses dépenses. On revint donc au système des sœurs de Charité.

Ce fut toujours un gros problème que l'éducation et la mise en apprentissage de tous ces enfants vagabonds ou fils de pauvres mendiants. Un arrêt du Parlement de 1535 ordonnait que les enfants de l'Aumône Générale, soient placés chez des maîtres de métiers, ce qui ne donna que de piètres résultats. Comme nous l'apprend Félibien en 1555, les mesures contre les pauvres valides « laissaient sur le pavé une infinité d'enfants dont les père et mère se trouvaient hors d'état de les assister ». (50)

Ce fût l'Hôpital de la Trinité, encore appelé « les Enfants Bleus », destiné aux enfants d'au moins cinq ans « pris et segregez des Maisons des pauvres de la ville et faubourgs de Paris », qui s'en chargea ; on leur apprit à lire et à écrire, et on les plaça en apprentissage chez des maîtres de Paris ; toutefois, « du nombre de trois cents à quatre cents enfants qui ont été mis apprentis et à métiers, se sont départis les 2/3 des services de leurs maistres, les uns par le mauvais traitement de leur dit maistre et aucun par suscitation des père, mère et aultres parents ».

Malgré le Parlement qui tenta de s'y opposer, les enfants étaient retirés d'apprentissage ou s'enfuyaient d'eux-mêmes. (51)

On décida de créer une école d'apprentissage, un terrain fut acquis, (52) par les administrateurs de l'Hôpital des « Enfants Bleus ». Ceux-ci poursuivaient également un but de charité sociale et d'économie politique. Ils créèrent des ateliers de divers métiers ; l'hôpital eut alors à lutter contre l'hostilité des corporations, contre lesquelles il fut défendu par un Arrêt du Parlement du 12 Mars 1552. Pour éviter la lutte contre les corps de Métiers, on apprenait surtout aux enfants des professions non encore pratiquées en France. D'excellents résultats furent obtenus et en 1554, le Roi Henri II déclara les Enfants Bleus susceptibles de devenir maîtres sur le simple contrôle des administrateurs de l'hôpital, sans avoir besoin de faire un chef-d'œuvre.

Malheureusement, l'hôpital de la Trinité était très pauvre ; il fut d'abord limité à cent garçons et trente six filles par les art. 13 et 14 du règlement de 1676, puis la pension devint payante ; mais, à la fin du XVIII^e Siècle, les bâtiments tombaient en ruine et ils furent démolis en 1789. Les résultats n'avaient d'ailleurs pas été aussi bons que l'on avait espéré, on pensait donner aux enfants des habitudes d'austérité, on les lassa seulement par ce régime de prisonniers ; et ils tentèrent de recouvrer leur liberté par le vagabon-

(50) Félibien, t. II, p. 1.018.

(51) Inventaire sommaire, T. III, p. 353, n° 3.

(52) *Ibidem*.

dage. Ce fut le seul grand essai d'école d'apprentissage sous l'Ancien Régime ; l'idée n'allait être reprise que beaucoup plus tard.

Il y eut donc sous l'Ancien Régime des tentatives fort intéressantes pour élever, soigner les enfants abandonnés, puis leur donner un métier, mais on ne réussit jamais à surveiller efficacement les enfants placés en nourrice, et on ne réussit pas non plus à leur donner un métier. Il faut cependant remarquer que l'hygiène fut mieux assurée à la fin de l'Ancien Régime par le placement chez les habitants, ou dans des établissements annexes de l'Hôpital Général, que lorsque les enfants restaient mêlés aux malades, comme à Paris, à l'Hôtel-Dieu dont le « gros air » causait une grande mortalité.

TITRE II

L'ASSISTANCE DANS LE PUY-DE-DOME A LA VEILLE DE LA REVOLUTION

Après avoir examiné, dans le chapitre précédent, les principes de l'Assistance Publique sous l'Ancien Régime et leur application dans tout le royaume ; nous en ferons l'examen pendant la même époque spécialement pour notre département. Dans le premier chapitre nous jetterons un coup d'œil général, sur les services d'assistance du Puy-de-Dôme afin d'en connaître l'importance, leur ancienneté, leurs ressources et leur administration. Puis, nous étudierons dans leurs détails les mesures de répression et d'assistance prises au sujet des mendiants valides : les œuvres destinées aux malades, aux pauvres impuissants et aux enfants.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE L'ASSISTANCE DANS LE PUY-DE-DOME

§ 1. — *Généralités.*

Nous trouverons à la fin du XVIII^e siècle, un grand nombre d'hôpitaux et d'hospices ; les principales villes et bourgs ont un établissement hospitalier, les grandes villes en ont plusieurs. C'est, à Riom, l'Hôpital Général, l'Hôtel-Dieu, les Incurables, et les dépôts de Mendicité ; à Clermont, l'Hôpital Général, l'Hôtel-Dieu, la Charité, la Maison des Hospitaliers, St-Joseph et l'Hôpital de Montferrand. A l'époque de la vogue des hôpitaux généraux, il s'en élève dans chaque élection, il y en a deux dans l'élection de Riom, où se trouve d'ailleurs le plus important dépôt de mendicité de l'Auvergne ; deux dans l'élection de Clermont, où l'on voit également un éphémère dépôt de mendicité, et un dans l'élection d'Is-

Élection de	Ville de	Hôpitaux, Maisons de charité, Dépôts de mendicité	Nombre de lits au 1 ^{er} Janvier 1776	Nombre de personnes qui occupaient les lits au 1 ^{er} Janvier	Personnes reçues dans les hôpitaux, Dépôts et Maisons de Charité en 1776	Femmes enceintes reçues pour leurs couches en 1776 dans ces maisons
RIOM		Hôpital Général	415	482	22	»
	Riom	Hôtel-Dieu	60	60	351	»
		Hôpital St-Jean ou des incurables	49	49	5	»
		Dépôt de mendicité	»	49	40	1
	Maringues	Hôpital	20	20	»	»
	Montaigut	Hôpital St-Roch	45	43	»	»
CLERMONT	Thiers	Hôpital Gal et Hôtel-Dieu réunis	400	400	74	»
		Hôpital Général	145	181	30	»
	Clermont	Hôtel-Dieu	436	»	785	54
		La Charité	49	»	299	»
		Maison des hospitaliers	8	»	»	»
		Hôpital St-Joseph	42	»	350	»
	Ardes	Hôpital de Mont-Ferrand	46	»	791	»
		Ardes				
	Besse	Hôpital	6	42	48	»
	Besse	Hôpital St-Joseph	44	3	9	»
	Billom	Hopital Général	40	89	22	»
	Courpière	Hôtel-Dieu	6	2	5	»
	Lezoux	Hôtel-Dieu	18	9	44	»
ISSOIRE	Issoire	Hopital Général	28	53	18	»
	Ambert	Hotel-Dieu	44	48	47	»
	Auzon (1)	Hôpital	4	7	»	»
	St-Germain-Lembron	Maison de Charité	6	6	27	»
	Sauxillanges	Hôpital	46	20	5	»
TOTAL PAR ÉLECTION :						
		RIOM	329	443	492	1
		CLERMONT	477	296	3.553	54
		ISSOIRE	95	434	97	»

(1). — Nous avons conservé Auzon dans le tableau de l'élection de Riom quoiqu'il

de Charité des villes de la généralité de Riom
e du Puy-de-Dôme.

Enfants trouvés	Chiffres des naissances			Chiffres des décès			Destinations particulières
	garçons	filles	Total	hommes	femmes	Total	
52	»	»	52	3	44	47	Reçoit les vieillards, les enfants trouvés au-dessus de 7 ans, ne reçoit pas les femmes pour accoucher.
»	»	»	»	22	31	53	Maladies passagères.
»	»	»	»	»	»	»	Infirmes, incurables, estropiés.
»	»	»	1	»	»	»	Mendiants arrêtés par la maréchaussée.
»	»	»	»	»	»	»	Vieillards et malades.
8	»	»	8	»	»	»	Destinés à 12 pauvres de la ville.
5	»	»	5	9	11	20	Vieillards estropiés ou infirmes, malades, enfants de 7 à 14 ans ; les femmes ne sont pas reçues pour leur couches.
219	»	»	219	17	20	37	Vieillards, pauvres, enfants trouvés, fous femmes et filles détenus par ordre de police.
»	31	23	54	87	79	166	Malades et femmes enceintes.
»	»	»	»	»	»	7	Hommes malades.
»	»	»	»	»	»	»	Femmes malades.
»	»	»	»	»	»	2	Incurables, enfants teigneux ou galeux.
»	»	»	»	»	»	45	Malades.
»	»	»	»	»	»	»	Malades.
»	»	»	»	»	1	1	Malades.
10	»	»	6	»	»	44	Malades-Enfants trouvés.
»	»	»	»	»	»	4	Malades.
»	»	»	»	»	»	8	Malades.
17	»	»	17	»	»	14	Pauvres de toute espèce, enfants trouvés.
»	»	»	»	»	»	24	Malades curables et incurables, enfants trouvés.
»	»	»	»	»	»	»	Malades.
»	»	»	»	1	»	1	Malades.
»	»	»	»	»	2	2	Malades.
65	»	»	66	34	56	90	
229	34	23	279	404	100	216	
17	»	»	17	1	2	38	

n'appartienne pas au Puy-de-Dôme, car il faisait partie de la généralité de Riom.

soire. Ainsi que nous l'avons vu, la plus grande diversité présida à la naissance et au fonctionnement de ces œuvres, dont l'origine était très variée ; certains hôpitaux étaient très anciens, l'on avait vu St-Genest et St-Priest fonder des hôpitaux à Clermont ; l'hôpital de Sauxillanges dut au XVIII^e siècle sa naissance au renouveau de charité. Les fondateurs étaient, tantôt des laïques, tel le sieur de Fongivière, fondant en 1682, l'hôpital de la Charité, tels ces notables qui, à la fin du XVII^e siècle, décidèrent la création des Incurables ; tantôt et c'était le plus fréquent des ecclésiastiques, prêtres, évêques ou chanoines, tel le Cardinal évêque d'Ostie, Hugues Aycelin, fondant en 1340 l'hôpital de Billom, ou des congrégations, telle celle des Religieuses de St-Augustin, créant en 1670 la maison des Hospitalières. L'activité des Municipalités se manifesta également mais surtout lors de la création des hôpitaux généraux demandé par le Roi.

Ainsi que nous l'avons constaté dans toute la France, la volonté du fondateur était la seule règle des établissements ; on voyait les uns accepter toute catégorie de malades et des pauvres, certains, ne pas recevoir les femmes pour accoucher, et d'autres refuser les incurables.

A côté des hôpitaux et des hospices, fonctionnaient des services d'assistance à domicile ; l'assistance obligatoire, que tenta d'imposer le Gouvernement échoua, mais des âmes charitables créèrent des organisations de secours. Des confréries existaient très anciennement et, au XVIII^e siècle, ce furent les bureaux de charité, dont le fonctionnement est bien mal connu, qui présidèrent à la distribution des aumônes.

Nous aurons à étudier dans un des chapitres suivants le fonctionnement des ateliers de charité qu'on ouvrit à Clermont et à Riom et qui eurent un si grand succès, mais l'assistance médicale laissait fort à désirer faute de médecins et de sages-femmes.

La lecture de l'état de recensement, dressé par les soins de l'Intendant de la généralité de Riom, nous montre d'ailleurs le nombre des établissements hospitaliers du Puy-de-Dôme ainsi que la variété de leur but et de leur importance,

Nous avons vu comment le Gouvernement plaça sous sa tutelle les établissements hospitaliers en interdisant en 1666 et 1749 de fonder un hôpital ou un hospice sans Lettres Patentes. Les hôpitaux reconstruits y étaient eux-mêmes soumis, mais à Chomelis on vit la paroisse reconstruire l'hôpital, l'ouvrir et seulement alors solliciter les Lettres Patentes. Celles-ci furent parfois refusées, mais lorsque le refus s'adressait à un hôpital déjà construit, il ne contraignait pas à la fermeture, mais privait des privilèges généralement accordés et l'on vit dans le Puy-de-Dôme plusieurs établissements disparaître ainsi par confusion avec d'autres hôpitaux.

Les principaux hôpitaux du Puy-de-Dôme avaient le droit de propriété, ainsi que l'Hôpital Général de Paris. Les droits de recevoir entre vifs et par donations, à cause de mort, avaient été considérablement réduits, comme nous l'avons vu par l'Edit de 1749 qui imposa de solliciter des Lettres Patentes. En 1754 l'hôpital St-Jean de Riom demanda un arrêt du Conseil qui lui permit d'acheter les bâtiments de la Vicairie de Leyrit sans Lettres Patentes, dont il n'aurait pu payer les frais. La Commune de Courpière alla jusqu'à demander d'être dispensée de l'obligation de solliciter chaque fois des Lettres Patentes, faveur qui fut naturellement refusée par le Contrôleur Général. Il est donc naturel qu'après la déclaration interprétative du 20 Juillet 1762 les hôpitaux du Puy-de-Dôme se réjouirent des nouvelles libertés.

Les hôpitaux possédaient aussi le droit d'aliéner les meubles et immeubles après une enquête de *commodo et incommodo* (53) devant le Sénéchal.

Le Contrôleur Général demanda d'ailleurs en 1779 aux Administrateurs de l'hôpital de Clermont, de profiter de ce droit, pour aliéner les immeubles et les remplacer par des rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, mais les Administrateurs refusèrent, en faisant remarquer que les biens fonds avaient augmenté de valeur et que les rentes avaient baissé ; la même scène se reproduisit dans tous les hôpitaux du Puy-de-Dôme. Certains hôpitaux abusèrent de leur droit de faire des emprunts, ce qui leur attira les remontrances de l'Intendant. Le droit de constituer des rentes viagères au profit des particuliers, privilège très rare qui fut du reste refusé à l'hôpital de Thiers, avait été accordé par Lettres Patentes à l'hôpital Général et à l'Hôtel-Dieu de Clermont ; le Contrôleur Général s'y montra hostile, attribuant à cette pratique la ruine de l'hôpital de Clermont.

Les Lettres Patentes accordaient également des exceptions et privilèges, sources importantes des ressources que nous allons étudier dans les pages suivantes. Les Administrateurs avaient égale-

(53) Lettres Patentes de l'Hôpital Général de Clermont.

ment le droit de défendre les intérêts de l'hôpital et pour cela de transiger et de compromettre ; le Roi leur avait accordé un privilège de juridiction ; toutes leurs causes, quelle qu'en soit la matière, quel que soit le domicile des autres parties, étaient portées devant les Juges de la ville. A Clermont, c'était le Sénéchal et le Juge du présidial qui connaissaient ces cas.

§ 2. — *Ressources.*

Nous savons que les particuliers avaient fondé des hôpitaux dans le Puy-de-Dôme et la charité s'exerçait à leur égard par des dons et des legs. Beaucoup d'hôpitaux du Puy-de-Dôme se virent accorder par lettres patentes le privilège de faire des quêtes, chose interdite à tous les autres établissements ; et plusieurs fois, en leur faveur, dans les époques de grande misère, le Gouvernement demanda aux Communautés religieuses de les secourir ; le Clergé s'était toujours montré généreux, et l'Hôtel-Dieu de Clermont fut « fort enrichi par les dons de différents évêques ». (54) Lorsqu'en 1740, l'Hôtel-Dieu de Clermont, complètement ruiné, crût être obligé de fermer ses portes, Massillon lui fit envoyer quatre mille livres, puis, l'année suivante, quinze mille, et passa avec lui, promesse de cinquante deux mille livres sur le Clergé puis, finalement, le fit son légataire universel.

L'Edit de 1749 porta une grave atteinte à l'importante source de revenus que formaient les legs, par l'obligation d'avoir sans cesse recours aux Lettres Patentes ; la déclaration interprétative du 20 Juillet 1762 (55) assimilant les hôpitaux aux œuvres désignées dans l'article 3 de l'Edit de 1749, fut accueillie avec grande joie par les œuvres d'assistance publique du Puy-de-Dôme qui, tels l'Hôpital de St-Jean de Riom, et celui de Courpière avaient sans cesse tenté d'échapper aux dispositions de l'Edit de 1749, qui fut si rigoureusement appliqué.

Une partie importante des revenus était constituée par les immeubles que possédaient les hôpitaux, ressources si prospères que, malgré les pressions faites à Clermont et à Thiers sur les administrateurs par le contrôleur général, ceux-ci refusèrent, nous l'avons vu, de remplacer ces immeubles par des rentes sur l'hôtel de ville ; ces derniers étaient d'ailleurs, dans presque tous les cas, dégrevés de la taille au moins en partie.

Dans le second chapitre de notre ouvrage, nous avons constaté le grand nombre de privilèges accordés aux œuvres hospitalières ; nous ne citerons que pour mémoire le privilège accordé à Issoire de construire des Halles et de les affermer, le monopole de

(54) Chabrol, *Coutume d'Auvergne*, t. IV, v. p. 185.

(55) Isambert, t. XXII, p. 123.

la viande pendant le carême, qui, en 1721, rapporta vingt écus à Riom ; la moitié ou le tiers du produit des amendes prononcées par les Juges royaux aussi bien que seigneuriaux. Nous voyons, à Clermont, l'Hôpital Général percevant une taxe sur les magistrats et sur le corps de métiers ; à Riom, une taxe sur les locations de boutiques ; un peu partout, des droits d'octroi, et, sans cesse, des impôts exceptionnels, levés d'ailleurs tous les ans, accordés au profit des hôpitaux, à la demande des Intendants ou des Evêques, tel Massillon qui obtint si à propos les secours du Cardinal Fleury.

Nous constatons aussi dans le Puy-de-Dôme l'augmentation des ressources de certains hôpitaux, par la confusion, à leur profit faite par diverses œuvres ; ainsi l'hôpital St-Joseph de Clermont recevait les revenus des léproseries de Cébazat et de Vic le Comte, l'hôpital de Riom recevait l'aumône de l'Abbaye de Manzat, celui d'Issoire, les biens de la léproserie de St-Lazare, et les aumônes publiques faites à la maison de ville ainsi que celles dues par les Bénédictins. Naturellement les Administrateurs demandaient sans cesse de pareilles faveurs.

§ 3. — *Administration des œuvres d'assistance.*

Le Clergé, en sa qualité de fondateur de la plupart des œuvres d'assistance, était souvent seul administrateur de la plupart des hôpitaux et hospices, mais au XVIII^e siècle, dans le Puy-de-Dôme, la situation avait changé. A côté des ecclésiastiques, on trouvait toujours des officiers royaux ou seigneuriaux ou des délégués des municipalités. Le bureau, chargé par l'Edit du 12 Décembre 1698, d'administrer les hôpitaux avait délégué dans les plus importants, comme l'hôpital général de Clermont, des administrateurs à chaque service intérieur. (56)

(56) Services intérieurs de l'Hôpital Général :

1^o Département « le soin des âmes, les mœurs et la discipline de toute la maison ».

2^o Département « les loges et maisons de force ».

3^o Département « les enfants trouvés ».

4^o Département « le dénombrement de toute la maison tous les mois par des appels sur des cahiers de chaque classe et la salle ».

5^o Département « la dépense de bouche ».

6^o Département « le profit des biens fonds, réparation des bâtiments, achat et entretien des bestiaux et ustensiles d'exploitation ».

7^o Département « les réparations et entretien tant de la maison de l'hôpital que des maisons de la ville données à loyer ».

8^o Département « la culture de la vigne et la récolte des vins ».

9^o Département « étoffes, toiles et autres ouvrages, habillement blanchissage des pauvres ».

10^o Département « tenue des livres et ordre des archives ».

11^o Département « procès et instances ».

12^o Département « recettes des deniers ».

Règlement général pour la direction et l'économie de l'hôpital général de Clermont-Ferrand, p. 95).

Dans presque toutes les villes du Puy-de-Dôme les fonctions d'Administrateur étaient peu recherchées en raison des charges et responsabilités qu'elles entraînaient. A l'Hôpital général de Clermont, on lutta contre cette désertion du Bureau de l'Hôpital en accordant, par les Lettres Patentes de fondation, des exceptions de tutelle, de curatelle, collecte, « paiement de deniers » et toute charge publique quelle qu'elle fût. Dans d'autres villes, par contre, la fonction d'Administrateur était recherchée : à Thiers, où l'on évitait de cette façon les fonctions de Consul et de Collecteur, ce qui obligea l'Intendant Rossignol à interdire, en 1735, l'entrée au Bureau de l'Hôpital, de plus d'un habitant n'ayant pas encore été collecteur. Souvent les fonctions étaient bien remplies et, en 1785, l'Inspecteur Général des Hôpitaux, Colombier, pouvait se déclarer satisfait quoiqu'il eût trouvé quelques désordres dans les campagnes, ainsi que nous le montrent les procès-verbaux des visites des Evêques de Clermont, et la plainte formulée en 1751 par Monsieur de Moras, qui trouve que les curés se conduisent parfois en maîtres absolus.

Les comptes de gestion étaient partout rendus tardivement ; seuls, les hôpitaux de Riom et Clermont rendaient leurs comptes régulièrement et nous verrons les cahiers se plaindre de ce désordre.

Nous avons admiré combien le Gouvernement central avait laissé d'autonomie au service hospitalier ; en 1742 le Contrôleur Général Orry écrivit à Trudaine qu'il n'avait pas l'intention de modifier l'administration dans les hôpitaux de Riom, Clermont, Issoire, se reposant sur les Administrateurs du soin de toutes les réformes (57) ; mais beaucoup d'intendants tentèrent de mettre en tutelle les œuvres d'assistance. Amelot de Chaillou, blâmé d'ailleurs par le contrôleur pour avoir nommé lui-même des administrateurs, exprimait l'opinion des agents royaux lorsqu'il se demandait si l'on « peut douter que le Roi, présumé fondateur de tous les hôpitaux, qui a une attention particulière à ce qu'ils soient bien administrés, puisse dans un cas particulier nommer de nouveaux administrateurs ? Et celui qui est chargé des ordres du Roi dans la province n'est présumé agir que par ses ordres — Ne peut-il pas faire un pareil changement lorsqu'il y a une subtilité si manifeste ? » (58)

On les vit d'ailleurs intervenir soit par la transformation d'anciennes œuvres en hôpitaux généraux, soit, surtout, dans ce qui se rapportait aux mendiants et aux enfants trouvés.

(57) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Série C. c. 1.332.

(58) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Série C. c. 997.

CHAPITRE II

ŒUVRES DESTINÉES AUX MENDIANTS VALIDES

§ 1. — *Premières mesures de répression et d'assistance ; hôpitaux généraux*

Le Puy-de-Dôme souffrait comme tout le reste du royaume, du fléau de la mendicité. Nous avons étudié les mesures que le Gouvernement avait été obligé de prendre contre les mendiants valides, nous allons examiner maintenant l'application de ces mesures dans notre province :

On créa d'abord des hôpitaux généraux « ainsi qu'il a été fait à Paris et en plusieurs autres villes de ce royaume qui ne sont pas plus considérables que celle-ci (Clermont)... pour bannir l'oisiveté et la mendicité des pauvres qui, sous ce prétexte, se nourrissent et s'élèvent dans l'ivrognerie, larcins, impureté, et se livrent à toutes sortes de crimes ; les porter à la crainte de Dieu et en faire de bons artisans ; comme aussi pour nous éviter les continuelles importunités des pauvres passants étrangers ne sachant où se retirer attendu qu'ils ont déjà été chassés de partout ». (59)

Avant même la déclaration de 1662, les hôpitaux généraux de Riom et de Clermont étaient ouverts ; en 1674, l'Hôtel-Dieu d'Issoire, et, quelques années plus tard, l'hôpital de Thiers et de Billom devinrent des hôpitaux généraux. Les Municipalités, approuvées par le Clergé eurent le mérite de ces fondations ; nous trouvons dès lors, dans notre département des amendes contre les personnes qui logent les mendiants ; elles sont de cent Livres la première fois, et de trois cents à la récidive, mais les pauvres fuyaient les hôpitaux généraux, et chaque hôpital dut avoir des échevins chargés d'appliquer les mesures de répression prévues par les Lettres Patentes. Les règlements des hôpitaux généraux du département étaient aussi sévères que ceux de toute la France ; la grande difficulté était d'astreindre les vagabonds à un travail utile. Trudaine ouvrit à l'hôpital général de Clermont une manufacture de droguets et favorisa l'écoulement des marchandises fabriquées et l'achat des matières premières. En 1750, la manufacture prospérait et utilisait quatre grands métiers ; en

(59) Arch. des Hospices de Clermont, Registre 87, n° 4 et 5.

1787, on y tissait le coton et le nombre des métiers augmenta de deux. A Riom, en 1733 on commença à fabriquer des cotonnades. Toutes ces manufactures d'ailleurs protégées et contrôlées par l'Intendant étaient des plus prospères. Trudaine parti, elles périclitèrent faute « d'ordre et de conduite, et de matières premières de bonne qualité ». (60) Aucun autre intendant ne réussit à faire prospérer de nouveau ces manufactures.

Les hôpitaux généraux avaient été créés pour hospitaliser tous les mendiants, mais ils ne réussirent guère à attirer de gré ou de force les mendiants valides ; ils se remplirent seulement d'enfants et de vieillards et en 1719 refusèrent les vagabonds « faute de place ». (61)

Ainsi la réussite dans notre province ne fut pas meilleure que dans le reste de la France.

L'Intendant de Granville, appliqua avec rigueur la Déclaration de 1724, et le Contrôleur Général s'intéressa activement aux résultats obtenus, demandant à l'Intendant d'intervenir chaque fois qu'il apprendrait la présence de mendiants dans une partie de la province. On a pu croire que la mendicité avait définitivement disparu en Auvergne, mais, en 1729, « la misère est devenue si grande que tous les villages désertent pour venir mendier dans les villes ». Beaucoup d'hôpitaux ne voulurent plus recevoir de mendiants ; ceux-ci, cependant, étaient au nombre de : 595 à Clermont ; 50 à Issoire ; 158 à Riom et 190 à Thiers.

Trudaine se montra d'une grande sévérité et frappa tous les mendiants ; il rappela leurs devoirs aux administrateurs de Clermont, mais la pauvreté des hôpitaux contraria ses efforts. Le Puy-de-Dôme, au milieu du XVIII^e siècle traversait une crise, les paysans fuyaient les campagnes, et à Clermont, l'hôpital était trop pauvre pour les recevoir et c'est au Clergé que l'Intendant Rossignol fit appel ; néanmoins tous les mendiants furent chassés de la ville « à peine de prison et plus grande peine s'il y échet ».

C'est désormais en prison que les vagabonds seront conduits, mais ils n'y resteront pas longtemps afin de réduire les frais royaux, si bien qu'on ne savait comment lutter contre la pauvreté dans la province ; à Riom six cents pauvres demandaient des secours et on renonça définitivement à les hospitaliser dans les hôpitaux généraux, de sorte que ce système, si favorablement accueilli, ayant fait faillite, on allait essayer d'enfermer les pauvres mendiants dans les dépôts de mendicité.

(60) Rapport de M. de Moras, Int. d'Auvergne, 1755, Arch. Dep. int. Série C. c. 980.

(61) Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Int. Série C. c. 1.044.

§ 2. — *Internement des pauvres valides, dans les dépôts de mendicité*

L'échec des hôpitaux généraux et le danger de la mendicité en Auvergne firent tenter un nouvel effort ; on créa des dépôts de mendicité ; celui de Clermont, à l'hôpital, celui de Montferrand, dans les prisons, celui de Riom, à l'hôpital. Le 2 Octobre 1767, ces dépôts étaient prêts à recevoir leurs hôtes, volontaires ou détenus. La Maréchaussée de toute la province poursuivait les mendiants. (62) Beaucoup furent condamnés aux galères, malgré les protestations indignées de l'Intendant ; les autres étaient condamnés à l'internement pour un temps fixé par l'Intendant, s'ils étaient surpris à plus de deux lieux de leur habitation. Le régime des dépôts de mendicité, partout sévère, l'était particulièrement dans notre province si pauvre. En 1768, l'Intendant voulut supprimer le pain et ne nourrir les mendiants que de riz et de légumes. Il avait d'abord confié la cuisine des pauvres enfermés au concierge, puis il passa un marché avec des fournisseurs qui, en échange des vêtements et de la nourriture, recevaient six sols par jour et par tête les quatre premières années et cinq sols les six dernières, en plus des cinq sixièmes du produit du travail des mendiants ; ce régime dura jusqu'en 1776 ; ce fut ensuite Jacques l'Angers qui eût cette fonction pour toutes les généralités ; on essaya d'améliorer l'ordinaire des pauvres, il en résulta une augmentation de dépenses. Nous joignons d'ailleurs un tableau des dépenses et des recettes. (Voir tableau page suivante).

Les divers dépôts de mendicité de notre province eurent un sort varié : celui de Riom fonctionna régulièrement jusqu'en 1755 malgré son déplorable manque d'hygiène et hospitalisa un grand nombre de détenus employés dans une filature ; en 1769, une épidémie mit fin à l'existence du dépôt de Clermont, à la grande joie de ceux qui y étaient hospitalisés.

La charité du Curé de Saint-Amable, M. Tailhand, améliora beaucoup le sort de ces malheureux et le règlement que Calonne essaya d'imposer rencontra la résistance de l'Intendant de Chazerat, qui dut céder et « établir dans l'Administration des dépôts de mendicité une règle uniforme, tant pour le service, la police et la comptabilité, que pour le régime des infirmes et agréer, pour régisseur caissier à Riom, Henrion de Bussy. Celui-ci lutta contre les administrateurs de l'hôpital, fit de grands efforts mais obtint peu de résultats ; il réussit à établir une imprimerie mais il ne put construire de nouveaux bâtiments. Il ne se faisait pas d'illusions car

(62) Dans la liste des détenus on voit des écrivains publics, des chirurgiens, des journaliers, des musiciens ambulants, des ramoneurs, des épiciers, des postiers, des maîtres d'école, des sonneurs de cloches, un modèle de peintre, une bouquetière, un prêtre, des moines, des porteurs d'eaux, un ancien bourreau, des anciens cuisiniers de couvent, des pèlerins. Coiffier, *Assistance publique dans la Généralité de Riom*, p. 115.

dit-il « une réclusion de trois à six mois n'est rien pour ces gens-là ; à présent qu'ils sont instruits de la règle ils ne la craignent pas... voyant un temps fixé et court à leur détention, ils calculent d'une part que c'est le temps nécessaire pour se délivrer de leur vermine, se guérir de leurs maux et ulcères, se rafraîchir le sang, renouveler leur force et s'engraisser ». (63) L'étude des cahiers du Clergé, de la sénéchaussée de Clermont, de la noblesse et du Tiers-Etat de Riom nous montreront l'échec de toutes ces tentatives.

Tableau des crédits et des dépenses affectés aux dépôts de mendicité de la Généralité de Riom.

RECETTES			DÉPENSES	
1769	28.944	£ 17 s. 6 d.	5.778	£ 17 s. 6 d.
1770	26.177	£ 50 s.	11.190	£ 11 s.
1771	14.987	£	14.068	£ 18 s. 11 d.
1772	14.418	£ 2 s.	10.541	£ 10 s.
1773	12.876	£ 19 s. 4 d.	8.323	£ 12 s.
1774	13.053	£ 7 s.	6.907	£ 6 s.
1775	10.846	£ 1 s.	10.461	£ 4 s. 8 d.
1776	7.484	£ 16 s. 10 d.	6.564	£ 15 s. 6 d.
1779	13.357	£ 6 s.	13.282	£ 10 s. 10 d.
1780	12.733	£ 12 s. 2 d.	12.734	£ 2 s. 2 d.
1781	14.817	£ 3 s.	14.829	£ 13 s. 4 d.
1782	15.600	£	15.497	£ 6 s.
1783	18.302	£ 14 s.	18.155	£ 10 s. 4 d.
1784	16.900	£	17.153	£ 8 s. 4 d.
1785	16.481	£ 8 s. 8 d.	17.153	£ 8 s. 4 d.
1787	16.699	£ 6 s. 4 d.	18.157	£ 11 s. 8 d.
1788	18.886	£ 4 s. 5 d.	18.886	£ 6 s. 3 d.

(Arch. dép. Puy-de-Dôme Int. Série C, c. 1272-1316)

§ 3. — Organisation de l'Assistance à domicile.

L'ordonnance de Moulins avait prescrit la création de Services d'Assistance à domicile à Paris et en Province ; cette forme de charité fut à peu près inexistante dans notre province ; on l'a cependant pratiquée à Thiers dans les années de grand malheur. L'Intendant Rossignol ordonna aux officiers de police, aux curés des paroisses de Saint-Genest et de Saint-Jean et aux échevins, de taxer les habitants riches, afin de distribuer aux pauvres des secours qui atteignirent, pour les 800 pauvres de la ville, cinq mille six cents livres de pain, malgré les difficultés de perception. Si les prescriptions du Parlement de Paris furent toujours mal observées dans

(63) Arch. Départ., Puy-de-Dôme. Int. Série C. c. 1.195.

le Puy-de-Dôme, il exista cependant quelques fondations, en faveur des pauvres qui furent, au XVII^e siècle, gérées par les bureaux de charité, et aussi par des monastères de prêtres ou même des laïques. Depuis très longtemps il existait des confréries, dont les plus anciennes, étaient les confréries du Saint-Esprit, qui assistaient les pauvres et qui jouissaient de privilèges très anciens accordés par la coutume d'Auvergne. Beaucoup d'abus s'étaient glissés dans la gestion de leurs biens et beaucoup de confréries disparurent au XVIII^e siècle. Les bureaux de charité, sur lesquels les documents sont assez rares, existaient depuis le XVII^e siècle et même, celui de Riom, depuis le XIII^e siècle ; ils avaient été créés soit par des laïques, soit par l'Assemblée des villes ou des paroisses, ou bien encore par l'Evêque.

CHAPITRE III

ASSISTANCE DESTINÉE AUX PAUVRES, IMPUISSANTS, INCURABLES ET ALIENES

§ 1. — *Œuvres destinées aux vieillards et incurables.*

La plupart des hôpitaux refusaient les incurables et les infirmes ; quelques autres les acceptaient ; certains leur étaient spécialement destinés. C'était, à Riom, l'Hôpital Saint-Jean des incurables, où étaient hospitalisés infirmes, incurables et estropiés ; l'Hôpital de Maringues, qui recevait les vieillards ; à Clermont, l'Hôpital Saint-Joseph, fondé pour les incurables, les teigneux et les galeux ; à l'Hôtel-Dieu d'Ambert on trouvait aussi des incurables à côté des malades. Plus tard, les incurables allaient être mêlés aux mendiants valides dans les hôpitaux généraux ; lorsque ceux-ci furent encombrés d'un trop grand nombre d'hospitalisés, les Administrateurs n'acceptèrent plus que les pauvres impuissants selon les instructions de M. de Saint-Florentin.

Nous bornons à ces courtes explications l'examen des œuvres destinées sous l'Ancien Régime, dans le Puy-de-Dôme, aux vieillards et aux incurables, notre but étant seulement d'indiquer l'essentiel afin de mieux comprendre l'œuvre révolutionnaire.

§ 2. — *Œuvres destinées aux aliénés.*

Nous avons constaté l'abandon des aliénés sous l'Ancien Régime : le Gouvernement ne pensait qu'à les enfermer dans ses prisons, le Puy-de-Dôme n'échappa pas à cet état d'esprit. On fit construire à l'Hôpital Général de Clermont « une maison de force » et des « loges » ; d'autres lieux d'emprisonnement furent créés en 1772 au dépôt de mendicité de Riom. A Clermont, les folles étaient mêlées aux prostituées détenues, les fous, aux pauvres enfermés ; aucun traitement ne leur était appliqué ; on se contentait de les empêcher de nuire. Les Cordeliers, réagirent contre ces préoccupations uniquement policières ; ils tentèrent un effort intéressant et hospitalisèrent les aliénés de notre province dans leurs maisons « où étaient reçues et étroitement gardées les personnes enfermées, soit pour un temps limité, soit pour le reste de leurs jours... Il y avait dans ce monastère des réduits bien clos pratiqués exprès pour lo-

ger les furieux ; on y trouvait aussi des chambres passablement logeables pour les personnes que leur état de tranquillité dispensait de garder à vue ».

En 1760, un des délégués de l'Intendant a vu, chez les pères Cordeliers de Vic-le-Comte, « quatre ou cinq chambres » qui lui ont paru « fort sûres, étant entourées de bons gros murs voûtés, grillés, avec toutes les commodités nécessaires, en outre, d'ailleurs, bien aérées » et il se réjouissait de ce progrès, rare dans les autres provinces (64).

(64) Chanoine Foulhous Hre de Vic-le-Comte, p. 234.

CHAPITRE IV

ŒUVRES DESTINÉES AUX MALADES

§ 1. — *Hôpitaux.*

L'application, dans le Puy-de-Dôme, des principes que nous avons étudiés, avait produit par toute la puissance de la volonté des fondateurs, le même désordre et la même spécialisation arbitraire.

Nous allons étudier dans ce chapitre l'assistance donnée aux malades par les Hôpitaux, Hôtels-Dieu, ou Maisons de Charité.

Nous trouvons chez les fondateurs d'hôpitaux, le désir d'éviter les contagions en plaçant les hôpitaux hors des murs et celui de favoriser l'hygiène par la création de jardins ; ainsi, au XVIII^e siècle, l'Hôtel-Dieu de Clermont quitta le quartier des Gras, où il était entouré de maisons d'habitation, pour être installé à la place qu'il occupe aujourd'hui. L'Hôpital Général de Riom fut fondé loin de toute habitation. Ailleurs, nous voyons l'intendant plaider la cause de l'hygiène lors de toute fondation nouvelle ; malheureusement, l'hygiène était compromise par l'habitude, que nous avons déjà déplorée dans notre courte étude des hôpitaux parisiens, d'entasser les malades dans de grands lits. (65)

Une réaction s'organisa d'ailleurs, et le testament de Chardon voulut doter l'Hôtel-Dieu d'un lit par malade ; faute d'argent, les administrateurs renoncèrent à cette réforme. L'isolement des contagieux était appliqué dans certains hôpitaux comme Saint-Jean de Riom ou Saint-Joseph de Clermont, réservés à la lèpre, au charbon, au pourpre et à la dyssenterie. Les réformes médicales furent assez rapidement utilisées dans notre département grâce aux instructions orales et aux efforts du Gouvernement qui, par exemple, envoyait à l'Intendant de Chazerat en 1780, des boîtes de poudre anti-hémorragique inventée par Faynard. La plus grande diversité, présidait à l'organisation des services médicaux assurés, tantôt par tous les médecins et chirurgiens de la ville, tantôt par l'un d'eux nommé spécialement à ce service. Les villes payaient les services des médecins soit d'une pension, soit, plus souvent, par des exemptions d'impôts. A Clermont, la ville ne payait pas le chirurgien

(65) Arch Départ., Puy-de-Dôme, Int. Série C. c. 1.001 et stat. de 1776.

principal de l'Hôtel-Dieu mais l'exemptait, pour sa réception de Maître en Chirurgie, de l'obligation de faire un chef-d'œuvre et de payer des droits. Depuis 1769, le chirurgien en chef Bouvet tenait avec succès un cours d'anatomie à l'Hôtel-Dieu. La ville de Thiers, alors qu'elle ne payait son médecin que de privilège, servait une pension aux chirurgien et apothicaire. Les échevins de la ville de Clermont, ayant confié par leur délibération du 18 Août 1720, les malades aux Membres du Collège de Médecine, accordèrent à ceux-ci l'exemption « de tous les rôles et impositions, qui se firent sur tous les habitants de la ville, comme aussi l'exemption de toute charge publique, ensemble la somme de trois cents livres pour chaque année payable au Syndic dudit collège, pour être ensuite partagée en égale portion entre tous les docteurs agréés du dit collège ». (66) Ce service organisé à Riom sur les mêmes bases était gratuit.

Dans notre département l'empressement des médecins à remplir ces fonctions était grand, et il faut reconnaître que ceux-ci, s'ils furent parfois poussés par le lucre, le furent plus souvent par l'esprit de dévouement. Ils surent cependant lutter pour la défense de leur fonction, tel le médecin de Billom M. Chamerlat (67). « Les soins étaient donnés aux malades par des religieuses ; à l'Hôtel-Dieu de Riom, par les hospitaliers de Saint-Augustin et à l'Hôpital Général, par des Sœurs Grises ; à l'Hôtel-Dieu de Clermont, par des religieuses de la charité de Paris. Des femmes charitables de la ville, qui n'avaient point prononcé de vœux religieux soignaient les malades dans certains hôpitaux comme à l'Hôtel-Dieu de Thiers, ou même à l'Hôpital Général de Clermont ; mais, dans cette dernière maison, le règlement les soumettaient à une règle quasi-monacale d'obéissance à la gouvernante, au port de l'uniforme, et à l'abandon de toute parure, qu'elles aient été recrutées parmi les pauvres de la maison, ou parmi les demoiselles de qualité. (68) Cette organisation fonctionna régulièrement jusqu'en 1788, date à laquelle le bureau de l'hôpital confia le service des malades aux Dames de Saint-Lazare.

§ 2. — Assistance médicale à domicile.

Notre province était trop pauvre en médecins pendant le XVIII^e siècle pour permettre une organisation vraiment efficace de l'Assistance médicale à domicile ; on ne s'était d'ailleurs attaché qu'à développer une seule forme particulière d'Assistance, celle des femmes en couches.

Les villes s'assuraient, par des pensions et par des exemptions,

(66) Registre des délibérations du 1^{er} janv. 1715 au 10 déc. 1740.

(67) Chabrol, *Coutume d'Auvergne*, IV, p. 461 et 464.

(68) Règlement de l'Hôpital de Clermont, p. 76 et seq.

les concours médicaux de médecins et de chirurgiens. La ville de Besse donnait 120 Livres par an à un médecin et l'exemptait de la taille, à charge pour lui de visiter tous les pauvres de la ville ; Am- bert n'ajoutait à cette exemption que sept sols par visite. Lorsque l'intendant envoyait les médecins à travers les campagnes, il leur payait une indemnité, mais il leur refusa toujours toute décoration. Les bureaux de charité se chargèrent de l'assistance médicale à domicile ; c'était dans la paroisse de Saint-Genest une très lourde charge. Une forme de l'assistance médicale était particulière à notre province : celle organisée par l'intendant et les maîtres en chirurgie de Clermont ; ceux-ci avaient ouvert, dans leur école de Saint-Cosme, une salle de consultation à l'usage de tous les pauvres ma- lades et en particulier des vénériens ; l'Intendant fournissait les re- mèdes. Au moment des épidémies celui-ci sut faire de gros sacrifices et fournir des remèdes à toute la province ; des envois furent faits dès le XVII^e siècle, ainsi que nous l'apprend la circulaire de l'In- tendant de Vaubourg adressée aux archiprêtres du diocèse de Cler- mont en 1691.

Les générosités royales continuèrent au XVIII^e siècle, sous la surveillance de l'Intendant, de ses subdélégués, des sœurs grises et autres gens de bien. Les envois de remèdes rendirent les plus grands services à notre province, où de vieux préjugés s'opposaient à la science médicale qu'essayait de répandre à grands frais l'inten- dant.

CHAPITRE V

ŒUVRES DESTINÉES AUX ENFANTS

§ 1. — *Enfants trouvés et orphelins.*

La coutume d'Auvergne, ainsi que tout le droit féodal, laissait aux seigneurs hauts justiciers, l'entretien des enfants abandonnés sur leurs terres, charge très lourde et souvent délaissée ; nous ne pensons pas que l'arrêt du Parlement de Septembre 1667, rappelant les charges de haute justice aux seigneurs, ait été respecté, car une ordonnance de la sénéchaussée de Riom, datée de 1740, se plaint « que la plupart des seigneurs hauts justiciers, pour se décharger de la nourriture et entretien qu'ils sont chargés de fournir aux enfants nés et exposés dans l'étendue de leurs terres, engagent leurs justiciables à les porter en ville pour les exposer ». (69)

Nous avons vu que Paris se plaignait du grand nombre d'enfants venant de province ; beaucoup arrivaient d'Auvergne envoyés par leurs parents ou même par les Seigneurs justiciers.

Les gens d'Eglise, seigneurs hauts justiciers, étaient plus charitables, mais ne se plaignaient pas moins de cette lourde charge. En 1701, l'abbé des Bénédictins d'Issoire, préféra renoncer à la haute justice en cette ville. Le Roi, haut-justicier d'une grande partie du Puy-de-Dôme, dut organiser l'assistance des enfants trouvés dont le nombre allait sans cesse croissant, passant de 300 en 1708 à 950 en 1709 dans la seule ville de Clermont ; la moyenne selon l'intendant, était de 200 par an ; à Issoire, elle était de 45. Ces chiffres disproportionnés venaient de la grande misère de notre département mais aussi de l'habitude qu'avaient les seigneurs d'inviter les parents à n'abandonner leurs enfants que sur les terres royales. Le Roi était obligé de les confier à ses hôpitaux de Riom, de Clermont, d'Issoire, qui les nourrissaient, les mettaient en nourrice, les instruisaient et les plaçaient chez des maîtres de métiers ; ce service était subventionné au moyen d'une somme payée par le sous-fermier des domaines de la généralité de Riom ». (70)

(69) Lallemand, *Histoire des Enfants abandonnés*, p. 168.

(70) Le sous-fermier prétendait qu'il avait été obligé de donner soixante-cinq mille livres ; on peut croire que la somme était plus faible. Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Int. Série C. c. 1.318.

De pareils frais ne pouvaient naturellement pas être payés entièrement par les revenus des domaines royaux, un impôt était nécessaire ; il fut fixé, par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 22 Octobre 1709, à trente deux mille livres pour la généralité de Riom, mais perçu irrégulièrement selon les alternatives de prospérité ou de misère.

On trouve sans cesse des officiers royaux se plaignant des bureaux d'hôpitaux acceptant des enfants, qui eussent dû rester à la charge des Seigneurs, mais il était difficile de prendre des mesures efficaces. En 1741 le contrôleur général, malgré toutes les protestations, voulut percevoir avec rigueur l'imposition, alors que l'Intendant Rossignol préférait que le Roi contractât un abonnement avec les hôpitaux ; le contrôleur l'approuva mais les administrateurs protestèrent à juste titre car ils avaient dépensé en 1741 quarante mille deux cent soixante trois livres dix sols quatre deniers pour l'assistance des enfants abandonnés et ne devaient recevoir que vingt mille livres d'abonnement. Ils durent cependant céder et, le 17 Octobre 1742, l'abonnement fut établi pour Clermont, puis, en 1743, pour Riom et Issoire, au grand profit du Roi. Les hôpitaux tentèrent de combler le déficit à l'aide d'emprunts bientôt si importants que l'abonnement n'en payait plus les intérêts. Ces difficultés financières poussèrent les administrateurs à prendre des nourrices malades qui ne pouvaient pas nourrir les enfants ; à toutes leurs protestations, on se contentait de répondre qu'ils ne devaient pas accepter un si grand nombre d'enfants. Il leur fallut attendre le Ministère de Necker pour obtenir une aide. En 1779, les demandes de secours des administrateurs de l'hôpital de Clermont furent favorablement accueillies et un impôt sur l'Auvergne, de vingt-sept mille livres, servit à augmenter l'abonnement.

Les enfants étaient abandonnés dans les tours, ou, comme à Clermont, devant le moulin ou l'hôpital, ou bien encore sur les chemins. C'était une ordonnance de Police qui autorisait l'entrée de l'enfant à l'hôpital ; ensuite, selon le règlement de Clermont, la gouvernante lui donnait « au même moment une nourrice de la ville, et, dans le retard pour en trouver, elle le faisait allaiter, secourir de son mieux dans la maison ». (71) On essayait également de placer les enfants en nourrice à la campagne, mais de grosses difficultés se présentaient faute d'argent.

Pour éviter toute substitution, la nourrice recevait un billet portant les inscriptions du registre, les noms de la nourrice et de son mari, leur village ou leur paroisse, la date, le numéro du plomb célant le cordon au cou de l'enfant, et le numéro de la page du registre. L'hôpital payait les mois de nourrice, s'assurait que les enfants étaient instruits et élevés pieusement, et nous verrons dans le

(71) Règlement de l'hôpital, p. 28 et suivantes.

paragraphe suivant comment était organisée l'inspection des nourrices. Les enfants un peu plus âgés étaient placés à la campagne d'abord, jusqu'à l'âge de 7 ans en 1730, puis jusqu'à l'âge de 10 ans en 1777 et même de 12 ans en 1787.

L'hôpital de Clermont ne donnait que quatre livres par mois et par enfant, alors que les prix étaient supérieurs à six et sept livres. Tous les hôpitaux, qu'ils reçussent leur argent du Roi ou des Seigneurs étaient aussi pauvres ; Issoire allait jusqu'à ne donner que trois livres au lieu de sept par mois ; on vit même Clermont réduire le salaire des nourrices à quatre livres par mois en 1712 et deux livres dix sols en 1737.

§ 2. — *Instruction et apprentissage des enfants trouvés.*

Ainsi que dans toute la France, on essayait, en Auvergne, de laisser les enfants le plus longtemps possible à la campagne où la mortalité était moindre. Le contrôleur Orry aurait voulu les y voir rester jusqu'à 25 ans. La charité du peuple des campagnes permettait de laisser ainsi les enfants loin de l'air contaminé de l'hôpital sans grever outre mesure le budget d'assistance, mais la misère contraignit les hôpitaux à les recueillir. Malgré les efforts du gouvernement, des contrôleurs et des administrateurs, il était très rare qu'en Auvergne, les enfants restassent à la campagne, et l'on était contraint, ainsi qu'il arrivait à Clermont, de les entasser jusqu'à trois dans le même lit. (72) Dans les hôpitaux, on leur donnait les instructions nécessaires au « salut » et un métier « sans lequel toutes les vertus sont inutiles au salut et à la société ». On les formait par des exercices religieux et par l'apprentissage. A Issoire, on les utilisait dans des ateliers de filatures au rouet, et à Clermont et à Riom, dans des filatures de laine et de coton. Après 1730, à Clermont, on leur apprit le métier de tireur d'étain, de cardeur et de tisseur et on ne cherchait plus ensuite qu'à s'en débarrasser « chez des gens connus et bien famés », après leur avoir accordé gratuitement la maîtrise, privilège reconnu par Lettres Patentes des hôpitaux. Les services d'assistance ne conservaient plus sur les enfants que les droits d'un père de famille, les secourant, s'il était besoin, jusqu'à leur établissement.

§ 3. — *Mesures prises contre les abandons d'enfants.*

Les préoccupations policières que nous avons constatées dans l'assistance gouvernementale sous l'Ancien Régime conduisaient naturellement à la répression de l'abandon des enfants. On interdit l'abandon des enfants légitimes ; on n'osa pas, craignant d'aug-

(72) Règlement hôpital de Clermont, p. II.

menter le nombre des avortements, interdire l'exposition des enfants illégitimes ; on se contenta de faciliter la recherche de la paternité. Cela d'autant plus activement dans le Puy-de-Dôme, que certaines années on ne savait comment réprimer cette déplorable coutume de l'abandon et que l'on alla jusqu'à créer à Clermont, sur la demande de l'intendant Turgot, des surveillants chargés de prendre en flagrant délit les parents abandonnant leurs enfants. Cette mesure ne provoqua que l'exposition en rase campagne et fut abandonnée rapidement ; on fut même obligé de supprimer presque complètement les recherches de paternité qui n'avaient fait que pousser les parents à renoncer à leur habitude de laisser sur leur enfant l'indication de leur paroisse et même de leur nom.

L'intendant, obligé de réduire les dépenses des hôpitaux, le fut aussi, en 1739 et 1740, de prendre à nouveau les mesures de répression. Les recherches de paternité donnèrent de bons résultats au début puis devinrent de plus en plus difficiles et, poursuivies sans activité, elles furent abandonnées dans la crainte des avortements. « Il faut mieux sans doute, dit M. de Vixouge, voir ces hospices trop peuplés que de voir des pères et des mères commettre un des plus grands crimes envers leurs enfants ; ces considérations arrêtent le zèle du Ministère Public qui serait sans doute blâmé des supérieurs s'il était poussé trop loin ». (73)

Une autre catégorie d'enfants était encore admise dans les hôpitaux généraux, que la déclaration de juin 1662 obligeait à hospitaliser : les orphelins, que l'on soumettait au même régime que les enfants trouvés.

§ 4. — *Assistance aux femmes en couches.*

Les soins aux femmes en couches étaient donnés principalement par les œuvres d'assistance à domicile, car, si quelques hôpitaux acceptaient ces femmes, la plupart les refusaient. L'organisation la plus intéressante à étudier à cet égard est certainement celle qui consacre les efforts faits par l'intendant d'Auvergne en vue de créer des écoles de maternité, mais les élèves qui connaissaient leur métier, allaient exercer en ville et le nombre d'accidents causés par l'ignorance des sages-femmes était tel qu'il n'est « personne qui ne frémisses à l'impéritie des sages-femmes de la campagne ». (74)

On espérait grand bien de la « machine du Coudray », inventée par une sage-femme de Clermont. M. de la Martinière, chirurgien du Roi, méprisait cette machine ; qui « a son mérite pour

(73) Lettres de M. de Vixouge à l'Intendant, 1784. Arch. Départ., Puy-de-Dôme, Série, C. c. 1.349.

(74) Procès-verbal de l'Assistance d'Auvergne, p. 375.

parler grossièrement aux yeux des femmes de la campagne qui ne seraient point à portée de se procurer des instructions plus solides, mais, de l'avis des maîtres de l'art,... reste toujours beaucoup au-dessous des connaissances que leur fournit la bonne théorie ». Cette invention eut la faveur de l'Intendant ; des envois furent faits dans les paroisses, non seulement dans le Puy-de-Dôme, mais même à Bourg et Moulins, et des cours furent ouverts de 1759 à 1769 à Riom, Douchez professa à l'hôpital, mais sans plus de succès que ses prédécesseurs Balainvilliers et Chazerat. A côté de ces efforts, les villes n'hésitaient pas à faire venir des sages-femmes de Paris ; l'une était payée à Riom 560 livres, à Thiers, 200 livres et exemptée de nombreuses charges.

Nous nous trouvons donc dans notre département en présence d'une organisation assez satisfaisante de l'assistance aux femmes en couches, si utile à nos campagnes malheureuses.

DEUXIÈME PARTIE

« Le soin de pourvoir à la subsistance des pauvres est une dette nationale ».

(Décret des 19-24 mai 1793.)

TITRE I

L'ESPRIT DE REFORME A LA VEILLE DE LA REVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

PHILANTHROPIE

La famine avait dévasté toute la France pendant le XVIII^e siècle, et, en 1740, l'Intendant des Flandres pouvait dire « la quantité des pauvres dépasse celle des gens qui dépensent sans mendier ». Les provinces les plus riches avaient souffert de la disette. A la veille de la convocation des Etats Généraux les provinces étaient toujours dans une profonde détresse. La commission provinciale intermédiaire avait présenté à Necker « le tableau le plus affligeant de la misère qui régnait dans les villes et les campagnes. L'artisan, l'ouvrier des manufactures, le manœuvre — écrivait cette commission — ne trouvent plus le moyen de procurer à leur famille une subsistance suffisante, et leur vie est une privation continuelle des besoins les plus absolus ». (1)

Le grand nombre des pauvres inquiéta les esprits généreux et un large mouvement de bienfaisance intéressa l'Etat et les particuliers au sort des indigents. Sous l'influence de Rousseau et des Encyclopédistes ce furent les tendances philanthropiques qui provoquèrent les tentatives de réforme. « Ce n'était plus la vieille idée chrétienne de charité qui faisait donner aux pauvres par amour de

(1) Camille Bloch, *l'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, p. 8.

Dieu ; c'était l'idée nouvelle de philanthropie qui faisait donner, comme Don Juan par « amour de l'humanité ». Les âmes pieuses donnaient pour mériter le ciel et s'inquiétaient peu où allaient leurs aumônes. Les distributions publiques aux portes des églises s'adressaient autant aux mendiants de profession qu'aux ouvriers tombés pour un temps dans la misère. Ce n'était pas pour sauvegarder la noblesse originelle de l'homme avilie par la mendicité que les chrétiens charitables secouraient les pauvres, ils ne pensaient qu'à Dieu seul et confondaient tous les hommes dans une même faiblesse originelle. Aussi la charité chrétienne avait-elle une véritable indifférence pour les conditions sociales, alors que les nouveaux philanthropes ne croyaient pas à la douleur éternelle et s'attaquaient aux causes mêmes de la douleur : l'idée d'égalité pénètre l'opinion et toutes les constitutions révolutionnaires déclareront l'Assistance dette de la Société et droit du pauvre. C'est l'idée de fraternité qui sera proclamée avec la République. Les écrivains collaborèrent avec le gouvernement pour étudier les moyens d'imposer l'Assistance selon les nouvelles tendances. La doctrine mûrira pendant tout le XVIII^e siècle et sera codifiée par la Révolution ; désormais, on verra, chaque jour, apparaître des œuvres nouvelles, nées de l'esprit philanthropique. Dans les Loges maçonniques, la bienfaisance était honorée ; des sociétés de philanthropie furent fondées : ainsi, à Paris, cette maison créée en 1780, et « des maisons philanthropiques, filiales de celles de Paris, furent établies en province... ; l'association de ces maisons formait la société philanthropique ». (2) Dans ces œuvres, les pauvres étaient hospitalisés sans que l'on fondât sur eux des espoirs apologétiques.

La Législation Révolutionnaire allait condamner les œuvres confessionnelles en chassant les congrégations et, obéissant à une autre idée philanthropique, en soumettant l'Assistance à la seule volonté nationale.

(2) Bloch, *op. cit.*, p. 354.

CHAPITRE II

LE TRAVAIL DE CRITIQUE

§ 1. — *Critique de la lutte contre la misère.*

Lorsque l'Académie de Châlons proposa comme sujet de son premier concours « Les moyens de détruire la mendicité en France en rendant les mendiants utiles à l'Etat, sans les rendre malheureux », une centaine de réponses furent envoyées de Paris et de Province et furent résumées par les soins de l'Académie dans un livre imprimé en 1780. (3)

Un grand nombre d'essais étudièrent les moyens d'améliorer l'Assistance aux pauvres et aux malades et, si les critiques furent parfois violentes, presque toutes furent le fruit d'enquêtes sérieuses, sur les méthodes employées en France et à l'Etranger.

Les publicistes s'attaquèrent aux causes mêmes de la misère ; ils en virent l'origine dans les lois de la Monarchie qui prétendaient-ils « empêchaient les paysans et l'ouvrier d'échapper à la pauvreté et les courbaient sous le joug de la plus lamentable détresse ». (4)

Les mémoires présentés à Châlons accusaient les abus des lois féodales établissant des classes privilégiées, dégrever de l'impôt et faisant supporter par le tiers le poids de ses impôts. En même temps que les philosophes luttèrent pour le parlementarisme et l'égalité, ils attaquaient les causes de la misère car « c'est en vain qu'on cherche à détruire les effets si l'on laisse les causes toujours subsister », (5) et ils blâmaient la Monarchie de n'avoir jamais édicté que des règlements de détails, qui formaient une masse d'ordonnances mal observées. « Ce qui avait empêché le grand nombre de ces règlements de remplir leur but, c'est que leur exécution n'avait pas été générale dans tout le royaume, que les mendiants, bannis des principales villes, avaient eu la facilité de se retirer ail-

(3) Les moyens de détruire la mendicité en France en rendant les mendiants utiles à l'Etat, sans les rendre malheureux, tiré des Mémoires qui ont concouru pour le prix accordé en 1777 par l'Académie des Sciences. Arts et Belles-Lettres de Châlons-sur-Marne, Châlons, Paris, 1780. Bibl. Nat. R. 44, 651.

(4) Boucher, *op. cit.*, p. 75.

(5) Les moyens de détruire la mendicité, *op. cit.*, p. 2.

leurs, et avaient continué dans le même libertinage ». Egalement parce que « l'on n'avait pas suffisamment pourvu à l'entretien des hôpitaux, ce qui avait obligé, dans différents endroits, les Directeurs de ces Hôpitaux d'en ouvrir la porte à ceux qui y étaient enfermés » et parce que « l'on n'avait point offert de travail et de retraite aux mendiants valides qui ne pouvaient en trouver ». (6)

Il eût fallu chercher à découvrir une méthode générale (7) qui eût permis de créer un véritable système de répression de la mendicité et d'assistance aux pauvres valides, système appliqué dans tout le royaume. Les philanthropes du XVIII^e siècle eurent voulu que la Monarchie renonçât à ses préoccupations policières et s'attachât à détruire les causes de la misère plutôt qu'à en condamner les victimes. Or les mendiants avaient été enfermés pêle-mêle dans les dépôts qui n'étaient pas assez nombreux pour permettre une application efficace de pareilles mesures et les esprits libéraux condamnaient un tel attentat aux droits de l'homme.

Le pouvoir royal lui-même, avant la Révolution, prit des mesures et, dès la fin du règne de Louis XV, le Vice-Chancelier Maupeou envoyait au Procureur du Roi, ainsi que les Contrôleurs Généraux aux Intendants, le Ministre de la Guerre aux Officiers de la Maréchaussée, des instructions prêchant l'application modérée des mesures de renfermement. Lorsque Turgot arriva au Ministère, il demanda à Lomélie de Brienne de diriger la recherche des moyens propres à supprimer la mendicité et créa une commission qui pensait « préserver la pauvreté par le travail ». (8) L'esprit des philosophes gagnait ainsi les sphères gouvernementales.

§ 2. — Critique de l'Assistance hospitalière.

Au cours du XVIII^e siècle, se dessina un mouvement qui dura pendant toute la Révolution ; les protestations se multiplièrent contre les hôpitaux, on désira la diminution de l'assistance hospitalière et l'augmentation de l'assistance à domicile. L'opinion protesta non seulement contre les abus des administrateurs, mais elle attaqua l'utilité même des hôpitaux ; les hôpitaux n'étaient d'aucune utilité aux habitants des campagnes, qui sont cependant

(6) Déclaration du 18 juillet 1724. Préambule, cité dans l'Essai sur la Mendicité, de Lambin. Saint-Félix. « Essai sur la Mendicité, ou mémoire dans lequel on expose l'origine, les causes et les excès de la mendicité ; on recherche les moyens qu'ont employés les peuples anciens et modernes pour la détruire ; on considère nos différents règlements sur cet objet essentiel de l'Administration et en quoi nos législateurs ont manqué leur but. On se propose ensuite d'établir les moyens les plus sûrs pour détruire entièrement et pour toujours la mendicité dans le royaume, en rendant les mendiants utiles sans les rendre malheureux.

(7) Linguet, *Annales Politiques*, 1778, n° 21.

(8) Bloch, *op. cit.*, Liv. ch. III, § II.

les plus nombreux dans la France agricole du XVIII^e siècle. Ils donnaient les mêmes secours aux mendiants vagabonds, et aux pauvres accidentels ; faisaient vivre des pauvres dans l'oisiveté et « rendaient la condition de fainéant préférable à celle de l'homme libre ». (9) Ils détruisaient les foyers en dispersant parents et enfants.

Les pamphlets de l'époque attaquaient la saleté des hôpitaux et pensaient qu' « à la honte de l'humanité... les animaux utiles ou mêmes ceux qui ne servent qu'aux plaisirs de leurs maîtres sont infiniment mieux soignés que ne le sont les hommes nos semblables dans bien des hôpitaux ». (10)

Les encyclopédistes et tous les écrivains à leur suite vantaient les bienfaits de l'assistance à domicile moins coûteuse et plus morale : « Les subsides qui sont fournis au pauvre profitent à tous les siens ; ils se chauffent au feu qui fait cuire les tisanes, ils mangent la viande qui sert à la préparation du bouillon. Ils bénéficient indirectement des pensions accordées aux vieillards et aux infirmes. » (11) Personne ne défendait plus les hospices de pauvres valides et beaucoup, les hôpitaux pour pauvres malades ; certains cependant voulaient réserver l'assistance à domicile aux pauvres impuissants ; d'autres au contraire, voulaient la réserver à tous les pauvres. Les personnes bienfaisantes auraient voulu voir l'organisation des hôpitaux s'améliorer et désiraient l'emploi de lits individuels et même la pratique de l'isolement des contagieux. (12) En province comme à Paris, on voulait placer les hôpitaux en dehors des murs de la ville, nous savons que la commission de l'Académie royale des Sciences préféra proposer la construction de quatre hôpitaux en remplacement de l'Hôtel-Dieu, ne croyant pas à l'efficacité de l'assistance à domicile.

(9) *Encyclopédie*, article fondation.

(10) Abbé de Recalde, *Traité des abus*, p. 44.

(11) Boucher, *op. cit.*, p. 86.

(12) Dupont de Nemours, *Les moyens de détruire la mendicité*, passim.

CHAPITRE III

LES CONCEPTIONS NOUVELLES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Montesquieu, décrivant en 1748, la mission de l'Etat, disait que « quelques aumônes faites à un homme nu dans les rues ne remplissaient point les obligations de l'Etat qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable et un genre de vie qui ne soit pas contraire à la santé ». (13) L'Etat était depuis longtemps intervenu et exerçait un pouvoir de tutelle et de contrôle sur les hôpitaux mais l'opinion demanda que l'autorité royale prît une part plus grande encore dans les services d'assistance. L'auteur de l'essai sur l'établissement des hôpitaux pensait que l'assistance aux malheureux était la seule raison d'être d'un Etat : « le gouvernement n'existe que pour les pauvres, les faibles, les opprimés, sans eux on n'aurait jamais eu besoin de l'établir. (14) C'était déjà reconnaître à l'assistance le caractère de dette, mais l'Etat n'a pas seul l'obligation de donner des secours aux pauvres ; c'est seulement en dernier ressort, lorsque les familles, les paroisses, les villes n'ont pu secourir les malheureux, qu'il doit intervenir. (15) « La société ne doit à tout individu, même en infirmité, lorsqu'il a une famille, ou des liaisons d'amitié, de domicile, d'habitude, de circonstances, qui suppléent à une famille, qu'une addition aux secours qu'il peut tirer de cette famille ». (16) Nous sommes encore loin de l'opinion révolutionnaire « plus le secours vient de loin, moins il vaut et plus il paraît lourd à ceux qui l'accordent. » (17)

La réunion des Assemblées Provinciales en 1787 et deux ans plus tard la convocation des trois ordres pour élire les députés aux Etats Généraux provoquèrent de nouvelles manifestations de l'opinion publique. Non seulement les écrivains de toutes les sociétés de philanthropie, mais encore les sociétés de Lecture et la masse des citoyens éclairés avaient accepté les nouvelles théories. Les Assemblées Provinciales affirmaient le droit aux secours, et

(13) *Esprit des lois*, Liv. XXIII, ch. 29 « Des hôpitaux ».

(14) *L'essai sur l'établissement des hôpitaux*.

(15) Dupont de Nemours, *Idée sur le secours*, Passim.

(16) *Essai sur l'établissement des secours*, p. 4.

(17) Dupont de Nemours, *Essai sur les secours*, p. 10.

celle de l'Île de France déclara que « la société doit assistance et protection à tous ses Membres. » (18)

Mais il est difficile de savoir la valeur de l'obligation qu'elles proclamaient. Les Assemblées Provinciales voulaient créer des travaux de secours et des distributions d'outils aux pauvres valides ; elles voulaient donner des secours aux pauvres impuissants, aux malades et aux enfants, à domicile et dans les hôpitaux, elles maintenaient *le renfermement* des pauvres vagabonds mais voulaient transformer les dépôts de mendicité.

Les cahiers de doléances n'abondent pas en théories sur l'Assistance ; certains affirment que c'est un devoir d'humanité et d'ordre public. (19) La plupart des autres cahiers sont moins fermes ; ce sont partout des vœux très vagues ; ils veulent supprimer la mendicité et soulager les pauvres ; ils voudraient que l'assistance fût à la charge des paroisses où serait établi le domicile de secours ; tous les cahiers demandent des secours à domicile pour les pauvres impuissants ; des ateliers de terrassement pour les pauvres valides, des ateliers de filature pour les femmes. Ils ne partagent pas l'avis des philosophes et demandent la multiplication des hôpitaux. Dès lors, tout le monde considère l'Assistance comme une charge publique, placée sous le contrôle des représentants élus, des Municipalités et selon certains, des curés ; les comptes seraient soumis à la vérification des Assemblées Provinciales. Seul, le cahier du Bourg d'Ecouen demandait la nationalisation et la vente du domaine hospitalier ; les autres, l'attribution aux œuvres de bienfaisance d'une grosse part des revenus ecclésiastiques ; quelques cahiers voulaient voir établir une taxe spéciale pour les pauvres.

Dans le Puy-de-Dôme, les cahiers du Clergé demandent l'amélioration du service médical dans les hôpitaux ; les cahiers de Riom, rédigés par des curés, sont plus pénétrés des idées nouvelles que ceux de Clermont écrits par l'évêque Bonal, mais tous défendent le rôle du clergé dans l'assistance. Les cahiers de la noblesse d'Auvergne sont très conservateurs et songent surtout à la conservation de l'ordre si important en cette province. On trouve peu de chose sur l'Assistance : la suppression des lettres de cachet, qu'il demandent, peut seule entraîner une modification dans le système d'internement des aliénés. Celui de Riom, beaucoup plus libéral, après avoir qualifié les Etats Généraux d'Assemblée Nationale proclame que « la nature a fait des hommes égaux » et que « la mendicité avilit la dignité de l'homme ». Les cahiers de Thiers demandent la création de greniers de charité, mais aucun, en résumé, ne formule de demande originale.

(18) Bloch, *op. cit.*, Liv. III, ch. II, § IV.

(19) Meudon, *Thiers Etat — Paris, hors les murs*, Arch. Parl. t. IV.

On peut constater cependant que toute la France sentait le besoin de réformer tous les services d'assistance et que certains cahiers s'attaquaient aux anciens principes et n'hésitaient pas à proclamer que la société a l'obligation de secourir les pauvres et que l'assistance est un service national.

TITRE II

ŒUVRE DOCTRINALE ET LEGISLATIVE DES GOUVERNEMENTS REVOLUTIONNAIRES

Nous avons vu que le Gouvernement Royal avait pris d'importantes mesures en matière d'assistance ; le Gouvernement révolutionnaire, élu par la nation et soumis aux volontés du peuple, devait se préoccuper plus encore de la misère qui régnait en France. Nous savons, par les pages qui précèdent, que la vieille idée chrétienne de charité était remplacée par celle de fraternité ; les Révolutionnaires pensèrent que l'Assistance était une dette sacrée, qui devait être garantie par la Constitution et la Loi, payée par les deniers publics, et gérée par un service national. Cette conception, lentement élaborée pendant les quarante dernières années de l'Ancien Régime, ne put être réalisée que tardivement sous la Convention, et le Directoire dut en abandonner certaines dispositions.

Nous allons étudier successivement les trois périodes de l'histoire de l'Assistance publique sous la Révolution : dans la première qui va de 1789 à Mars 1793, nous verrons en même temps qu'une importante œuvre doctrinale, une grave crise financière, provoquée par la suppression des sources féodales de revenus et le projet de vente des biens hospitaliers qu'atténuèrent à peine quelques mesures provisoires. Nous constaterons aussi les troubles apportés dans le personnel par la lutte contre les congrégations religieuses.

Dans la seconde partie, de Mars 1793 à Vendémiaire An V, nous verrons le triomphe des idées Révolutionnaires, le grand effort législatif de la Convention et du Gouvernement de la première année du Directoire, l'organisation des services d'Assistance, la lutte contre la mendicité, et la nationalisation des dépenses et du patrimoine hospitaliers.

Dans la dernière partie, de Vendémiaire an V à l'An VIII, nous assisterons à un recul des mesures révolutionnaires, à la restauration du patrimoine hospitalier mais aussi à des mesures nouvelles dont certaines sont encore appliquées.

CHAPITRE PREMIER

PREMIERE PERIODE : 1789-MARS 1793

§ 1. — *Doctrines révolutionnaires et préparation des lois.*

Le pays souhaitait que des mesures rapides fussent prises dans la lutte contre la misère, mais les préoccupations politiques et les difficultés financières firent oublier aux députés de la Constituante les besoins pressants du peuple. (20) Maloret expliqua le 3 Août 1789 le danger du chômage, le Chapelier montra que l'attribution des biens ecclésiastiques hospitaliers au soulagement des pauvres, était une mesure de justice. Une députation de Saint-Etienne du Mont (21) à la commune de Paris, le 2 Décembre 1789, un mémoire de Boncerf (22) intervinrent en faveur des ouvriers. Un mémoire de Lambert, inspecteur des apprentis de l'Hôpital Général, adressé à l'Assemblée Nationale pour sauver le droit du pauvre et rétablir le calme et la tranquillité publique, (23) appuyé d'une lettre de Freteau Just et suivi le 22 Décembre d'une députation de la commune (24) demanda à la Constituante (25) de prendre des mesures en faveur des pauvres dans l'intérêt même de la sûreté de l'Etat, mais essuya un refus. Un second mémoire de Lambert, le 11 Janvier 1790 demanda la création d'un comité pour l'étendue des mesures de bienfaisance. On vit alors Bailly, intervenir (26) et, après une lettre émouvante, parue dans le « Spectateur National », Barnave demander à la Constituante de désigner quatre commissaires pour recevoir les dons de l'Assemblée qui préféra, à la demande du Duc de la Rochefoucauld-Liancourt, nommer un comité chargé d'étudier la lutte contre la misère nationale (27). Quatre commissaires furent nommés le 30 Janvier 1790 ; six autres le 17 Mars qui formèrent le « Comité chargé de présenter à l'As-

(20) Archives parlementaires, 1^{re} Série, t. VIII, p. 338 et 339.

(21) Sigismond-Lacroix, *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, t. VIII, p. 96.

(22) D^o supra, p. 117-118.

(23) Arch. Nat. A. D. XIV, 10.

(24) Sigismond Lacroix, *op. cit.*, t. III, p. 203.

(25) Arch. Parl., t. X, p. 719.

(26) Arch. Parl., t. XI, p. 258.

(27) Arch. Parl., t. XI, p. 265.

semblée des vues sur le moyen de détruire la mendicité » ou « Comité de Mendicité ». Le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, connu pour sa philanthropie fut porté à la présidence. (28)

Si le titre du Comité rappelait les préoccupations policières de l'Ancien Régime, son amour de la Nation et l'autorité de son président allaient lui permettre de former, du 2 Février 1790 au 21 Septembre 1791, la doctrine révolutionnaire de l'Assistance Publique. (29)

Le Comité allait se diviser pour l'étude des différents départements de la bienfaisance nationale en sept sections. (30)

Ne voulant pas faire une œuvre utopique, le Comité fit une enquête sur les moyens d'assistance employés par les Gouvernements précédents et sur ceux des pays étrangers. Il demanda les documents utiles au Garde des Sceaux, questionna les intendants, les directeurs de dépôts de mendicité, les administrateurs des hôpitaux de Paris et des grandes villes, les députés de province, les directoires sur les œuvres de leur département. De Liancourt écrivit au Docteur Price, pour obtenir des renseignements sur l'hôpital des fous d'York, lut les mémoires anglais sur les pauvres du Comité de Suffolk, et obtint par l'abbé de Saulinois le règlement de l'hôpital de Sainte-Marie la Neuve de Florence. (31)

Il étudia tous les Mémoires parus et ceux qui lui furent présentés entre 1790 et 1791 ; il appela devant lui les auteurs d'ouvrages, et lut tous les projets qui lui furent adressés. (32) A partir d'Avril 1790, il envoya certains de ses collègues enquêter dans les hôpitaux de Paris, dans l'espoir de trouver « une masse d'avantages ou d'abus précieux à examiner avec attention ». Les rapports que les délégués firent à l'Assemblée Constituante, furent une condamnation de l'Administration. Le duc de Liancourt pensait que les hôpitaux étaient « l'asile des préjugés qui s'y conservent bien après qu'ils sont disparus du reste du monde » (33) et que les administrateurs et les religieuses étaient les ennemis des réformes.

(28) Les membres étaient : de Liancourt, président, de Coulmiers, Massieu, Prieur, de Cretot, Guillotin, David, de Bonnefoy, Villoutreix, de Faye, de Colbert, Barrière de Vieuzac, de Virieu qui appelèrent à se joindre à eux, à titre d'agréés externes, Thomet, Montlinot, Lambert, du Tremblay et Boncerf.

(29) Procès-verbaux des séances du Comité de Salut Public. Arch. Nat. A. F. I. 15. (La correspondance est malheureusement perdue, sauf deux liasses classées sous les numéros F. 15, 243 et F. 16, 936.

(30) Procès-verbal des séances du Comité de Mendicité et de ses décisions. Arch. Nat. A. F. I. 15.

(31) Procès-verbal. Arch. Nat. A. F. I. 15.

(32) Arch. Parl. XXIII.

(33) Suite des rapports faits au nom du Comité de mendicité des visites faites dans les divers hôpitaux de Paris, p. 9.

Il protesta contre le manque d'hygiène des hôpitaux et le dur régime des maisons d'hospitalisation.

L'enquête terminée, La Rochefoucauld présenta à l'Assistance un plan d'organisation de l'Assistance Publique. Nous allons trouver dans les sept rapports et les nombreux projets de décrets présentés par le Comité à l'Assistance un système d'Assistance Publique, inspiré de la doctrine Révolutionnaire, mais l'étude des services de l'ancien régime évita au Comité de mendicité une rupture complète avec le passé. Nous avons vu que, depuis quelque temps, les idées nouvelles avaient d'ailleurs pénétré l'Administration Royale. La Révolution avait proclamé le droits à l'Assistance et le devoir pour la Nation de fournir du travail à tous les pauvres valides et de développer l'esprit d'épargne des ouvriers et des paysans. Peut-être ne détruirait-on pas ainsi la pauvreté « maladie inhérente à toute grande société ». « Car la privation de toute propriété pour une grande classe d'hommes sera toujours, dans quelque Constitution que ce soit, un principe nécessaire et permanent de pauvreté ». (34) Mais, au moins, pourrait-on l'atténuer ; l'Etat devrait donc conserver des services de bienfaisance et le comité reconnaissait l'obligation de la société envers l'indigent, doctrine établie déjà anciennement par Jean-Jacques Rousseau et Mably. Cependant, d'autre, part, on soutenait que tout homme a l'obligation de travailler. On ne secourt les enfants et les pauvres impuissants que « parce qu'ils promettent du travail ou qu'ils en ont donné », seuls les malades sont secourus « par un sentiment pressant d'humanité ». (35) En conséquence, celui qui, pouvant travailler, s'y refuse, perd tout droit à sa subsistance ». (36)

Le Comité craignant de voir les ouvriers certains de gagner leur subsistance gaspiller leur salaire voulut placer tout pauvre assisté « dans une position moins bonne que s'il n'avait pas besoin de secours » (37)

Animé d'un sentiment de charité, il ne refusait pas aux pauvres les secours qu'ils pourraient recevoir de la bienfaisance privée ; il espérait même que celle-ci, plus grande chez les patriotes, réduirait les dépenses du Trésor.

Le Comité désirait obtenir par la nationalisation de toutes les ressources une égale répartition entre tous les indigents. Le patrimoine hospitalier devait être réuni dans une masse commune, et les établissements particuliers soumis pendant cinquante ans à la volonté des fondateurs, pour être ensuite administrés selon l'intérêt public. « Toutes les fois que des biens quelconques sont des-

(34) Plan de travail, p. II.

(35) Plan de travail, 1^o rapport, passim.

(36) Rapport sur la mendicité à Paris, p. 4. Bibl. Nat. L. o. 29, 685.

(37) 1^o Rapport, p. 8.

tinés à l'utilité publique, écrivait-on la Société doit se réserver le droit d'en diriger l'usage pour la plus grande utilité publique. » (38)

Le Comité craignant les abus commis en Angleterre, repoussait tout système municipal de taxes et chargeait l'Etat de distribuer les secours, mais il estimait qu'une contribution départementale additionnelle intéresserait les pouvoirs locaux à la bonne gestion des budgets de bienfaisance. Ce devait être la nation elle-même, par ses représentants, qui présiderait l'Assistance Publique ; un système de Comité élu et inspecté par des commissaires royaux devait distribuer les secours et les Municipalités, proches de misères locales, devait fixer le nombre de pauvres dont la misère est permanente et de ceux prêts à tomber dans le dénuement. Le droit aux secours rétablissait l'égalité dans la nation ; si les citoyens pauvres ne participent pas à l'administration du pays, ils ont le droit de demander son assistance.

Le Comité voulait assister d'abord les enfants, faciliter la recherche de la paternité, et distribuer des allocations aux familles nombreuses ; il craignait l'enfermement des enfants dans les hôpitaux et voulait les placer dans des familles paysannes, mais les Membres du Comité eurent le tort de compter sur l'adoption d'enfants pauvres par les citoyens riches.

Les malades des campagnes et même ceux des villes devaient être assistés à domicile par l'officier du canton et des distributions de médicaments et d'aliments devaient être faites. Dans les grandes villes, le Comité estimait qu'il serait nécessaire de créer des hôpitaux (39) qu'il préférerait petits. Le pauvre âgé aurait le choix entre les secours à domicile et l'admission dans un hospice.

Le Comité aborda le difficile problème de l'assistance aux pauvres valides, il hésitait devant cette tâche ou échoua l'Ancien Régime. « Le travail est le moyen de subsistance qui doit être donné aux pauvres en état de travailler », (40) mais il n'osa pas proclamer le droit au travail et il se borne à « encourager, multiplier les moyens de travail » (41)

Ce furent les craintes des lourdes conséquences sociales de mesures vraiment révolutionnaires qui effrayèrent le Comité de Mendicité ; il était difficile d'ailleurs de reconnaître entre les pauvres sans travail, le vagabond et l'honnête chômeur ; il était plus difficile encore d'organiser des travaux utiles qui ne fussent pas de simples secours gratuits, et de trouver, en période troublée, les capitaux nécessaires à de grands travaux publics. Le Comité vou-

(38) Arch. Parl. t. XXIX, p. 299.

(39) IV Rapport, t. I, ch. D. Projet de décret.

(40) Plan de travail, p. 5.

(41) IV Rapport, p. 77.

lut supprimer les jours fériés, aida les grandes familles pauvres et ouvrit en hiver des ateliers de charité ; il espérait « attaquer puissamment la pauvreté en augmentant le nombre des propriétaires » en distribuant les terres en jachères et les biens nationaux.

Même après toutes ces mesures, il resterait des indigents qui devraient être assistés d'après le système dont nous avons étudié le fonctionnement sous l'Ancien Régime : celui du *domicile de secours*. L'Etat qui, par toutes ces mesures, a permis au pauvre de vivre honnêtement, a le droit de réprimer le vagabondage, mais le Comité voulait des pénalités plus douces que celles des temps passés. Chaque département aurait sa maison de détention, où les pauvres seraient astreints au travail mais recevraient un juste salaire ; les pouvoirs de police se montreraient doux aux mendiants arrêtés pour la première fois, plus durs aux récidivistes, à ceux surpris loin de leur domicile, en troupes ou munis d'armes ; après trois condamnations, on relèguerait le vagabond au delà des mers, mais on lui permettait, sa peine terminée, de vivre librement de son travail.

Le Comité établit un projet de budget d'Assistance. Les dépenses se montaient à cinquante millions pour le million d'indigents qui existaient en France et il proposait que les recettes soient trouvées dans les biens hospitaliers nationalisés. (42)

**

Les rapports furent présentés en 1790 et dans les premiers mois de 1791. Le duc de Liancourt eut voulu faire prononcer rapidement la nationalisation des biens hospitaliers mais l'Assemblée s'effraya — nous verrons dans le paragraphe suivant les décrets pris à ce sujet — et ajourna la discussion. En Août 1791, l'Assemblée vota la Constitution et se contenta en matière d'assistance d'une déclaration de principe. (43)

(42) *Dépenses* : Le Comité de Mendicité présentait ainsi le budget :

Secours aux pauvres habituels : vingt-sept millions, cinq cent mille livres	27.500.000 livres
Ateliers de charité : cinq millions (soixante mille par département)	5.000.000 livres
Répression de la mendicité : trois millions	3.000.000 livres
Assistance médicale : douze millions	12.000.000 livres
Caisse de réserves et dépenses de l'Administration : quatorze millions	14.000.000 livres

Recettes :

1° Revenu des propriétés hospitalières : trente millions	30.000.000 livres
2° Propriétés ecclésiastiques à destination charitable : six millions	6.000.000 livres

Il essaya de calculer les ressources particulières.

Il pensa que l'Etat devait encore ajouter : six millions.

(43) Arch. Parl. t. XXIX, p. 301.

Le 27 Septembre, au moment de voter les lois d'assistance publique, la Constituante vit arriver la fin de son Gouvernement, et se contenta d'approuver les travaux du Comité par la motion suivante : « L'Assemblée Nationale, considérant avec peine que l'immensité de ses travaux l'empêche dans cette session de s'occuper de l'organisation du secours dont elle a ordonné l'établissement laisse à la législature suivante l'honorable soin de remplir cet important devoir. » (44)

**

Lorsque l'Assemblée Législative se réunit, le député Camus fit, en Octobre 1791, un rapport sur les travaux de la Constituante et un Comité de Secours Publics fut nommé dont la composition fut fixée, par le règlement de l'Assistance, le 17 Octobre 1791. Il fut composé de 24 Membres, élu pour six mois, renouvelable par moitié et rééligibles. (45)

Ses travaux occupèrent 106 séances, du 29 Octobre 1791 au 29 Septembre 1792. Il lut les rapports du Comité de Mendicité, étudia soigneusement les projets qui lui furent soumis, toutes les pétitions que des particuliers envoyèrent. Les départements souffraient d'une grande disette, et nous verrons plus tard que le Puy-de-Dôme ne fut pas le plus épargné ; le chômage s'aggrava tous les jours et les mesures financières avaient ruiné les œuvres de bienfaisance.

Le 13 Juin, le Comité présenta un plan d'organisation à une Assemblée inquiétée par les bruits d'émeute, qui se contenta de charger les départements de l'organisation des secours. La Convention allait avoir le mérite de réaliser l'Assistance Publique. Le principe du droit aux secours fut établi de façon précise : « tout homme a droit à sa subsistance par le travail, s'il est valide, à des secours gratuits, s'il est hors d'état de travailler. » (46) Mais le Comité ne reconnut pas le droit d'assistance que Jaurès définira plus tard « la sauvegarde et le développement de toutes les forces qui sont dans un individu ». (47) Le Comité ne demanda à l'Etat que d'aider le pauvre à trouver du travail ; quoi qu'il eût annoncé que l'on devait « assurer la subsistance du pauvre dans toutes les circonstances et à toutes les époques de sa vie, et faire que, sain

(44) Arch. Parl. t. XXXI, p. 375.

(45) Ce Comité, le 18^e des 23 Comités, avait pour Membres, en mars 1792 : Siblot, président ; Janion, Lachière, secrétaires ; Bagot, Beauvais, Bernard (de l'Yonne), Bo, Bonestard, Colomb, Deperet, Desbois, Dumas, Champvalier, Gastellier, Germignac, Lacoste, Maignet, Perrin, Pinchenat, Reboul, Rojon, Sautayra, Tartanac, Tenon, Terrède.

(46) Rapport, p. 7.

(47) Jaurès, *Série Socialiste*, t. II, p. 112.

et valide, il puisse à chaque moment échanger son labeur contre le pain qui doit le nourrir ». Le Comité voulut que le travail de l'assisté compensât les secours distribués, il demanda à son tour que les ressources et les dépenses d'assistance formassent une masse unique, répartie par les pouvoirs municipaux, selon le nombre d'habitants pauvres et le taux des salaires.

Le Comité se montra hostile aux ateliers de charité, de si mauvaise réputation, et craignant les agglomérations d'ouvriers, il se montra favorable aux travaux locaux, et préféra l'Assistance à domicile à l'hospitalisation dans les hôpitaux. Condorcet établit un projet curieux de Caisses des retraites constituées par un léger prélèvement sur les salaires des ouvriers.

**

Les travaux du Comité de l'Assemblée législative furent continués par le Comité des Secours publics de la Convention Nationale ; dont la première séance se tint le 22 Septembre 1792, mais la grande activité de la Convention appartient à la deuxième période de l'histoire de l'Assistance Publique sous la Révolution.

L'Almanach de 1793 nous apprend que ce Comité était chargé de la surveillance des établissements publics de charité, des hôpitaux et des prisons (pour la salubrité), de la répartition de tout secours, de l'inspection du vagabondage, de la voirie, de la médecine sous le rapport de sa pratique et de l'application aux Services Publics (48)

§ 2. — *Mesures provisoires et Œuvres législatives.*

Au début de la Révolution, la misère était devenue générale en France, la mendicité s'étendait comme une lèpre sur nos provinces, des hivers rigoureux et de mauvaises récoltes avaient désolés les campagnes, une mauvaise politique économique avait ruiné le commerce et l'industrie. En Normandie, quarante mille ouvriers des manufactures de toile avaient été licenciés ; à Paris, on vit la foule stationner aux portes des boulangeries, et la Commune en fut réduite à taxer le pain. L'émigration de la noblesse, la fuite des capitaux, réduisaient encore la richesse du pays. Les Gouvernements révolutionnaires ne pouvaient plus négliger les pauvres, menace constante pour la paix de l'Etat.

En face de cette misère croissante, que restait-il des moyens de lutte organisés par l'Ancien Régime ?

(48) Membres du Comité de secours publics en 1793 : Amar, Babey, Bailly de Juilly, Beauvais, Bernard, Bo, Boussion, Cazeneuve, Claverie, Debourges, Dumont, Dupuis, Enjubault, Fayau, François, Giroi, Pouzol, Gourdon, Grenot, Maiquet, Plaichard, Cholthière, St-Martin, Sautayra, Taillefer, Vadier.

Les mesures révolutionnaires avaient provoqué une grave crise financière dans les établissements hospitaliers. Le décret du 2 Novembre 1789 avait ordonné la vente des biens nationaux parmi lesquels étaient la plupart des biens hospitaliers à titre de propriété du Clergé, « mais le décret du 23 Octobre-5 Novembre 1790 ajourna la vente des biens des établissements hospitaliers et régla leur administration jusqu'à la vente. » (49)

L'Administration des services d'assistance était désormais troublée par cette menace de vente qui devait être réalisée dès que les circonstances le permettraient. Les droits féodaux, les droits d'octroi, les dîmes, les droits d'entrée si nombreux, part importante des ressources de bienfaisance avaient été supprimés. (50) Le Trésor Public était pauvre, il fallait réduire de 60 millions les dépenses nationales. Le décret du 2 Février 1790 qui détermine l'état des dépenses publiques sur lesquelles l'Assemblée Nationale décrète provisoirement une réduction de 60 millions. L'état annexé au décret porte les réductions suivantes :

- 22 : fonds réservés par les actes de bienfaisance ;
- 23 : secours aux Hollandais ;
- 25 : dons, aumônes, secours hôpitaux, enfants trouvés ;
- 26 : travaux de charité ;
- 27 : destruction du vagabondage et de la mendicité ; (51)

De nombreuses dépenses faites en faveur de maisons religieuses furent supprimées par le décret des 10-21 Septembre 1790 et mises à la charge des municipalités notamment « les hôpitaux, hospices, hôtels-Dieu, hôpitaux d'enfants trouvés à compter du 1^{er} Janvier 1791. (52)

Devant la détresse des œuvres de bienfaisance, le Gouvernement dût prendre des mesures ; plusieurs décrets ordonnèrent le paiement par le Trésor public des rentes et arrérages qui étaient dûs sur les établissements charitables (53) et en particulier sur les biens nationaux. (54)

Des crédits spéciaux furent affectés aux hôpitaux par de nombreux décrets échelonnés, dont le premier est celui des 29 Mars-3 Avril 1791 et dont un des derniers est celui du 3-5 Décembre 1793. (55) Cela n'étant pas suffisant, le Gouvernement Révolutionnaire, ainsi que l'Ancien Régime l'avait fait pour certains établis-

(49) Commissions de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Recueil de textes, Paris, 1909, n^{os} 3 et 4, p. 270.

(50) Commission ut supra, p. 282, n^o 41. Décret, 19-25 février 1791.

(51) Commission. Recueil de Texte, ut supra, p. 255, n^o 8.

(52) Art. 7. Commission Recueil de textes, t. ut supra, p. 264, n^o 25.

(53) Comm. ut supra, n^{os} 21, 30, 66, 86.

(54) Comm. ut supra, p. 286, n^o 49.

(55) Comm. ut supra, n^{os} 47, 53, 57, 63, 71, 78, 91 et 101.

sements, permit aux hôpitaux de contracter des emprunts remboursables en un an.

Des députés avaient protesté contre les dépenses trop lourdes pour le Trésor et la situation des hôpitaux restait toujours critique. De même les ateliers de charité réclamés par les Cahiers des Etats Généraux ne pouvaient pas être négligés.

Plusieurs décrets accordèrent des crédits destinés à donner des secours aux pauvres valides pour lesquels on ouvrit des ateliers de Charité. (56)

**

Les mesures prises contre les religieux avaient atteint durement le personnel des Etablissements charitables. Lorsque les décrets des 23 Octobre-3 Novembre 1789 (57) et 13-19 Février 1790 (58) eurent suspendu puis aboli les vœux monastiques, le Gouvernement fut obligé de transiger avec les principes, et les religieuses employées au service des pauvres et des malades furent maintenues à titre individuel dans les établissements. Les décrets qui suivirent portèrent sur l'évacuation des maisons conventuelles (59) et sur les traitements et les pensions comportant des dérogations en faveur des religieuses auxquelles on alla jusqu'à interdire de quitter les hôpitaux sans autorisation de la municipalité ou un préavis de six mois. Quand le Gouvernement Révolutionnaire supprima définitivement, par le décret du 18 Août 1792, toutes les congrégations religieuses, il maintint les religieuses au chevet des malades. (60)

**

Nous venons de voir que les établissements hospitaliers traversaient une crise financière et craignaient de perdre leur personnel ; malgré les difficultés créées par un ordre politique instable et une période de disette, l'assistance fut toujours assurée à cette époque.

Les gouvernements s'occupèrent d'abord de l'assistance aux enfants, qui était tout entière à organiser dans ses principes mêmes ; elle allait tomber à la charge de l'Etat à qui depuis longtemps d'ailleurs elle revenait fort cher. Le décret des 29 Novembre-10 Décembre 1790 avait retiré aux ci-devant Seigneurs hauts-justi-

(56) Décrets des 4-10 de 1790. Comm. Recu. de textes, ut supra, n° 34, 16. 19 décembre 1790, n° 35. 4-6 avril 1792, n° 69.

(57) Commission recueil de texte, ut supra, n° 3.

(58) Ut supra, n° 7.

(59) 4-10 août 1792. Comm. ut supra, n° 76.

(60) Décret sur la suppression des congrégations séculières, 18-22 août 1792. Titre I, art. 2. Commission Rec. de textes, ut supra, n° 82.

ciers la charge de l'assistance aux enfants trouvés sur leur terres et les décrets des 17-22 Janvier 1792, 9 Janvier 1793 et 5-6 février 1793 avaient fixé les crédits nécessaires à ce service toujours plus important.

Les Gouvernements s'attaquèrent au difficile problème de la mendicité : ils le firent par les moyens qu'avaient utilisés l'Ancien Régime : l'ouverture d'ateliers de charité et la création de travaux de secours, qu'avaient réclamés les Cahiers des Etats Généraux. A Paris, on fut obligé d'ouvrir de nouveaux chantiers et le rassemblement des pauvres effraya le Gouvernement qui après avoir demandé aux autorités de province d'empêcher les chômeurs d'aller à Paris, vota, le 30 Mars, le retour des pauvres à leur domicile et l'ouverture d'ateliers départementaux. (61)

Ce furent les abus commis dans les ateliers de Paris et le péril politique né du rassemblement des pauvres qui firent condamner le principe des ateliers de charité jusque là si populaires et qui, nous devons le reconnaître, rendirent quelques services. L'Assemblée refusa dès lors tout crédit, ordonna la fermeture des ateliers de Paris, en n'exceptant que ceux de filature, et n'accorda plus de crédit que pour les travaux réellement utiles au pays.

Le Comité de Secours Publics demandait le vote de 15 millions de crédit en 1792 pour tous les établissements hospitaliers, y compris le dépôt de mendicité et les ateliers de charité, (62) mais il se heurta à l'Assemblée et eut même grand mal à obtenir quatre millions cent mille livres.

Une assistance particulière à la période révolutionnaire fut l'assistance patriotique. Des secours furent votés aux citoyens des pays envahis par l'ennemi, aux victimes du 10 Août et aux familles indigentes, citoyens, soldats, volontaires, classes de plus en plus importantes parmi celles dont s'occupaient les Gouvernements révolutionnaires, décrets 26-27 Novembre 1792. (63)

L'Assemblée vota plusieurs secours pour l'assistance aux aveugles et aux sourds-muets, elle plaça l'abbé de l'Epée au rang de ceux qui ont bien mérité de la Patrie et de l'Humanité (64) et elle attribua l'ancien couvent des Célestins à l'hôpital des sourds-muets, et à celui des aveugles-nés, qui devaient être réunis par le décret des 28 Septembre-12 Octobre 1791. La gestion financière en fut réglementée par le décret des 10-14 Septembre 1797.

(61) Décrets concernant l'extinction de la mendicité dans Paris et dans le Royaume, et l'établissement d'ateliers de charité, des 30 mai, 13 juin 1793. Commission recueil de Textes, n° 15, ut supra et l'assistance publique de Paris pendant la Révolution, t. II, n° 5.

(62) Arch. Parl. t. XXXVI, p. 407-408.

(63) Décret du 11 août 1792, n° 79, ut supra, 25-28 décembre 1792. Rec. de texte, ut supra, n° 95.

(64) Décret des 21 et 29 juillet 1791.

Nous avons indiqué ci-dessus les lourdes pertes financières éprouvées dans leurs revenus par les hôpitaux. Leurs charges étaient augmentées par la misère générale et le duc de La Rochefoucauld Liancourt s'était plaint qu'ils restassent « l'asile des préjugés », ce qui faisait que les nombreuses demandes de leurs administrateurs n'obtenaient guère de succès auprès du Gouvernement. En résumé, le sort des œuvres d'assistance pendant cette première période ne fut pas brillant ; il s'améliorera en Mars 1793.

CHAPITRE II

SECONDE PERIODE — MARS 1793 A VENDEMAIRE AN V.

§ 1. — *Œuvre doctrinale.*

Nous avons vu que, dès l'ouverture de la Convention, le Comité de secours publics avait été chargé de l'étude de l'Assistance publique ; il eût le mérite du Code d'Assistance révolutionnaire et ses trois sections : secours publics, mendicité, salubrité, furent bientôt réunies en un seul Bureau. (65) Déjà proclamé par le Comité de Mendicité, le droit aux secours fut reconnu par tous les partis de l'Assemblée ; Roland écrivait lorsqu'il était Ministre de l'Intérieur : « L'homme a droit à sa subsistance dans toutes les périodes de sa vie, s'il ne la trouve pas dans ses facultés particulières et industrielles, elle lui est due par l'Etat... » « Une nation qui est régie par de bonnes lois, met au premier rang les devoirs qu'elle a à remplir envers les malades, les vieillards, les enfants abandonnés et envers tous les citoyens valides mais sans travail et sans ressources. » (66)

Romet, rapporteur du Comité, unit les droits sociaux aux droits politiques : « La liberté civile, l'instruction, les secours, la justice, la garantie ou la sûreté, l'égalité en droit ». (67) La lutte des Girondins et des Montagnards, retarda jusqu'au 22 avril le vote de l'art. 23 sur les secours publics. Il était moins précis que ne l'aurait voulu Romet ; il appartenait à Robespierre de présenter le projet jacobin. Robespierre voulait limiter le droit de propriété par l'obligation de respecter le droit d'autrui « et l'obligation de ne porter atteinte » ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'*existence*, ni à la propriété de ses semblables. (68) Mais arrivé au pouvoir Robespierre ne chercha pas à faire appliquer les idées généreuses qu'il avait proclamées, et la formule jacobine, adoptée le 24 Juin sur

(65) Nous connaissons les Membres de ce Comité d'après l'almanach de 1791 ; d'après celui de l'An II, c'étaient : Bassal, Cavaignac, Ducis (des Landes), Guyès (de la Creuse), Laplanche, Maignet, Massieu, Mau-duyt, Merline, Paganel, Sallengros.

(66) Roland, *compte-rendu*, act. parl. t. 56, p. 646.

(67) Arch. Parl. t. 62, p. 268.

(68) Arch. Parl. t. 63, p. 198 et seq.

la motion d'Hérault de Séchelles, était à peine plus précise que la formule Girondine.

La Convention voulait la réunion déjà proposée de tout le patrimoine hospitalier en une masse commune et la distribution équitable des secours entre les pauvres. La doctrine *du renferme-ment* des pauvres et des malades dans les hôpitaux n'était pas en faveur. La Convention allait avoir le mérite d'imposer par ses lois des conceptions révolutionnaires élaborées depuis 1789 et d'en essayer l'application.

La Convention avait une grande confiance dans les moyens républicains de détruire la pauvreté « car si la Révolution finie nous avons encore des malheureux parmi nous, nos travaux révolutionnaires auront été vains. » (69)

Nous avons vu que Robespierre voulut limiter la propriété et aucun montagnard ne respecta les biens des aristocrates « celui qui s'est montré l'ennemi de son pays, n'en peut être propriétaire ». (70) Dans les départements, les représentants en mission : Bo, Maignet, Laplanche, St-Just, Lebas, distribuèrent les biens des riches aux pauvres aux applaudissements de la Convention et de la Commune de Paris. (71)

Le 8 Ventose, St-Just proposa la répartition des biens des aristocrates entre les mains des pauvres. Dans son discours du 22 Floréal, Barère exposa avec succès la doctrine révolutionnaire ; il se proposait de « faire disparaître la grande inégalité des fortunes. (72) Plus d'aumône, disait-il, plus d'hôpitaux, tel est le but vers lequel la Convention doit marcher sans cesse, car ces deux mots doivent être effacés du vocabulaire républicain ». Comme le disait encore Roger Ducos « le citoyen est toujours dans un état humiliant de pauvreté lorsqu'un autre citoyen lui verse de quelque manière que ce soit l'aumône de sa main, mais le citoyen plus pauvre, n'est plus humilié, lorsque la nation lui distribue les secours qu'il a droit d'en exiger ». (73)

Les hôpitaux étaient aussi impopulaires que les aumônes et Paganel suivit Barère à la Tribune, pour condamner cette institution monarchique. (74)

Un décret de la convention créa le livre de la Bienfaisance

(69) *La philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution*, p. 183.

(70) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, t. XXXI, p. 308. Rapport sur la nécessité de déternir les personnes ennemies de la Révolution.

(71) Aulard, *Recueil des actes du Comité du Salut Public*, t. VI, p. 521, t. VII, p. 18, 19, 21. Moniteur, n° 66 de Frimaire, p. 265.

(72) Rapport, p. II.

(73) Séance du 22 Prairial, an II ; Moniteur du 30 prairial.

(74) Paganel, *Rapport sur les prisons-maisons d'arrêt ou de police, de répression, de détention, et sur les hospices de santé*.

Nationale ; nous en étudierons les effets dans l'œuvre législative de la Convention.

St-Just ne voulait ni pauvres, ni riches et une égalité lacédémonienne de tous les citoyens. (75)

Lepeletier de St-Fargeau présenta en décembre 1792 un plan moins utopique ; il voulait donner par une éducation nationale les principes démocratiques à tous les enfants riches ou pauvres ; tous les enfants seraient élevés aux frais de l'Etat grâce à une taxe d'éducation égale à la moitié de la contribution directe, évitant ainsi le caractère humiliant d'une aumône, mais, quoique Robespierre eût approuvé ce plan, jamais l'assistance n'essaya de le réaliser. (76)

Armand de la Meuse voulait l'égalité de fait de tous les citoyens : le droit aux secours ne serait pas à la charge du Trésor, car les citoyens pauvres devraient donner d'une main ce qu'ils recevaient de l'autre ; il demanda que la « base de la Constitution des Français soit la limite de droit de propriété » sans penser un seul instant aux troubles économiques qui ne pourraient qu'augmenter la misère du peuple.

Billaud Varenne accusa la mauvaise organisation sociale qui rend si petit le nombre des propriétaires ; il aurait voulu que l'on donnât du travail aux pauvres, mais il était l'adversaire d'un « bouleversement subit et convulsif » : il proposa la limitation de la propriété foncière et la création d'un fonds d'héritage des pauvres par des prélèvements sur les successions. Le morcellement de la propriété avait toujours été le désir des Assemblées Révolutionnaires pour lesquelles « la meilleure politique était de faire en sorte que le plus grand nombre des citoyens possédât quelque chose en propre ». (77) Fabre de l'Hérault aurait voulu que tous les citoyens pauvres soient dotés d'un bien de famille.

Nous savons que c'était à la cause même de la misère que la Convention s'était attaquée, mais, devant les difficultés presque insurmontables de réalisation, elle chercha à lutter par une organisation efficace de l'Assistance Publique.

§ 2. — Législation.

Nous entrons dans la grande période d'activité législative ; la Convention transforma en loi les conceptions que nous avons étudiées. Depuis longtemps, nous l'avons vu, le privilège théorique de la bienfaisance obligatoire et nationale avait été proclamé par

(75) *Institutions politiques*, Buchez et Roux, ut supra, t. XXXV, p. 296.

(76) Plan d'éducation nationale de Michel Lepeltier, imprimé par arrêté de la Société des Jacobins, lu à la Convention à la séance du 13 juillet 1793.

(77) Bo, *rapport sur l'extinction de la mendicité*, p. 3.

tous les Gouvernements révolutionnaires ; les troubles politiques et les difficultés financières empêchèrent longtemps les Assemblées d'imposer leurs doctrines au pays. L'article 21 de la déclaration des Droits de l'Homme, annexé à la Constitution de 1793, reconnut formellement le principe du droit aux secours : « Les secours publics sont une dette sacrée, la société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. » L'article 122 de l'Acte additionnel en fit un principe de Gouvernement « La Constitution garantit à tout Français... des secours publics ». En Mars 1793 un décret avait fixé les distributions de secours publics « après avoir déclaré comme principe :

1° Que tout homme a droit à sa subsistance par le travail s'il est valide, par des secours gratuits s'il est hors d'état de travailler.

2° Que le droit de pourvoir à la subsistance du pauvre est une dette nationale ; il fixe les règles générales de distribution des secours par des crédits votés annuellement et il met toutes les dépenses de bienfaisance à la charge de la République. (78)

Trois décrets suivirent : le décret des 28 Juin, 8 Juillet 1793 sur les secours annuels aux enfants, aux vieillards et aux indigents ; des 24 et 27 Vendémiaire An II, sur la lutte contre la mendicité et des 12-27 Floréal an II sur l'Assistance à domicile dans les campagnes et la création d'un livre de Bienfaisance Nationale.

Ces décrets ont pu être appelés le Code de l'Assistance Révolutionnaire ; ils définissent aussi le caractère de l'Assistance. A un droit de pauvres correspond une obligation de l'Etat. Des secours en nature sont dûs aux pauvres impuissants et des travaux aux pauvres valides ; ensuite, l'Etat a le droit de réprimer la mendicité ; déjà l'on voyait préférer l'Assistance à domicile à l'ancien système du domicile de secours.

Ces décrets organisèrent donc les services d'assistance ; le décret du 19 Mars 1793 créa des agences cantonales, soumises à la surveillance des corps administratifs et du pouvoir exécutif, qui devaient distribuer le travail et les secours proprement dits à tous les pauvres du canton (article 6). Les fonctions étaient gratuites et les comptes soumis à la vérification des pouvoirs administratifs et législatifs. Le Décret des 28 Juin-8 Juillet 1793 définit de façon plus précise le fonctionnement des agences. (79) Elles étaient composées d'un citoyen et d'une citoyenne pris dans chaque commune ; s'il s'agissait d'une ville de six mille habitants, il y avait deux agences, une pour la campagne et l'autre pour la ville (art. 2 et 3) ; les Membres nommés par les conseillers généraux pour deux ans étaient renouvelés par moitié annuellement — (art. 4 et

(78) Décret des 19, 24 mars 1793, Bulletin de la commission.

(79) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 118, titre III, § 2.

5) —. L'article 7 les chargea de distribuer chaque trimestre les secours, de surveiller leur emploi, de visiter les malades auxquels ils enverront les officiers de santé (art. 7 et 9) aidés dans leurs travaux par les Municipalités ; les agences étaient également chargées de la création et de la surveillance des travaux de secours. L'art. 2 fixait les bases de la répartition de sorte que la portion contribuable des départements, comparée avec celle non contribuable, faisait, qu'à parité de population, le département qui contenait un moindre nombre de citoyens contribuables avait droit à une plus forte somme de secours. L'article 8 définit les différentes catégories d'assistés et les secours qui leur seraient distribués, ainsi que les travaux de secours prévus pour les pauvres valides, dans les temps morts au travail ou de calamité. Il prévoit également les secours à domicile pour les pauvres infirmes, enfants, vieillards et malades, les maisons de santé pour les malades qui n'ont point de domicile ou n'y peuvent recevoir de secours et les Hospices pour les enfants, les vieillards et les infirmes sans domicile, ainsi que les secours pour les accidents imprévus.

Cette loi des 28 Juin-8 Juillet 1793 (80) confia aux Conseils généraux des Communes l'inscription des pauvres sur les rôles annuels, décidant que les listes seraient publiées et affichées, et décidant ainsi qu'au greffe de chaque municipalité serait déposé un registre où chacun mettrait ses observations.

Le décret du 19 Mars avait prévu le vote annuel de crédits distribués à chaque département (art. 1) dont 4/5 seraient donnés au département pour les établissements de pauvres et 1/5 versé à une Caisse Nationale de Réserve (art. 4) ; quant à l'article 5, il fit de l'Assistance, une dette nationale, et ordonna la vente des biens hospitaliers.

Ces crédits ne furent jamais votés et l'Assemblée se contenta toujours du vote de secours, chaque fois qu'ils étaient nécessaires.

Le décret du 23 Messidor An II ordonna la vente de tous les biens hospitaliers ; son application fut terrible pour les hôpitaux et nous verrons dans quelle misère elle les plongea.

De nombreux décrets s'appliquèrent aux besoins des œuvres d'assistance, nous n'en citerons que quelques-uns pour mémoire : le décret du 5 Mai 1790, avec trois millions cinq cents mille livres pour les enfants trouvés et un million deux cents mille livres pour les dépôts de mendicité : celui des 5-8 Juin 1793 donnait un million pour les dépôts de mendicité ; celui du 13 Pluviose An II accordait pour toutes les Communes de France, une somme globale de 10 millions ; celui du 26 Thermidor mettait vingt millions à la disposition de la commission des secours publics. Il ne faut jamais oublier

(80) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 118

que la dépréciation des assignats réduisait de beaucoup la valeur de ces crédits.

D'importantes mesures furent prises au sujet des pauvres valides ; le décret du 19 Mars 1793 ouvrit des travaux de secours pendant l'hiver ; les crédits destinés à les alimenter étaient fixés sur la demande de l'agence à l'administration « à charge, par les municipalités du canton à qui ces travaux profiteront, d'y appliquer le produit d'une contribution imposée sur elle-même égale au quart en sus de la somme qu'elles réclament ». (81) Ce sont les agences qui surveillèrent les travaux, mais les Municipalités pouvaient se plaindre directement auprès des corps administratifs.

La loi des 24-27 Vendémiaire An II sur la répression de la mendicité étudia ce service. (82) Les travaux étaient entrepris par adjudication au rabais et seuls les indigents valides inscrits sur les rôles annuels des municipalités y étaient admis. La loi prévoyait des travaux sédentaires pour les femmes et les pauvres nubiles. D'autres travaux pouvaient être ouverts sur la proposition des Comités d'Agriculture et de Commerce ; mais aucun crédit pris sur les fonds de secours, ne pourrait leur être affecté. (83) Afin d'éviter un trop grand afflux de travailleurs, le salaire fut fixé au 3/4 du salaire moyen du canton.

Tous les révolutionnaires s'étaient prononcés contre l'aumône que Barère avait éloquemment condamnée dans son rapport sur la Loi du 22 Floréal. La loi du 19 Mars 1793 (84) avait interdit les distributions publiques de secours, les remplaçant par des souscriptions volontaires aux Caisses Cantonales et ces soucriptions, versées aux agences, devaient être proclamées sur l'autel de la Patrie à l'occasion des fêtes Nationales. (85) La loi du 24 Vendémiaire An II interdit à nouveau ces distributions dès l'établissement de la première maison de secours publics et prévoit une amende de deux journées de travail pour les délinquants et de quatre pour les récidivistes.

Les patriotes avaient retardé l'interdiction de la mendicité jusqu'à l'organisation des travaux de secours, mais la lutte avait été envisagée par le décret du 19 Mars 1793 qui prévoyait des maisons de répression et demandait aux Comités de Législation et de Secours Publics de se concerter pour établir des peines contre les mendiants.

La Loi du 24 Vendémiaire An II (Titre I) concernait aussi l'arrestation des mendiants qui devaient être interrogés par le Juge de

(81) Article 10.

(82) Loi des 24-27 Vendémiaire, An II, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 144, titre I des travaux de secours.

(83) Art. 11 et 12.

(84) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 104.

(85) Art. 15 et 16.

Paix et s'ils étaient du district, renvoyés avec un passe-port, mais s'ils n'étaient pas domiciliés dans le district, ils devaient être envoyés à la maison d'arrêt, et ils ne pouvaient être renvoyés à leur domicile que lorsque les Municipalités les réclameraient sinon ils allaient à la maison de répression. (86)

Les étrangers étaient refoulés à la frontière, les suspects incarcérés à la maison d'arrêt et les enfants mendiants étaient séparés.

La détention prévue était d'un an à la première récidive et de deux ans à la seconde (Titre III, art. 2). Si aucune circonstance aggravante ne leur était reprochée, les détenus pouvaient être libérés sous caution de cent livres : « les mendiants, disait l'article 4, qui ne pourront justifier d'aucun domicile, ceux qui seront en troupe, porteurs d'armes offensives, munis de faux certificats ou de faux congés à l'aide desquels ils désigneraient leur nom, le lieu de leur naissance ou domicile, qui contreferont des infirmités, qui seront flétris, demanderont avec menace ou insolence, seront arrêtés et condamnés à une détention d'un an. La peine sera double en cas de récidive ». (87)

La même Loi, prévoyait également la peine de transportation au delà des mers (Titre IV) contre les mendiants à la troisième récidive, et à la seconde s'il y avait des circonstances aggravantes. Ils pouvaient cependant dans ce cas être encore libérés par une caution de 500 Livres ; la peine ne pouvait pas être inférieure à huit ans et n'était applicable qu'aux mendiants ayant plus de 18 ans et moins de 60. Ceux de moins de 18 ans, attendaient dans une maison de détention l'âge qui leur permettrait de subir leur peine. Ces peines pouvaient d'ailleurs être abrégées ou prolongées. Une fois libéré le condamné était doté d'une propriété et d'un instrument de travail dont la moitié du produit lui appartiendrait ; après un an de séjour, il pouvait rentrer en France, s'il restait au-delà des mers et se mariait, sa propriété pouvait être transmise à ses enfants.

Le lieu de déportation choisi, fut dans l'île de Madagascar le fort Dauphin, qui se nomma Fort la loi. (88)

Nous trouvons ces peines fort dures, mais il ne faut pas oublier les peines des galères si nombreuses sous l'Ancien Régime. Le nombre de mendiants était trop grand et la Convention crut nécessaire de mener la lutte avec fermeté. Le système des réclamations par les Municipalités, nous paraît cependant bien injuste.

Des maisons de répression avaient été ordonnées par le Livre III de la Loi. Elles devaient être moins sévères que les dépôts de

(86) Art. 4 et 5.

(87) Art. 4. Bulletin de la Commission, ut supra, n° 544.

(88) Décret relatif aux mendiants condamnés à la transportation, II Brumaire, An II, 1^{er} novembre 1793, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 146.

mendicité qui durent dès lors être fermés et dont les détenus auxquels on n'avait à reprocher aucune circonstance aggravante furent mis en liberté ; les autres furent enfermés dans les nouvelles maisons de répression. (89) Les maisons de répression étaient prévues au chef-lieu du département et situées hors de la ville, les administrations départementales devaient nommer un directeur responsable dont le salaire maximum ne pouvait dépasser deux mille quatre cents livres ; il était aidé par l'Administrateur supérieur, en outre par l'Administration Municipale et en troisième lieu par les agences.

Les détenus étaient astreints au travail, le législateur aurait voulu éviter les moyens de rigueur, sauf le cas de rébellion, et il accorda la connaissance des délits commis à l'intérieur, au Comité de surveillance ; de plus il laissa aux détenus le droit de porter leurs réclamations au Directoire du Département. L'infirmerie de la maison devait être visitée régulièrement par l'officier de santé du canton. La loi, malheureusement, prévoyait l'envoi dans ces maisons des condamnés à peines de réclusion et mélangeait ainsi la charité à la répression.

Les rapporteurs de la loi s'étaient déclarés partisans du domicile de secours qui n'est pas contraire à la liberté, mais nécessaire pour connaître la bonne conduite des pauvres, il fut fixé au lieu de naissance, et cela pour les mineurs même s'ils n'y résidaient pas. Plus tard au lieu où ils avaient un an de séjour. L'obligation du domicile fut supprimée pour les anciens soldats ayant combattu pour la cause de la liberté, et l'on ne refusait pas aux vieillards et aux malades l'hospitalisation dans la maison la plus proche.

Le décret des 28 Juin-8 Juillet 1793 (90) organisa l'assistance des pauvres impuissants. Des secours étaient accordés par l'article 9 à ceux qui présentaient un certificat signé de deux officiers de santé et de l'Agence de secours.

Tout le titre II prévoyait l'Assistance au vieillards qui devait leur être assurée dès que leur âge ne leur permettait plus de travailler ; ces secours étaient proportionnés à leur besoin et à leur incapacité de travail ; ils étaient de deux sortes : secours à domicile et hospitalisation.

Le Législateur donnait sa préférence aux secours à domicile qui étaient donnés à celui des pauvres qui avait un domicile ou au domicile d'un parent ou ami, ou bien partout ailleurs dans le département. C'était une « pension alimentaire, exempte de toute retenue, incessible et insaisissable, dont le taux était fixé tous les deux ans, sur le prix de la journée de travail, par les administrateurs supérieurs (Art. 6). Le maximum était de 120 Livres (Art. 7),

(89) Art. 5.

(90) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 118.

même si des services à la Patrie ont pu le faire augmenter en vertu de l'article 10. Il était payé en trois périodes ; la moitié à 60 ans ; les 2/3 à 65 et la totalité à 70 ans. C'est à ceux qui n'ont pas de domicile que l'on entendait réserver les hospices, mais tout vieillard jouissant de la totalité de la pension pouvait se retirer dans les hospices de l'arrondissement. (Art. 11) Il était libre d'en sortir après avoir exposé aux administrateurs supérieurs ses motifs et avoir reçu leur autorisation ; il pouvait dès lors toucher une pension à domicile. Les administrateurs n'avaient pas le droit d'obliger ces vieillards à des travaux utiles à l'hospice, mais ils pouvaient leur en fournir et le salaire appartenait à ces vieillards. Le produit de leur travail et leur mobilier était remis à leurs héritiers et, seulement s'ils n'en avaient pas, à la Nation. Le décret du 22 Floréal An II (91) organisa les secours publics donnés aux habitants des campagnes, si délaissés par les lois de l'assistance. Ce décret avait été brillamment rapporté par Barère. Il ordonnait l'ouverture dans chaque département d'un registre qui avait pour dénomination « Livre de la bienfaisance nationale » ; dans le Titre I, on prévoyait des secours pour les cultivateurs, les vieillards ou les infirmes ; c'était une pension de 160 livres payables semestriellement aux indigents âgés de 60 ans, dont 20 ans de travail à la terre ; l'âge pouvait être abaissé dans les cas d'infirmité, le nombre d'inscriptions fut fixé à 400 par département, plus quatre inscriptions par mille paysans, pour une population de plus de cent mille habitants. Le Titre II avait prévu des secours aux artisans, vieillards ou infirmes, exerçant depuis 25 ans une profession hors des villes. Les secours n'étaient que de 160 Livres et les inscriptions limitées à deux cents, plus deux inscriptions par mille habitants, au dessus de cent mille ; le Titre III prévoyait des secours aux femmes chargées d'enfants, et le Titre IV organisait l'assistance médicale.

L'Assistance médicale à domicile avait déjà été annoncée par le décret du 19 Mars 1793 (92) dont l'Art. 12 créa des accoucheurs et des accoucheuses dans les villes et les campagnes, ainsi que l'organisation d'établissements pour noyés et asphyxiés.

Le Décret des 28 Juin-8 Juillet 1793 (93) organisa les secours ; un officier de santé devait être placé près de chaque agence, pour visiter gratuitement à domicile tous les individus secourus ; sur un simple avis des agences il devait se rendre à leur domicile et une visite générale était faite tous les mois. L'officier de santé devait tenir un journal annuel de ses travaux dont un exemplaire serait adressé à l'agence et un autre à l'Administration supérieure. L'officier de santé était nommé à la pluralité des suffrages et pouvait

(91) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 193

(92) Art. II.

(93) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 118

être destitué sur la plainte des municipalités par l'Administration supérieure après avoir été interrogé et l'agence entendue. Il était payé cinq cents livres.

Une pharmacie devait s'ouvrir dans le lieu le plus convenable de l'arrondissement et les malades assistés devaient y prendre les remèdes sur ordonnance de l'officier de santé. Il devait y avoir une accoucheuse par canton, payée par l'agence à chaque accouchement (94).

L'assistance médicale dans les campagnes fut reprise par la Loi du 22 Floréal dont le Titre IV est « secours à domicile donnés dans l'état de maladie aux citoyens et citoyennes ayant des inscriptions au Livre de Bienfaisance Nationale. »

Par cette loi il devait y avoir un officier de santé au chef-lieu de district, plus deux par district. L'officier de santé résidant au district était payé 500 livres et les deux autres 340. Huit « postes de remèdes » furent prévus également par district (art. 4). Cependant, le Gouvernement éprouva une certaine difficulté à se procurer des remèdes et les boîtes de réserve qui avaient été prévues ne purent pas être envoyées (95). Sur demande de l'Officier de santé, 10 sous par jour et six sous par enfant au-dessous de 10 ans lui furent accordés.

Une circulaire, en date du 18 Prairial An II, précisa les devoirs des administrations et demanda l'application rapide de la Loi ; elle rappelait la part importante des Municipalités, et exigeait des officiers de santé autant de connaissances médicales que de patriotisme (96).

La Loi du 22 Floréal prévoyait aussi dans son titre V une fête du malheur (97).

La Convention s'était déclarée l'adversaire des hôpitaux ; la législation financière révolutionnaire les plongea dans une grande détresse. La Loi du 22 Messidor An II (98) ordonna la vente des biens hospitaliers ; c'était une nécessité à cause de la pauvreté du Trésor Public ; c'était aussi une conséquence inévitable de la natio-

(94) Loi des 18 juin-8 juillet 1793. Bulletin de la Commission, ut supra, n° 8, t. III, § 2, art. 15 à 24.

(95) N° 221. Cir. de la Com. des Secours Publics aux administrations du district relatives aux boîtes de remèdes, envoyées dans les campagnes. 12 fructidor, an II, arch. indre-1, 702 imprimé.

(96) Circulaire de la Commission des Secours publics du département aux Districts, aux Municipalités, relatifs à l'exécution du décret du 22 floréal, pour la fondation d'un livre de bienfaisance nationale du 18 prairial, an II, 6 juin 1794, archives de la Vendée — L. 460 imprimé — Bulletin de la Commission, ut supra, n° 200.

(97) Titre IV, article 1^{er} : La première fête nationale qui sera célébrée est celle consacrée à honorer le malheur par le décret du 18 floréal, an II.

(98) Bulletin de la Commission, n° 211, ut supra.

nalisation des biens d'Eglise et de la conception Révolutionnaire de l'Assistance Nationale dotée par le Trésor ainsi que le prévoyait la Loi du 19 Mars 1793 ; l'actif des hôpitaux fut proclamé propriété nationale et le passif Dette Publique. Cela nécessita quelques mesures de détail dont s'occupèrent les décrets du 21 Frimaire et du 1^{er} Germinal an III. (99) qui réglèrent la liquidation des créances dues par les hôpitaux. Nous verrons les lourdes conséquences financières de cette loi. Un revirement se produisit. Le Décret du 9 Fructidor An II (100) accorde un sursis à la vente du patrimoine hospitalier et le décret du 1^{er} Brumaire An IV (101) suspendit les mesures administratives prises par le Décret du 23 Messidor, Le Décret du 28 Germinal An IV (102) décida enfin que les biens des hôpitaux seraient affectés aux mandats territoriaux.

La Loi, sur les Congrégations provoqua une crise du personnel hospitalier ; le décret du 18 Août 1792 avait maintenu à titre individuel les Religieuses appartenant aux Congrégations dissoutes, les décrets du 9 Octobre 1793 (103) et du 9 Novembre An II (104) les déclarèrent déchues de leur pension si elles ne prêtaient pas serment et les remplacèrent par « des citoyennes connues pour leur attachement à la Révolution ». Les Religieuses ne devaient toucher aucune pension et aucun secours si elles avaient refusé le serment. (105) et la Loi du 14 Fructidor An IV (106) appliqua aux religieuses assujetties au serment, les décrets du 24 Messidor An III, et du II Thermidor An IV, sur le paiement des pensions des religieuses. Longtemps menacées, les religieuses furent définitivement frappées par les Lois Révolutionnaires et le personnel des hôpitaux fut entièrement sécularisé.

La Convention essaya d'organiser l'Assistance des Services pour les aliénés qu'avait tant négligés l'Ancien Régime. La Loi des 24-27 Vendémiaire, ordonna de transférer les détenus pour cause de démence dans les nouvelles maisons de répression destinées aux mendiants, mais elle laissait leurs parents libres de les réclamer.

Une circulaire de Messidor An II s'inquiéta du nombre d'aliénés qui se trouvaient dans les hospices de vieillards et examina la possibilité de les soigner, elle pensa aussi à guérir les enfants. (107)

(99) Commission, ut supra, n° 244-274.

(100) Commission, ut supra, n° 297.

(101) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 308.

(102) Bulletin de la Commission, n° 328.

(103) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 139.

(104) Commission, ut supra, n° 162.

(105) 24 messidor, an III, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 90.

(106) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 331.

(107) Circulaire de la Commission de Secours publics aux officiers municipaux des communes sur l'exécution du décret du 23 messidor Mes. Archives du Loiret. L. 566 imprimé Bulletin de la Commission, ut supra, n° 212, p. 396.

La Loi de Vendémiaire a prévu l'organisation de l'Assistance médicale aux vénériens, mais elle laissa ce soin à des lois futures. (108)

La Convention réorganisa aussi l'Assistance aux aveugles et aux sourds-muets ; un décret des 8-12 Juin prévoit des maisons départementales destinées aux aveugles (109) ; un décret du 10 Thermidor An III réorganisa l'Institut des Aveugles travailleurs et plusieurs autres lois moins importantes s'occupèrent de la maison des Quinze-Vingt. Nombreux furent les décrets qui organisèrent les secours en argent aux aveugles (110).

La Législation Révolutionnaire organisa également avec grand soin l'Assistance aux enfants trouvés que la Loi des 4-5 Juillet 1793 (111) avait appelés les « enfants naturels de la Patrie ». L'organisation générale était due aux lois du 28 Juin 1793 et du 22 Floréal An II pour ce qui concerne les campagnes. (112) La Loi du 28 Juin 1793 accorda l'assistance entière aux enfants au-dessous de 10 ans, réduisit d'un tiers la pension de 10 à 12 ans puis les plaça deux ans en apprentissage aux frais du Trésor Public.

Les orphelins étaient entièrement à la charge de l'Etat. Les lois d'assistance fixèrent à 80 livres le plafond des secours, voulant laisser aux pères quelque inquiétude sur le sort de leur fils. Meniet dans son rapport à la Convention ne voulut pas maintenir l'obligation pour les filles de déclarer leurs grossesses ; la Police de l'Ancien Régime avait espéré ainsi diminuer le nombre d'avortements et d'infanticides ; le rapporteur préférait développer les asiles pour les couches et le placement en nourrice ; les législateurs révolutionnaires espéraient que des citoyennes charitables élèveraient les enfants abandonnés, mais bien peu répondaient à cet espoir.

Toute une série de décrets prirent les mesures nécessaires à l'application de la loi (113) et l'indemnité payée aux familles char-

(108) Art. 18. Arrêt du Comité de Salut Public sur un essai de traitement des maladies vénériennes, 13 frimaire, an III (3 Décembre 1794). Commission, ut supra, n° 243.

(109) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 115.

(110) 22-23 messidor, an II. Bulletin de la Commission, n° 207. Décret qui porte à 20 sols par jour à compter du 1^{er} nivose, an III, les secours de quinze sols par jours à accorder aux aveugles indigents aspirant à l'hospice des Quinze-Vingt, par décret du 1^{er} mai 1793. 2 pluviôse, an III, décret qui accorde une augmentation de traitement aux aveugles de l'hospice des Quinze-Vingt. 16 pluviôse, an III, Bulletin de la Commission, n° 259.

(111) Bulletin de la Commission, n° 119.

(112) Loi des 28 juin, 8 juillet 1793. Bulletin de la Commission, ut supra, n° 114, titre I, des secours à accorder aux enfants, décret des 22-27 floréal, an II, Bulletin de la Commission, n° 194, titre II, secours à accorder aux mères, aux veuves chargées d'enfants.

(113) 4 germinal, an II, Bulletin de la Commission, n° 187.

gées d'enfants abandonnés fut calculée sur le prix de la journée de travail. (114)

La Convention fonda deux établissements de sourds-muets, à Paris et à Bordeaux, et rendit de nombreux Décrets sur leur organisation. (115) L'éducation des enfants, dont les biens des parents avaient été confisqués, fut confiée à l'Etat. (116)

L'Arrêté du Directoire du 5 Messidor An V (117) éleva l'indemnité des nourrices afin de lutter contre la pénurie de nourrices dangereuses pour les enfants assistés. Les décrets du 13 Août 1792 et du 25 Août 1792 complétés par celui du 25 Janvier 1793 (118) accordèrent le paiement des mois de nourrice dûs par les pères détenus pour ne les avoir pas payés.

Un grand chapitre des lois de bienfaisance révolutionnaire se rapporte à l'Assistance patriotique ; le principe et les règles générales en avaient été fixés par le décret des 26-27 Novembre 1792 (119) qui vint au secours des parents des volontaires. Le rapporteur, Maignet, avait proclamé que « mettre en doute si la société doit pourvoir aux besoins de ces familles, ce serait méconnaître les premiers principes qui constituent les Sociétés ». (120) Les secours furent fixés entre 26 et 40 Livres pour les enfants, 40 à 60 pour les vieillards et 60 Livres pour les épouses. Ce secours modeste, fut élevé par le décret du 5 Mai 1793, mais la dépréciation des assignats le rendait insuffisant même après l'augmentation d'un tiers en Nivôse An II.

La Législation devint de plus en plus généreuse ; elle accorda des secours aux familles de tous les militaires, sauf à ceux partis en remplacement (121) aux veuves et orphelins des militaires décédés pendant leur service, ou tués aux armées (122), aux familles des blessés (123) aux familles des marins de commerce, naviguant

(114) Décret du 19 août 1793. Bulletin de la Commission, ut supra, n° 1, n° 129.

(115) 8 germinal, an II, Bulletin de la Commission, n° 190. 16 nivose, an III, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 252. 25 nivose, an III, Bulletin de la Commission, n° 253. 29 nivose, an III, Bulletin de la Commission, n° 256. Circulaire du 8 ventose, an III, aux administrations du département, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 264.

(116) 15 brumaire, an II, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 148. 19 brumaire, an II, Bulletin de la Commission, n° 150.

(117) Bulletin de la Commission, n° 327.

(118) Bulletin de la Commission, n° 80-84-99.

(119) Bulletin de la Commission, n° 95.

(120) Maignet, *Rapport sur les secours à accorder aux parents des défenseurs de la Patrie*, p. 4, Archives nationales AD XVIII C.

(121) Décret des 4-5 mars 1793, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 109.

(122) Décret du 4 juin 1793. Bulletin de la Commission, n° 113.

(123) 27 nivose, an II, Bulletin de la Commission, n° 165.

pour les besoins de l'Etat, (124) aux parents des militaires partis en remplacement qui avaient été jadis exclus des lois de bienfaisance, (125) aux défenseurs de la Patrie qui s'étaient engagés à la suite de l'enrôlement communal, (126) aux familles des gendarmes à pied du département de Paris, (127) aux veuves des agents civils de la marine, (128) mais elle refusa des secours aux parents des soldats décédés pendant leur service de mort naturelle. (129)

Plusieurs décrets réglementèrent le paiement de ces secours (130) qui devaient être vérifiés par des commissaires communaux. (131)

De nombreux décrets accordèrent des secours aux victimes de l'invasion : (132) aux citoyens morts dans la journée du Champ-de-Mars, (133) aux réfugiés chassés de leur pays par les ennemis de la République : Belges, Corses, Liégeois, Mayençais, Néerlandais, Colons du Cap, de Saint-Domingue, Républicains de Valence, du Nord, des Ardennes, de l'Ouest, et après la chute de Robespierre. aux victimes du terrorisme.

Dans certaines régions, les secours ne furent accordés qu'avec de grosses difficultés ; il fallait faire preuve de civisme, devant des commissions épuratoires, et, parmi elles, celle de Nantes fut célèbre par sa sévérité. Un grand nombre de décisions du Comité de secours furent prises relativement à des cas particuliers. On n'oublia pas non plus les victimes de l'Ancien Régime et l'on prétendit distribuer les biens des aristocrates à ceux qu'ils avaient opprimés.

La Convention rendit plusieurs décrets sur les secours à accorder aux victimes d'accidents imprévus, tels que grêle et inondations. Le décret des 21-23 Février 1793 complété par plusieurs au-

(124) 24 pluviose, an II, Bulletin de la Commission, n° 192.

(125) 24 floréal, an II.

(126) 18 fructidor, an II, Bulletin de la Commission, n° 222.

(127) 20 novembre, Bulletin de la Commission, n° 271.

(128) 18 messidor, an IV, Bulletin de la Commission, ut supra, n° 328.

(129) 26 brumaire, an III, Bulletin de la Commission, n° 240.

(130) 13 prairial, an II, Bulletin de la Commission, n° 198 ; 18 ventose, an II, Bulletin de la Commission, n° 268, arrêté du Directoire de nivose, an IV, Bulletin de la Commission, n° 312.

(131) 21 pluviose, an II, Bulletin de la Commission, n° 175.

(132) 14-18 août 1793, Bulletin de la Commission, n° 128. 6 frimaire, an II, Bulletin de la Commission, n° 150. 14 ventose, an II, Bulletin de la Commission, n° 184. 24 floréal, an II, Bulletin de la Commission, n° 195. 16 messidor, an II, Bulletin de la Commission, n° 206. 9 floréal, an III, Bulletin de la Commission, n° 284. 27 vendémiaire, an IV, Bulletin de la Commission, n° 304.

(133) 1^{er} brumaire, an II, Bulletin de la Commission, n° 149.

tres (134) fixa le mode d'évaluation des pertes et de répartition des secours. (135)

L'Article 13 de la Loi du 19 Mars 1793 avait prévu la création d'une Caisse Nationale de Prévoyance. C'était s'attaquer directement aux causes de la misère, mais jamais cette mesure ne fut appliquée. Plusieurs projets furent déposés par la Convention pour la rendre effective mais sans résultat légalement.

Clavière aurait voulu des caisses départementales ; dans lesquelles les ouvriers auraient versé une contribution variant de 270 à 540 livres et au bout de 30 ans, un tirage au sort annuel eut accordé au gagnant une rente viagère de 126 à 250 livres ; on eut rendu à ceux dont les noms n'étaient pas sortis la somme qu'ils avaient versée, augmentée d'une somme variant entre 130 à 260 Livres (136). C'était l'origine de nos caisses de retraite sur la vieillesse.

§ 3. — *Application des lois révolutionnaires*

Présentée ainsi, la législation de l'Assistance pendant cette période, paraît assez sèche ; il est intéressant de savoir comment elle a été utilisée.

Les insurrections et l'invasion retardèrent l'application des lois révolutionnaires ; plusieurs départements avaient été envahis, la guerre de Vendée se prolongeait par des guérillas sans fin ; à Lyon, Bordeaux, Marseille, Nîmes, Montauban, la réaction triomphait ; les Anglais étaient à Toulon, Dumouriez trahissait, une armée Piémontaise était entrée en France, l'Europe coalisée avait ordonné le blocus, le gouvernement se débattait dans les difficultés financières, les impôts rapportaient peu ; les assignats baissaient, la misère grandissait sur tout le territoire de la République, la Convention devant voter annuellement des crédits, elle préféra recourir à des expédients, accordant des crédits spéciaux pour chaque service d'assistance, lorsque des réclamations parvenaient au Comité des secours. Elle se déchargea sur les agences de l'organisation de l'Assistance, mais peu d'agences avaient été créées, et Roux et Faziac, représentants, en mission en Dordogne et en Charente, constataient l'inexécution des lois du 28 Juin et du 24 Brumaire. Ce furent les municipalités qui durent assumer cette lourde charge, elles le firent partout, avec autant d'énergie que de dévouement. Les ateliers de secours prévus par la loi manquaient de crédit ; les établissements

(134) 1^{er} brumaire, an II, Bulletin de la Commission, n° 145. 11 pluviôse, an II, Bulletin de la Commission, n° 170. 16 messidor, an II, Bulletin de la Commission, n° 206. 8 fructidor, an II, Bulletin de la Commission, n° 215. 29 fructidor, an III, Bulletin de la Commission, n° 227.

(135) Bulletin de la Commission, n° 103.

(136) Archives nationales, XIV 6.

hospitaliers furent obligés de demander des fonds pour chacun de leurs besoins. Le Comité leur accordait, mais cette procédure était longue et les besoins nombreux.

Les lois du 28 Juin et du 19 Août furent en partie appliquées, mais si rarement, que le Comité de Secours nia lui-même qu'elles aient eu des résultats. Saint-Martin reconnut qu'il était impossible d'appliquer les lois pendant la guerre (137). La loi du 22 Floréal reçut un début d'exécution, Saint Martin en espérait l'application complète, et les représentants en mission menacèrent de « l'application des peines révolutionnaires » contre les magistrats coupables de négligence (138), mais les difficultés financières devinrent de plus en plus graves et tout le monde reconnut en l'an III l'impossibilité de faire exécuter la loi.

§ 4. — *Etat de l'Assistance sous la Convention.*

La misère avait augmenté les charges des hôpitaux et la Convention dut s'empresse de leur accorder des crédits, dont les Assemblées précédentes avaient été si économes. Le principe de la vente des biens hospitaliers avait déjà été proclamé par le Décret du 19 Mars 1793, quoique l'application eût été subordonnée à l'organisation définitive de l'Assistance publique. Les établissements hospitaliers protestèrent contre ces projets de spoliation dont les résultats seraient la destruction de tous les hôpitaux (139).

La Loi du 23 Messidor précipita avec brutalité la vente du patrimoine hospitalier ; les Administrateurs d'hôpitaux essayèrent de s'abriter derrière la loi du 19 Mars qui retardait les ventes jusqu'à l'organisation définitive de l'Assistance ; malgré leurs réclamations, on appliqua la Loi dans toute sa rigueur. A Saint Nicolas de Metz on alla jusqu'à saisir un potager (140) et même à Nuits on saisit la caisse qui devait servir aux besoins de tous les jours (141). Le Comité de Mendicité avait accordé un délai de 50 ans pendant lequel les volontés des donateurs seraient respectées mais c'est sans aucun délai que la Convention prit la place de ces derniers. Elle dut alors accorder des crédits de plus en plus importants à la Commission de secours ; 95 millions en l'An II, 488 millions en l'An III. (142) Mais le discrédit des assignats réduisit à fort peu de chose toutes les sommes votées.

(137) Rapport sur un nouveau versement de fonds pour les secours extraordinaires aux indigents de la République, p. 4, Arch. Nat. AD 18 C. 323.

(138) Archives Nationales AD. XIV 10.

(139) Archives Nationales, F. 15 263.

(140) Archives Nationales, F. 15 254.

(141) Archives Nationales, F. 15 262.

(142) Archives Nationales F. 15 9 et 10.

Les hôpitaux militaires furent beaucoup plus favorisés en ces temps de guerre et, alors qu'en l'An II les hôpitaux civils ne recevaient que neuf millions deux cent dix-sept mille huit cent dix Livres, les hôpitaux militaires reçurent cinquante millions cinq cents mille Livres et, en l'An III, deux cent soixante dix-huit millions, contre quatre-vingt-deux et demi aux hôpitaux civils.

Cette situation favorisée attira les plaintes fort nombreuses des administrateurs des hôpitaux civils, et cela particulièrement dans les villes où ces deux catégories d'établissements existaient. Les protestations furent parfois violentes comme celles de Mézières et de Brest. (143)

La misère des hôpitaux était de plus en plus grande, certains se voyaient sur le point de fermer, avec plus aucun revenu certain, souvent, plus même d'argent en caisse et de longs délais à chaque demande de crédits. Ils commencèrent à accuser le Gouvernement ; certaines plaintes venues de Sedan et de Rambervilliers, (144) élevèrent le ton jusqu'à la violence : « existe-t-il dans la République une Commission de Secours ? » s'écriait le Conseil Général de la Commune de Brive. (145) « L'insouciance homicide du Comité a été dénoncée, nos demandes, nos déclarations persévérantes, tout a été vain. » (146) Les hôpitaux demandèrent du secours au Comité qui le leur accorda souvent, malheureusement lentement et, même dans ce cas, que de difficultés ne créa pas cette lenteur ! Les besoins étaient de plus en plus grands, les représentants en mission durent donner des secours aux hôpitaux et les autorités départementales ne craignirent pas de détourner des crédits de leur but pour les affecter aux dépenses de bienfaisance. Ainsi l'hospice de Tulle reçut dix-huit mille francs le 22 Frimaire An IV. (146) Lorsque le Gouvernement protestait contre de pareilles mesures, les Municipalités répondaient comme celle de Morlaix « la faim ne s'ajourne pas ». (147)

Alors que le nombre d'ouvriers sans travail croissait tous les jours, qu'un si grand nombre de foyers étaient détruits par l'invasion, que des familles entières étaient dispersées par la Terreur, les hôpitaux en même temps que leurs charges augmentaient voyaient leurs richesses tomber jusqu'au dénuement complet. Des crédits annuels avaient été prévus par la loi, ils ne furent pas votés, mais de nombreux secours furent cependant octroyés ; ils étaient malheureusement limités par la crise financière qui diminuait le rapport des impôts, et la dépréciation des assignats les

(143) Archives Nationales, F. 15 261.

(144) Archives Nationales, F. 15 ; Lallemand, pièces justificatives, n° 8.

(145) Archives nationales, F. 15 262.

(146) Archives Nationales, F. 15 262.

(147) Archives Nationales, F. 15 263.

rendait absolument insuffisants. Vingt-sept-milliards d'assignats avaient été émis par la Constituante et la Législative ; vingt-cinq milliards six cents millions par la Convention, dont dix-neuf milliards cinq cents millions après le 9 Thermidor. Le Directoire allait encore en émettre seize milliards deux cents millions au début de 1796 ; 100 livres papier ne valaient plus que sept sous, les prix avaient haussé d'autant, mais le Gouvernement maintint le cours légal. Émis, au pair, les Assignats avaient subi une dépréciation de 30 % dans l'hiver de 1792-1793, de 82 % en août 1793 ; des mesures artificielles les avaient soutenus à un cours assez avantageux pendant Décembre ; ils retombèrent aussitôt en 1794 et les variations devinrent de plus en plus grandes d'un jour à l'autre. (148)

Cette situation ne pouvait être que provisoire ; la loi du 21 Juin 1795 réduisit la valeur du papier légal jusqu'au nombre d'assignats en circulation. La loi du 18 Mars 1796 émit des mandats territoriaux échangeables contre les biens nationaux cédés sans adjudication et des assignats au trentième de leur valeur nominale, mais les mandats territoriaux devaient perdre leur valeur et ce ne furent que les lois d'assainissement financier, votées à partir de 1797, qui rétablirent la confiance. En 1797 seulement, on devait voir réapparaître le numéraire.

Les fournisseurs des hôpitaux refusaient en paiement les assignats, on les acceptait à une valeur dérisoire ; l'Hospice de Magnet achetait le blé : 400, 500, et même 600 francs le quintal ; la viande quatre francs la livre et le vin 800 francs la barrique ; (149) enfin les ouvriers refusaient de leur faire crédit.

(148) Le tableau annexé à la loi du 5 nivose, an V, donne aux assignats les valeurs suivantes :

Assemblée Constituante	1790	Janvier	96 %
	1790	Juillet	95 %
	1791	Janvier	91 %
	1791	Juillet	87 %
Législative	1791	Octobre	84 %
	1792	Janvier	72 %
	1792	Juillet	61 %
Convention	1792	Septem.	72 %
	1793	Janvier	51 %
	1793	Juillet	23 %
	1794	Janvier	40 %
	1794	Juillet	34 %
	1795	Janvier	18 %
Directoire	1795	Juillet (Messidor, an IV,	2,97 %
	1795	3 Nov. (Brumaire, an IV,	0,87 %
	1796	1 ^{er} Janv. (Nivrose, an IV,	0,54 %
	1796	1 ^{er} Fév. (Pluviose, an IV,	0,44 %
	1796	22 Fév. (Ventose, an IV,	0,23 %

(149) Archives Nationales, F. 15 260.

Certes la misère économique et la misère grandissante rendaient difficile le bon fonctionnement des œuvres d'assistance, mais la loi de Messidor aggrava beaucoup cette situation. Les indigents étaient aussi malheureux dans les hôpitaux qu'ils l'auraient été s'ils avaient vagabondé librement. A Brest, en Brumaire de l'An IV, les administrateurs allèrent jusqu'à retrancher le morceau de pain que l'on donnait le matin aux enfants et le peu de vin qui était accordé aux vieillards et aux infirmes. (150) A Douai, à partir du 24 Brumaire, l'on ne donnait plus de viande qu'une fois par semaine. (151) A Mézières, la ration de pain fut réduite à une demi-livre par jour (152) et encore la mauvaise qualité de ce pain le rendait-il dangereux pour les enfants et les malades. A l'époque où les législateurs révolutionnaires avaient condamné l'aumône, les administrateurs se virent obligés d'envoyer les pauvres chercher en ville leur nourriture. A Digne, pendant Frimaire de l'An III, les pauvres qui en avaient la force quittaient l'hôpital pendant la journée après avoir reçu une maigre soupe et allaient mendier (153) ; quelle devait être à ce moment la situation des pauvres malades ?

Les hôpitaux n'avaient plus de linge, plus de literie, ils ne savaient comment vêtir les pauvres ; les réparations les plus urgentes n'étaient pas faites ; à St-Flour, les salles d'enfants n'avaient pas de toits, la conduite des latrines était crevée, les fontaines en mauvais état ne donnaient plus qu'une eau malsaine. (154)

Les enfants étaient placés à la campagne, mais les services de l'assistance ne pouvaient payer qu'une pension insuffisante ; ils ne pouvaient donner plus de cent quarante livres et malgré des appels répétés à la bienfaisance, les dépôts d'enfants furent de plus en plus nombreux ; les enfants étaient encore plus malheureux dans les hôpitaux, où beaucoup manquaient de lait (155) et l'on ne pouvait même plus leur donner de bouillie ; parmi les orphelins assistés, un grand nombre fut rendu malade par un pain indigeste et d'ailleurs insuffisant. (156) Les abandons d'enfants se multiplièrent et les hôpitaux ne surent plus où trouver de nourrices ne pouvant payer celles-ci qu'en assignats.

Des mesures exceptionnelles durent être prises contre la disette ; le Gouvernement ayant appliqué la loi sur le maximum,

(150) Archives Nationales, F. 15 251.

(151) Archives Nationales, F. 15 276.

(152) Archives Nationales, F. 15 261.

(153) Archives Nationales, F. 15 277.

(154) Archives Nationales, F. 15 262. Visite de l'Administration du district et des officiers municipaux, assistés de Pierre Merle, maître menuisier et maître Jean Cussac, maçon, en exécution de l'arrêté de l'administration en date du 27 prairial pour constater les réparations urgentes de l'hôpital de St-Flour.

(155) Archives Nationales, F. 15 264.

(156) Archives Nationales, F. 15 276.

sur le cours forcé, des réquisitions furent faites : « la première loi est que le peuple puisse vivre », disait un représentant en mission dans le Calvados. (157)

Des distributions de blé furent faites à la population du Havre ; dans d'autres villes, seulement aux hôpitaux et aux pauvres assistés ; dans presque toutes, on rationna le pain ; à Bayonne, (158) pendant le mois de Fructidor de l'An III, chaque habitant n'eût droit qu'à une demi-livre de pain de maïs. A St-Germain, (159) le 9 Thermidor de l'An III, il ne fut plus donné qu'une livre de farine par habitant ; à Rouen, on donnait quatre onces de pain aux indigents, et le 9 Fructidor, les distributions se firent chaque jour plus rares. (160) Ces villes limitèrent en fait de plus en plus le nombre des pauvres ayant droit aux distributions de pain et la population entière souffrit de la disette.

§ 5. — *La misère générale cause d'insuccès*

La guerre civile, l'invasion, les lois terroristes avaient ruiné le commerce et l'industrie. « On sent, disait le Comité de Salut Public, que les riches font peu travailler l'artisan en ce moment. » (161) Le départ des riches étrangers et l'émigration de la noblesse et de la bourgeoisie avaient fait périlcliter le commerce de luxe. Le blocus de la République par l'Europe coalisée, avait détruit la balance commerciale. Dans Lyon, rebelle, toutes les manufactures étaient fermées ; le nombre des indigents augmentait tous les jours et il y avait trente mille chômeurs. (162) A Lille, ils étaient vingt huit ou trente mille pauvres. (163) A Nantes, quarante mille chômeurs (164), à Amiens, quinze cents mendiants. (165) A Cambrai où la population n'était que de dix-sept mille habitants, il y avait six mille indigents. (166)

Lorsque la réaction Thermidorienne supprima la loi sur le maximum, les commerçants, pressés de regagner l'argent perdu, haussèrent les prix, et beaucoup d'hôpitaux ruinés ne purent ache-

(157) Archives Nationales, AF. 1.173, n° 541, Bulletin de la Commission.

(158) Archives Nationales, AF. 1.172, Bulletin de la Commission, n° 358.

(159) Archives Nationales, AF. 1.170.

(160) Archives Nationales, AF. 1.173. Bulletin de la Commission, *op. cit.*, n° 546.

(161) Recueil des actes du comité de Salut Public. Tome VI, p. 302.

(162) Moniteur, tome XV, p. 353.

(163) Recueil des actes du comité de Salut Public, I., p. 113.

(164) Archives Nationales, AF, 1.173. Bulletin de la Commission, n° 544.

(165) Recueil des actes du comité de Salut Public. tome VI, p. 301.

(166) Archives Nationales, AF. 1.174. Bulletin de la Commission, *op. cit.*, n° 549.

ter des marchandises en nombre suffisant. On vit le pain à 15 francs la livre alors que les ouvriers de Marly ne gagnaient que cinq livres douze sous par jour. (167)

Il était difficile à une époque de pareille misère alors que les grandes fortunes étaient dispersées, que le nombre des indigents tendait à égaler celui de la population aisée, d'organiser l'Assistance Publique, surtout avec les lois trop hardies de la Convention qui avaient ruiné les œuvres hospitalières. Celles-ci n'auraient pas pu suffire à l'accroissement de leurs charges provoqué par la période troublée qu'ils traversaient ; à plus forte raison, la législation révolutionnaire devait-elle peu les favoriser.

(167) Archives Nationales, AF. 1.170. Bulletin de la Commission, n° 524.

CHAPITRE III

3^e PERIODE — VENDEMAIRE AN V

§ 1. — *Œuvre Doctrinale*

Les Gouvernements révolutionnaires avaient fait de magnifiques promesses aux pauvres du pays ; ils s'étaient reconnus débiteurs envers eux. Aux pauvres valides, ils devaient assurer le travail ; aux vieillards et aux infirmes, ils promettaient des hospices et des secours, aux malades, des soins soit à leur domicile, soit dans les hôpitaux. Malheureusement tandis que le nombre des indigents augmentait de façon inquiétante, les œuvres de charité étaient ruinées. La loi du 23 Messidor fut accusée de cette misère, qui était cependant, en grande partie, le résultat de la crise économique. Cette loi augmentait les charges de l'Etat et il était impossible au Trésor Public de pouvoir subvenir aux besoins de la nation, à une époque où la misère était très grande, car, alors qu'il aurait fallu augmenter les crédits d'assistance, les impôts dans le même temps ne rapportaient plus. Le budget de la guerre s'enflait tous les jours et les soucis de la politique intérieure laissaient aux gouvernements bien peu de temps pour étudier les services de bienfaisance. Dijon protestait et tous les hôpitaux devenaient de plus en plus pressants. (168)

Dès le II Thermidor, Delecloy proposa la suspension de la Loi et, le 9 Fructidor, les premières mesures provisoires étaient prises, puis ce fut le rapport de Zangiacomini, le 2 Brumaire, qui dénonça le danger de voir la mauvaise gestion des hôpitaux augmenter le budget de l'assistance. « Chaque hospice exagère ses dépenses, disait-il et le plus souvent se refuse à rendre des comptes ». (169)

Le rapporteur estimait que le fait de rendre aux hôpitaux et autres établissements de bienfaisance les revenus et les biens

(168) Aux représentants de la Nation, le Conseil Général de la commune de Dijon, 25 germinal, an III, Bibl. Nat., Rap. 3.817.

(169) Rapport sur la proposition de rendre aux hôpitaux et autres établissements de bienfaisance les revenus et les biens qu'ils possédaient avant la loi du 23 messidor, an II, par Joseph Zangiacomi., Arch. Nat. AD. XVIII C. 285.

qu'ils possédaient avant la Loi du 23 Messidor an II serait un excellent moyen de réduire le nombre d'assignats en circulation.

Les derniers défenseurs des lois révolutionnaires craignaient l'inégalité de la distribution des secours, qui avaient été parfois scandaleuses sous l'Ancien Régime, ils ajoutaient que le domaine national, garantissant les créances sur l'Etat, ce serait un véritable vol que de détourner une partie des biens nationaux. Delecloy continua la lutte qu'il avait commencée dès la chute de Robespierre, il multiplia les rapports contre la loi du 23 Messidor. Il l'accusait d'avoir tué la charité privée dont l'importance était si grande avant la Révolution ; il se montrait l'adversaire de la centralisation qui rend très lente la distribution des secours et il abandonnait la conception révolutionnaire du droit de l'indigent aux secours et celle de l'obligation de la Nation. « Il peut être bien plus vrai en politique écrivait-il de dire que le Gouvernement ne doit rien à qui ne le sert pas, que le pauvre n'a droit qu'à la Commisération générale et que, si le Gouvernement intervient, ce n'est peut-être que comme exemple et principal moteur » (170) C'était l'abandon d'une théorie à laquelle tous les Comités et toutes les Assemblées étaient restés fidèles.

Delaporte d'ailleurs, lui, aussi, pensait que le Gouvernement qui « avait bien d'autres soucis » ne pouvait pas être bien utile aux pauvres. (171) .

Le rapporteur Durand-Maillane était hostile au projet de Delecloy, mais il ne soutint pas la centralisation révolutionnaire ; il fut partisan de l'autorité municipale sur les œuvres de bienfaisance. (172). Il ne pensait pas que l'Assistance fût un devoir de l'Etat, mais il n'avait aucune confiance dans la valeur des administrateurs des hôpitaux, et Lebrun (173), qui combattait Delecloy, employa les mêmes arguments. La Loi de Messidor, si peu défendue fut enfin rapportée le 16 Vendémiaire An V : c'était la troisième période de l'Assistance révolutionnaire qui s'ouvrait. La doctrine du droit de l'indigent avait perdu ses partisans.

La Constitution de l'An III ne l'avait pas proclamée, en vain la cherchera-t-on en l'An V ; cependant l'idée d'une

(170) Rapport sur la loi du 23 messidor prononcée à la Tribune de la Convention Nationale, le 10 thermidor, an III, de la République Française, par Delecloy, Député de la Somme. Archives Nationales, AD. XVIII C. 285 ; rapport sur l'organisation générale des secours publics présenté à la Convention par Delecloy dans la séance du 12 vendémiaire, An IV. Archives Nationales AD. XVIII C. 323.

(171) Rapport fait au Conseil des Cinq-Cents au nom de la Commission des Secours Publics par Delaporte, le 13 messidor, an IV. Archives Nationales AD. XVIII C. 389.

(172) Rapport présenté par Durand-Maillane sur la Révolution concernant les Hospices civils ; 4^e jour complémentaire de l'an IV.

(173) Conseil des Anciens, opinion du citoyen Lebrun sur le projet de résolution du 15 fructidor. Archives Nationales AD. XVIII C. 389.

obligation se maintint, et la Loi dira par exemple que les enfants « seront reçus » et non pas « pourront l'être ». Il resta encore des survivances de la doctrine révolutionnaire : Lacuée pensa que l'Assistance publique était une dette sacrée. « Tout membre d'une Association politique qui ne jouit pas d'une propriété suffisante pour le faire vivre ou de la possibilité de gagner sa vie par le travail a un droit rigoureux sur les propriétés et le Travail de ses co-associés. » (174) Ce fut surtout après le Coup d'Etat du 18 Fructidor, lorsque les modérés furent écartés du pouvoir que l'on vit un renouveau de la législation Révolutionnaire et, le 26 Nivose An VI, il se trouva des représentants du peuple pour proposer la réunion des biens hospitaliers en une masse nationale. Si les théories révolutionnaires furent abandonnées, si des mesures de décentralisation furent reprises par les législateurs, la Révolution ne fut cependant pas inutile, elle détruisit les principaux abus du passé. Si les nouveaux Gouvernements ne réussirent pas à établir l'égalité de traitement entre les hôpitaux des campagnes et des villes, et même l'égalité de fortune entre ces divers hôpitaux, ils unifièrent cependant l'administration et soumirent les comptes de toutes les œuvres hospitalières à des vérifications rigoureuses et l'on ne vit plus le désordre passé. (175)

§ 2. — *Législation.*

Benezech dans sa Circulaire du 25 Pluviosé de l'An IV (176) avait déclaré la nécessité d'une révision générale de la législation et y passait en revue les quatre classes d'assistés : les orphelins, les malades, les vieillards, et les indigents valides. Il se montrait l'adversaire des hôpitaux et voulut réorganiser l'assistance médicale à domicile et créer des bureaux de bienfaisance. Il traita également de l'organisation des hospices de vieillards, des enfants, des indigents valides et des secours à domicile. Il demanda au Comité de dresser un tableau des œuvres existantes et d'étudier les moyens de répartition des fonds pour les alimenter. Le Ministre pensa que les hôpitaux des villes, susceptibles d'avoir moins de cinquante malades, étaient très onéreux et ne pouvaient rendre aucun service aux paysans éloignés ; il estimait qu'il fallait donc organiser dans les campagnes l'Assistance à domicile et réserver les hôpitaux aux grandes villes. Benezech pensa confier ces services à des bureaux de bienfaisance ; ce fut le décret du 7 Frimaire de l'An

(174) Conseil des Anciens. Opinion de Lacuée sur la résolution relative aux hôpitaux civils. Archives Nationales A.D. XVIII, C. 389.

(175) Vadeville, t. I, p. 66.

(176) Instruction du Ministre de l'Intérieur aux administrations du département sur l'organisation des services d'assistance du 25 pluviosé, an IV, (14 février 1796). Bulletin de la Commission, n° 319.

V (177) qui en régla l'organisation. C'était un retour vers les bureaux de charité de l'Ancien Régime. Dans chaque commune, il y eût un ou plusieurs bureaux de cinq Membres, élus par les Administrations communales qui répartirent les secours. Benezech voulut qu'une salubre économie présida aux distributions de secours ; il aurait vu volontiers des femmes participer à ces travaux et dans sa circulaire du 16 Nivose An V il donnait des conseils sur le choix des Membres du Bureau : « il faut, disait-il, les choisir pour leur vertu civique, mais il faut qu'ils appartiennent aux arrondissements dont ils gèreront les œuvres de bienfaisance : il est nécessaire qu'ils soient rapprochés des indigents pour les bien connaître ».

Le décret du 17 Frimaire avait créé de nouvelles ressources. Il rétablit l'ancienne taxe sur les spectacles, un droit de un décime par franc perçu sur les recettes des théâtres et autres lieux de plaisir pour la caisse de secours des indigents non hospitalisés. Les sommes réunies furent gérées, ainsi que les dons particuliers, par les bureaux de bienfaisance et le droit des pauvres, établi pour six mois, fut prorogé de six mois ou d'un an par plusieurs décrets. (178)

Enfin l'article 6 du Décret abrogeait les lois du 19 Mars 1793 et du 22 Floréal An II. Monsieur Béquet commit donc une erreur lorsqu'il écrivit dans son ouvrage sur le régime et la législation de l'Assistance Publique et privée en France, que le « vaste code de bienfaisance » de la Convention s'était maintenu, si non en pratique du moins en droits jusqu'à nos jours. La circulaire de Benezech en date du 25 Pluviose, avait condamné le régime des hôpitaux. « Les hôpitaux, voilà tout ce que l'Ancien Gouvernement, disait la Commission du Directoire, a fait en faveur de la population indigente et cependant, indépendamment des vices de l'Administration intérieure de ces établissements, ils ont une influence funeste sur les mœurs des peuples. « Comme tous les hommes de la révolution ils préféraient l'Assistance à domicile ». Il y a beaucoup à gagner pour les mœurs à laisser au milieu des siens un chef de famille, sa présence, malgré les maladies qui arrêtent son activité, le respect qu'elle inspire maintient l'ordre dans la maison. La vue de ses besoins, le sentiment de ses maux, les soins qui lui sont prodigués réunissent autour de lui les pures affections de la nature ; tout dans cet intéressant tableau présente une instruction morale de la famille. « On craignait beaucoup l'oisiveté des indigents dans les hôpitaux » et on remarquait aussi que les convalescences y étaient plus longues ; l'habitude des soins gratuits pro-

(177) Bulletin de la Commission, n° 336.

(178) 22 floréal, an V, Commission, ut supra, n° 348 ; 8 thermidor, an V. Commission n° 355 ; 2 frimaire, an VI, Commission, n° 361 ; 19 fructidor, an VI, Commission, n° 374 ; 6° jour complémentaire de l'an VI. Bulletin de la Commission, n° 403.

duisait dans les convalescences, l'insouciance et l'amour de la paresse ; les malades perdaient le goût du travail et souvent les hospices ne rendaient que des mendiants à la société. (179)

Des mesures très importantes, annoncées déjà dans la deuxième période, furent prises par le Directoire. Les décrets du 9 Fructidor de l'An III avait sursis à la vente des biens, le Décret du 2 Brumaire An IV avait suspendu le Décret du 25 Messidor, et la Loi du 16 Vendémiaire An V l'abrogea définitivement. (180)

Il laissa aux hôpitaux leurs immeubles et leurs rentes ; les biens qui leur avaient été enlevés et vendus devaient être compensés par des biens nationaux ; et les rentes perpétuelles ou viagères, dues par les hôpitaux, cessaient d'être portées au Livre de la Dette Publique. C'était la restauration de l'Ancien patrimoine hospitalier et l'abandon de la doctrine révolutionnaire. La loi du 16 Vendémiaire ne rétablit pas cependant le bureau d'administration qui existait sous l'Ancien Régime. Dans chaque hôpital, elle institua une commission de cinq Membres nommés par les administrations municipales et, dans les communes ayant plusieurs municipalités, par l'administration départementale.

La loi du 23 Brumaire de l'An V (181) confia à un seul receveur la perception des revenus de tous les hôpitaux d'une même commune et la réunion de leurs biens à une masse commune. Les fonctions et la nomination des commissions administratives furent prévues par la Loi du 16 Messidor de l'An VII, et toutes ces dispositions furent complétées par une circulaire du Ministre de l'Intérieur (182) qui rappela aux communes qu'il ne devait y avoir en aucun cas plus d'une commission par commune, que les municipalités, sous l'autorité de l'Administration départementale, avaient un droit de surveillance et que l'administration intérieure resterait confiée aux Commissions, mais qu'aucune innovation ne devait être apportée au régime des maisons, sans une approbation du ministre lui-même. Toute une série de décrets enfin réglementèrent l'application des mesures de reconstitution du patrimoine hospitalier ; liquidation des créances et rentes foncières dues aux hospices, des dettes exigibles au profit de ceux-ci, des rentes qui devaient être fournies aux hôpitaux. (183) Un autre décret affecta

(179) Bulletin de la Commission, recueil de textes, ut supra, p. 432.

(180) Bulletin de la Commission, n° 331.

(181) Commission, ut supra, n° 334.

(182) Ministère de l'Intérieur (Bénézech) instructions pour les administrations centrales du département sur l'exécution de la loi du 16 vendémiaire, an V, relative à l'Administration des hôpitaux civils ; prairial, an V ; Bulletin de la Commission, n° 553.

(183) Loi du 29 pluviôse, an V, Commission, ut supra, n° 332. 9 prairial, an V, Commission, n° 354.

à cet usage une partie de la contribution personnelle et mobilière, mais il ne fut guère appliqué. (184)

Le Décret du 3 Vendémiaire An VIII fixa l'utilisation par les hôpitaux des revenus provenant des remboursements de rentes et celui du 16 Vendémiaire An VIII ordonna un prélèvement sur les contributions directes en faveur des hospices et des enfants assistés. (185)

Le Directoire allait aussi réformer les dépôts de mendicité par un arrêté daté du 17 Thermidor An VI (186) qui les confia à des entreprises instituées par une instruction du Ministre de l'Intérieur du 5 Fructidor An VI. (187) Le Gouvernement était l'adversaire de ces maisons et voulait les réorganiser sur des principes nouveaux ; « ces dépôts, de l'avis de la commission des monuments d'ancien régime, en les établissant, on avait eu pour but d'extirper la mendicité, mais alors la religion en faisait presque une vertu, le travail se trouvait flétri, et l'oisiveté en honneur. » (188) Le Directoire étudia l'Assistance à l'étranger pour arriver à une réforme utile et il résolut d'établir un travail obligatoire, avec divers ateliers, en rapport avec la force des détenus. Il pensa instituer un ou deux ateliers de force, occupant une trentaine d'hommes sur les deux cents de chaque dépôt ; mais il préféra employer ces hommes à des travaux agricoles et ne voulut pas les astreindre à des besognes trop avilissantes. Des filatures furent ouvertes pour les femmes, mais il reconnut qu'il serait difficile d'organiser les travaux pour détenus, car la plupart des métiers exigent soit des connaissances, soit un long apprentissage, soit des matières premières, soit des outils qui pourraient devenir des armes ; aussi vit-il plus volontiers les pauvres secourus, autant qu'il le serait possible, par des secours à domicile, mais il les souhaitait peu abondants, et toujours en nature et il voulait réserver les distributions publiques au Gouvernement Constitutionnel qui établirait les lois contre la mendicité.

Le Directoire organisa par plusieurs lois l'assistance des enfants abandonnés ; la loi du 27 Frimaire de l'An V (189) ordonna l'admission d'office dans les hôpitaux des enfants trouvés qui restaient néanmoins sous la tutelle du Président d'Administration municipale. Des mesures enfin furent prises contre l'abandon des enfants ailleurs que dans les hospices, prévoyant une condamnation correctionnelle à trois décades de prison.

(184) 26 fructidor, an VI. Bulletin de la Commission, n° 375.

(185) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 404.

(186) Commission, ut supra, n° 370.

(187) Instruction du Ministère de l'Intérieur, François de Neufchâteau, aux administrations centrales du département, sur l'exécution de l'arrêté du Directoire en date du 17 Thermidor et sur les travaux à établir dans les dépôts de mendicité ; commission, ut supra, n° 371.

(188) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 477.

(189) Bulletin de la Commission, n° 339.

Le Directoire maintint le principe en faveur sous toute la Révolution, aussi bien que sous l'Ancien Régime du placement des enfants à la campagne. L'arrêté du Directoire du 30 Ventose an V (190) régla le placement chez les nourrices ainsi que la garde des enfants jusqu'à leur majorité et les crédits accordés par l'Etat furent déterminés par les Lois du 26 Fructidor An VI (191) du II Frimaire An VII (192), du 6 Vendémiaire An VIII. (193)

Le Directoire assura de façon très active l'Assistance patriotique ; plusieurs décrets accordèrent des secours à une nouvelle catégorie d'indigents : les fonctionnaires publics de la République Cisalpine et les Républicains Italiens réfugiés en France. (194) De nouveaux décrets réglèrent les secours accordés aux familles des défenseurs de la Patrie ; enfin nous citerons les lois du 19 Vendémiaire de l'An VI. (195)

Les crédits ouverts par la loi du 10 Prairial furent maintenus et on distribua ainsi les quinze millions accordés ; quatre millions secoururent les victimes des grêles, des inondations, épizooties et autres accidents imprévus ; trois millions cinq cents mille livres furent accordés comme secours aux départements des Deux-Sèvres, de la Loire-Inférieure et de la Vendée ; quant aux sept cent mille livres restantes, elles devaient être réparties entre les départements ayant souffert des ravages de la guerre, avec distribution *au marc le franc*. Le Ministre de l'intérieur enfin, par une ordonnance, refusa la distribution des crédits en indemnité et ordonna la distribution en secours (196) aux administrations centrales du département sur la liquidation des secours de six cent mille francs accordés par la Loi du 22 Frimaire, en faveur des citoyens qui ont éprouvé des pertes par accidents extraordinaires et imprévus, du 21 Ventose An VI. (197)

Telle se présente, brossée très rapidement mais avec autant de précision qu'il nous était possible de le faire, la situation en fait et en droits de l'assistance publique en France pendant la Révolution. Cette étude était nécessaire pour pouvoir examiner plus en détail les conséquences de cet état matériel et de cet état législatif sur le département du Puy-de-Dôme qui nous intéresse plus spécialement.

(190) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 345. Arrêté du Directoire exécutif concernant la manière d'élever et d'instruire les enfants abandonnés, 30 ventose, an V ; 20 mars 1797.

(191) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 376.

(192) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 387.

(193) Bulletin de la Commission, n° 404.

(194) Décret du 28 prairial, an VII, Bulletin de la Commission, n° 397, du 28 thermidor, an VII, Bulletin de la Commission, n° 401.

(195) Bulletin de la Commission, n° 358.

(196) Circulaire du Ministre de l'Intérieur (Le Tourheux).

(197) Archives Nationales, A.F. III 95. Dossier 411 imprimé

TITRE III

LES ŒUVRES D'ASSISTANCE DANS LE PUY-DE-DOME SOUS LA REVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LES HOPITAUX DU PUY-DE-DOME SOUS LA REVOLUTION

Nous savons que le Comié de mendicité avait envoyé en Juillet 1790 à tous les établissements de Bienfaisance un questionnaire détaillé. (198)

Les Administrateurs du Puy-de-Dôme, tièdes révolutionnaires, ne s'empressèrent pas de satisfaire le Gouvernement. En décembre 1791 et en Avril 1792, le Comité de secours publics fit à nouveau une enquête et l'administrateur du département envoya un nouveau questionnaire le 6 Fructidor de l'An III. L'hostilité des bureaux d'hôpitaux contre la législation Révolutionnaire qui les privait de la plus grosse partie de leurs ressources nous est connue et lorsqu'ils répondirent au questionnaire ce fut toujours en se plaignant et en exagérant leur détresse. Le 25 Février 1791, le Comité de Mendicité demanda de combien la suppression des droits féodaux et des octrois avait diminué la fortune hospitalière du

(198) Modèle de questionnaire :

- 1° La fondation, par qui et de combien est la fondation.
- 2° La destination de chaque hôpital.
- 3° L'état des dettes actives et passives.
- 4° Le régime intérieur.
- 5° Le régime extérieur pour l'administration des lieux.
- 6° Le nombre des individus qui sont à l'hôpital, soit malades soit pensionnaires et prix de la pension de ces derniers.
- 7° Nombre des Administrateurs — Nom, date de nomination et durée de leur administration.
- 8° Les derniers comptes-rendus et ceux à rendre.
- 9° La position de l'hôpital.
- 10° Si l'air est sain.
- 11° Les moyens qu'on pourrait prendre pour procurer la salubrité et la commodité. (Archives Départementales, L. 2.633.)

Puy-de-Dôme et les administrateurs ne virent là qu'une excellente occasion d'exposer leurs doléances. Ce parti pris de réclamations et parfois même d'hostilité ne donne pas aux chiffres que nous possédons l'impartialité désirée.

Dans le premier paragraphe nous étudierons les hôpitaux du département, que ce soient des hôpitaux proprement dits, réservés aux malades, ou d'anciens hôpitaux généraux acceptant toutes les classes pauvres.

§ 1. — *Hôpitaux du district d'Ambert.*

La destination de l'hospice d'Ambert (199) fut modifiée par les gouvernements de la Révolution, qui en firent une maison civile et militaire. Il avait toujours contenu des pauvres, des malades et des enfants et nous y trouvons, en l'An III, quelques volontaires et quelques prisonniers. Cet établissement hospitalisait en général une centaine d'individus, (200) mais les administrateurs se débattaient entre l'augmentation des charges, et l'appauvrissement des ressources. Le 25 Messidor An III, ils adressèrent des demandes pressantes au Comité ; ils n'avaient plus, disaient-ils, que quatre setiers et demi de farine, alors qu'ils avaient 93 pauvres à nourrir ; en même temps, ils avaient vu diminuer leur fortune, leurs charges constamment augmenter et l'hospice s'était trouvé épuisé par le passage de la levée en masse qui marchait alors sur Lyon. Ils avaient tenu également à assurer le service des enfants trouvés, toujours très lourds même sous l'Ancien Régime et ils se plaignaient de la cherté des denrées et du faible pouvoir d'achat des assignats.

La loi du 23 Messidor avait plongé l'hôpital dans une grande misère : 900 livres de biens fonds avaient été vendus : quatre cents livres de rente sur l'Hôtel-de-Ville de Paris ou sur les tailles, et trois cents livres de rentes sur des particuliers avec les arrérages échus avaient été saisis par l'Etat. La misère était si grande que les Administrateurs du département s'émurent de l'extrême indigence de l'hospice ; ils pressèrent le Comité des secours publics d'accorder une aide rapide, mais la Commission ne répondit même pas à leurs demandes. Les Administrateurs de l'hospice devinrent pressants, ils étaient « dans la position la plus désagréable, poursuivis par les cris d'une foule d'individus à qui tous les objets de première nécessité manquaient totalement, ayant sous leurs yeux, depuis le premier rayon de l'aurore jusqu'au crépuscule du soir,

(199) Archives départementales, L. 2.635.

(200) En fructidor, an III, l'hospice contenant 29 hommes, 38 femmes, 33 orphelins dont 7 garçons et 26 filles, 3 volontaires et deux prisonniers.

le spectacle déchirant d'une troupe énorme d'enfants ou à la mamelle ou dans le premier âge... » « Le 18 Thermidor de l'An III ils demandèrent un crédit de cent vingt-trois mille trois cent quatre-vingt livres, et ils craignaient que l'on ne trouvât cette demande exagérée. » Elle paraît à la vérité considérable, mais après l'avoir comparée à la cherté inouïe des denrées elle n'est point du tout considérable ». La Commission de Secours Publics ne leur donna pour les trois premiers trimestres de l'An III que quinze mille cent vingt livres. Il était impossible de nourrir avec de si faibles sommes les 90 pauvres de l'hospice.

Le 29 Thermidor, la pauvreté de l'hospice était encore plus grande, il dut recevoir 350 « enfants naturels de la Patrie » et chaque jour, les parents venaient déposer leurs enfants, et les nourrices mal payées refusaient de s'en charger. La Commission n'ayant donné aucune suite aux réclamations, c'est l'Administration départementale qui accorda, le 27 Fructidor de l'An III, une avance de soixante dix huit mille six cents livres sur la Caisse du District en demandant aux administrateurs de l'hospice de rembourser cette somme dès que la Commission de Secours leur aurait accordé quelques crédits. Les comptes de l'hospice montrent l'absence de tout secours national pendant l'An III alors que l'importance des sommes nécessaires à l'assistance des enfants atteignait presque la moitié des dépenses totales. (201)

Nous voyons la dépréciation des assignats enfler de façon démesurée les comptes de l'hospice, mais le déficit rester toujours important jusqu'à l'An VIII, date à laquelle l'établissement res-

(201) Situation de l'hospice pendant le trimestre de messidor, an III :

138 individus, dont 38 hommes, 66 femmes, 34 enfants.

Recettes :

Fonds fournis par la Commission de Secours Publics.	
Publics	Néant
Chapitres divers	211.707 £ 15 s.

Dépenses :

Réparation des bâtiments	2.457 £ 15 s.
Subsistance	57.923 £ 10 s.
Vêtements et coucher	582 £
Ameublement	131 £
Travail	377 £
Frais de bureau	109 £
Avances pour les orphelins	60.712 £ 15 s.

Total 135.541 £

En Caisse, la différence soit : 76.166 £ 15 s.

taut devoir des sommes importantes à ses fournisseurs et même à ses employés. (202)

L'hôpital St-Joseph d'Arlanc (203) était destiné aux malades et aux infirmes ; les revenus de son patrimoine suffisaient à ses dépenses, mais, lorsque la loi du 23 Messidor eut nationalisé ses biens, il subit la même crise que tous les autres établissements et se vit à la veille de fermer. Il ne put continuer son œuvre que grâce à une avance de 200 livres que lui firent les Administrateurs du District d'Ambert.

§ 2. — Hôpitaux du district de Besse.

L'Hôtel Dieu de Besse (204) était un des mieux gérés sous l'Ancien Régime : le bureau était composé de six Administrateurs ; les uns membres nés par suite de leurs fonctions, et les autres, nommés par la ville. Il recevait tous les pauvres, malades, blessés, infirmes des deux sexes, ainsi que les orphelins ; il n'avait que 14 lits, mais il avait organisé le service des secours à domicile et venait ainsi en aide à quarante ou cinquante indi-

(202) Situation de l'Hospice :

Pendant le trimestre de Germinal, an IV :

44 individus, dont 4 hommes, 11 femmes, 29 enfants.

Total des Recettes 41.417 £ 12 s. 4 d.

Total des dépenses 48.994 £ 17 s. 4 d.

Déficit 7.577 £ 5 s. 1 d.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an V :

56 individus, dont 9 hommes, 20 femmes, 27 enfants.

Total des recettes 26 £ 9 s.

Total des dépenses 4.286 £ 9 s.

Déficit 4.260 £ 9 s.

Pendant le trimestre de Messidor, an VI :

28 individus, dont 11 hommes et 17 femmes.

Total des recettes 1.768 £ 25 s.

Total des dépenses 1.661 £ 10 s.

Pendant le trimestre de Nivose, an VIII :

41 individus, dont 19 hommes et 22 femmes.

Total des recettes Néant

Total des dépenses 2.185 £ 40 s.

Pendant le trimestre de Nivose, an VIII :

32 individus, dont 11 hommes et 21 femmes.

Total des recettes 381 £ 20 s.

Total des dépenses 867 £ 75 s.

Déficit 486 £ 55 s.

Il était dû en outre une somme de 7.264 £ 90 à divers fournisseurs ou particuliers et 2.503 £ 70 s. aux employés pour arrérages.

(203) Arch. Dépar., 2.633 et 2.637.

(204) Arch. Dépar., L. 2633 et 2638.

gents. Le 10 Octobre 1790 il répondit un des premiers à l'enquête du Comité de mendicité.

Les revenus de cet hôpital suffisaient à ses dépenses. Comme tous les autres établissements il se trouva sans ressources après l'application de la Loi Messidor. Il avait demandé quarante mille livres pour ses dépenses de l'An IV, la Commission lui envoya le 23 Vendémiaire, trente neuf mille six cents vingt livres, mais le 15 Brumaire, les Administrateurs de l'hospice eurent leur caisse vide et ne continuèrent à nourrir les pauvres qu'à l'aide d'emprunts de sorte que le 1^e Vendémiaire de l'An VIII, l'hôpital avoua plus de douze mille francs de dettes. (205)

§ 3. — Hôpitaux du District de Billom.

L'hospice civil de Billom (206) échappa à la misère des œuvres hospitalières, mais il n'évita pas les dettes pendant le premier trimestre de l'An VI. Il devait aux médecins 150 francs montant de cinq années d'honoraires et, en l'An VII, 180 francs. Il hospitalisa constamment une soixantaine de pauvres, parmi lesquels un tiers environ étaient des enfants. (207)

(205) *Situation pendant le trimestre de Vendémiaire, an IV.*

32 individus, dont 9 hommes, 16 femmes et 7 enfants.

Recettes Néant

Dépenses 18.171 £ 10 s.

Situation au 1^{er} Vendémiaire, an VIII.

11 individus, dont 6 hommes et 5 femmes.

Recettes 625 £ 55 s.

Dépenses non payées 12.298 £ 51 s.

(206) Arch. Dépar., L. 2.639.

(207) *Situation de l'Hospice pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI.*

68 individus, dont 25 hommes, 14 femmes et 29 enfants.

Recettes générales en numéraire 1.597 F. 27.

Dépenses générales en numéraire 1.486 F. 23.

Recettes en grains 135 setiers 4 quarterons.

Dépenses en grains 87 setiers 3 quarterons 2 coupes.

Dépenses non payées : cinq années des honoraires du médecin de l'hospice à raison de 30 francs par an, soit 150 francs.

Situation pendant le trimestre de Vendémiaire, an VII.

62 individus, dont 26 hommes, 10 femmes et 26 enfants.

Recettes générales en numéraire 616 F. 14.

Dépenses générales en numéraire 413 F. 85.

Recettes en grains 150 setiers 5 quarterons 1 coupe.

Dépenses en grains 74 setiers 3 quarterons.

Dépenses non payées : 180 francs honoraires de médecin.

Situation pendant le trimestre de Vendémiaire, an VIII.

54 pauvres, dont 21 hommes, 9 femmes et 24 enfants.

Recettes générales en numéraire 1.029 F. 42.

Dépenses générales en numéraire 800 F. 20.

Dépenses en grains 140 setiers 6 quarterons.

Recettes en grains 154 setiers 7 quarterons.

§ 4. — *Hôpitaux du District de Clermont-Ferrand*

Clermont possédait depuis très anciennement son Hôtel-Dieu à côté duquel la Monarchie avait ouvert un Hôpital Général. Quatre autres maisons donnaient des secours aux malades et aux incurables, et nous verrons la tradition de centralisation de l'Ancien Régime, maintenue par la Révolution, au profit de l'Hôtel-Dieu. Ce dernier qui était fort important possédait à la fin de l'Ancien Régime 130 lits et avait reçu, en 1796, 1785 pauvres. Il hospitalisait tous les malades à l'exception des incurables. Doté de nombreux biens il fut prospère jusqu'à la Loi du 23 Messidor ; son actif s'élevait à un million neuf cent vingt cinq mille livres douze sols et un denier ; son passif était de 644.541 livres, 10 sols de capital et 61.584 livres 17 sols d'intérêts. (208)

La confusion de plusieurs établissements hospitaliers de Clermont au profit de l'Hôtel-Dieu augmenta beaucoup sa richesse pendant l'An II.

Les Administrateurs se plaignaient depuis très longtemps de l'entassement des malades dans les mêmes salles de leur hôpital qui devenait trop petit ; ils avaient exposé leurs doléances au Gouvernement royal et dans une délibération du 10 Juillet 1793, ils réclamèrent l'agrandissement de leur maison, car ils se virent forcés, « en raison du petit nombre de lits qu'on peut placer dans cette maison, de faire coucher deux et quelquefois trois malades dans un même lit. » (209) Ils réclamaient leur réunion avec la maison du Bon Pasteur qui n'était séparée de leur hôpital que par un seul mur. Un arrêté de l'Administration départementale, fut cassé par le Ministre de l'Intérieur Couthon qui, par une décision prise le 6 Frimaire de l'An II opéra la confusion du Bon Pasteur et de l'Hôtel-Dieu, qui s'appela dès lors : « Hospice d'Humanité ». Le même arrêté supprima l'hôpital de la Charité et donna les bâtiments à la société populaire en décidant que : « tous les lits, linges, meubles et ustensiles de cet hôpital seraient transportés le

(208) *Situation de l'Hôtel-Dieu en novembre 1790.*

Propriétés dont le capital ne produisait aucun revenu.

Bâtiments actuels	300.000 £	
Mobilier de la maison	75.000 £	
Propriétés foncières, produisant un revenu de	35.709 £	2 s. 1 d.
Représentant un capital de	902.602 £	12 s. 1 d.
Cens, rentes emphytéotiques, foncières constituées, legs, obligations portant et représentant un capital de	27.225 £	
Arrérages, recouvrements à époques indéterminées	541.260 £	
	106.400 £	

(Archives Départementales, L. 2.640 et L. 2.642).

(209) Arch. Dépar., L. 2.640.

plus tôt possible à l'Hospice d'Humanité de même que les malades qui peuvent y être aussitôt que leur état le permettrait ». Quant aux revenus de l'Hôpital de la Charité, ils furent attribués à l'Hospice d'Humanité et gérés par les mêmes administrateurs, jusqu'à ce que la Convention prit une décision contraire. (210)

Malgré toutes les mesures favorables à l'Hospice d'Humanité, la situation des œuvres d'assistance à Clermont n'était pas sans inquiéter les Administrateurs. L'Hospice contenait 300 personnes malades, agents et serviteurs, et lorsqu'il n'eût reçu, en Fructidor de l'An III, que cent quarante neuf mille quatre-vingts livres de la Commission de Secours Publics, les Administrateurs durent adresser leurs demandes à l'Administration Départementale qui consentit deux avances : la première, en date du 29 Ventose de l'An III, de quarante mille livres ; et celle du 23 Messidor An III, de deux cent mille Livres, faites toutes deux en considération « du prix de la vie et de l'élévation prodigieuse des drogues et médicaments ». Les besoins prévus pour l'An IV furent ensuite de deux millions trente-quatre mille neuf cent livres. (211)

La situation de l'hospice s'était aggravée, les objets de première nécessité manquaient, de sorte que l'Administration départementale fut obligée de recourir, en Frimaire de l'An II, à des expédients illégaux et autorisa l'établissement à percevoir le montant de ses fermes pour 1793 en grains et non pas en numéraire. Les paiements en assignats ne permettaient plus d'assumer la gestion de l'Hôpital ; la rareté des grains faisait craindre une disette qui eût été désastreuse pour une population souffrant de la misère depuis déjà de longues années, de sorte que le Directoire de Clermont-Ferrand prit, en Brumaire de l'An II, un arrêté (212) interdisant des réquisitions sur les grains appartenant aux hôpitaux et ordonnant aux fermiers de remettre les grains entre les mains de Administrateurs des établissements hospitaliers, sous la seule condition que ceux-ci fournissent une liste de leurs recettes et de leur consommation.

Lorsque l'on parcourt les comptes généraux, on est effrayé du déficit de l'An IV. La situation financière s'améliora dès l'An V jusqu'à l'An VIII, mais n'atteignit jamais l'équilibre. Il est vrai que le grand nombre de malades qui, de 347 pendant un trimestre de l'An IV, passa successivement à 446 de Vendémiaire au 30 Frimaire de l'An V, baissa quelque peu pendant le premier trimestre de l'An VI, pour monter, de Messidor An VI au premier Vendémiaire An VII, à 653 pauvres, puis baisser de Messidor An VII à Vendémiaire An VIII, à 463. On est frappé du nombre toujours

(210) Arch. Dépar., L. 2.640.

(211) Arch. Dépar., L. 4.264.

(212) Arch. Dépar., L. 2.643.

plus grand de femmes qui, de 99, en l'An IV, fut de 204 au début de l'An VIII, après avoir été de 276 au début de l'An VII. La difficulté de trouver des nourrices ramena à l'hôpital un grand nombre d'enfants et la misère fit augmenter dans Clermont les abandons d'enfants. Au début de l'An IV, il n'y avait à l'Hôpital que 27 enfants, au début de l'An V, il y en avait 60, à la fin de l'An VI, 62. (213)

Dans une lettre que la Commission administrative des hospices envoyait à Boutarel, commissaire du pouvoir exécutif près l'Administration centrale du département, on apprend que les capitaux et les intérêts des rentes qui avaient été remboursés à la Nation, atteignaient pour les hospices de la Commune de Clermont deux cent soixante six mille neuf cent trente-huit livres, trente sols de capital et trente et un mille neuf cent quatre vingt dix livres dix sols d'intérêt et ceci explique leur gêne. Aussi, la lettre du II frimaire An VI au Commissaire du Directoire du Département, faisait-elle un tableau fort noir des hospices de Clermont et de Montaigut. (214) Le rapport et la pétition de la Commission Administrative des hospices du 23 Frimaire de l'An VII peignirent de façon plus tragique encore la misère des œuvres hospitalières. (215) Elles sont « appauvries, disait cette pièce par les dépenses exorbitantes que leur ont occasionnées des réparations résultant des dilapidations commises par les fermiers généraux pendant l'espace de temps que leurs biens fonds ont été à la disposition de la République ; privées de leur revenu par l'aliénation et la vente qui ont été faites

(213) Aperçu des comptes généraux de l'hospice.

Situation pendant le trimestre de Vendémiaire, an IV.

Au 30 Frimaire, il restait 347 malades, dont 221 hommes, 99 femmes et 27 enfants.

Recette générale	300.000 £
Dépense générale	967.490 £ 16 s.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an V au 30 Frimaire.

446 malades, dont 234 hommes, 152 femmes et 60 enfants.

Recette générale	9.233 £ 6 s
Dépense générale	9.807 £ 17 s 10 d.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI au 30 Frimaire.

407 pauvres, dont 189 hommes, 181 femmes et 37 enfants.

Recette générale	4.334 £ 1
Dépense générale	4.490 £ 5 s. 3 d.

Pendant le trimestre de Messidor, an VI au 1^{er} Vendémiaire, an VII.

653 pauvres dont, 315 hommes, 276 femmes et 62 enfants.

Recette générale	4.381 F. 37 c.
Dépense générale	4.521 F. 82 c.

Pendant le trimestre de Messidor, an VIII au 1^{er} Vendémiaire, an VIII.

463 malades, dont 225 hommes, 204 femmes et 34 enfants.

Recette générale	4.070 F.
Dépense générale	4.307 F. 90 c.

(Archives Départementales, L. 2.644 et L. 2.643).

(214) Arch. Dépar., L. 2.640.

(215) Arch. Dépar., L. 2.640.

des biens qui en formaient le capital. » Nous voyons les graves conséquences de la Loi du 23 Messidor, mais il ne faut pas oublier que la grande misère qui régnait dans tout le pays provoquait un accroissement très grand des charges dans le même temps que la législation avait réduit les revenus.

Le rapport dont nous parlons présentait le détail de la situation. La presque totalité des biens fonds appartenant aux hospices, était affermée en argent à l'époque où ils ont été décrétés sous la main-mise de la nation ; quelques-uns de ces biens furent vendus ; le surplus fut donné en locaterie ou affermé. « Les variations dépréciatives qu'éprouvait le papier monnaie, la cupidité des fermiers, la négligence et le défaut de surveillance des agents de la République dans les exploitations que les fermiers faisaient de ces biens, tout concourut sinon à les détruire, du moins à les dégrader, de sorte qu'un laps de six années pourra tout au plus les rétablir dans l'état de culture où ils se trouvaient au moment où les hospices ont été dépouillés ». Les Administrateurs essayèrent de réduire les pertes que leur causaient la dépréciation des assignats, en faisant payer les fermages en nature, mais ce furent les fermiers qui furent écrasés par ces mesures. Ainsi le domaine de Vilvaud, qui avait été affermé en 1787 pour trois, six ou neuf ans, moyennant trois mille cinquante livres en numéraire et des setiers de seigle, et d'orge, de beurre et de fromage, pour une valeur de 1.302 livres, 10 sols, représentait un revenu total de 4352 livres 10 sols. En l'An II, le fermage était tombé à sept mille livres d'assignats représentant à peine deux mille livres or, et des paiements en seigle, foin, beurre, fromage, échalas, représentant une valeur de mille trois cent quatre-vingt-deux livres. En l'An IV, le fermage passa à sept mille neuf cent dix livres payées par 1.003 quintaux, dont une moitié en froment et l'autre en seigle, 200 quintaux de foin, 200 bottes de paille, un quintal et demi de beurre et autant de fromage, quatre quintaux de chanvre et six milliers d'échalas ; le fermage de ce domaine avait donc subi une augmentation trop rapide que les fermiers supportèrent difficilement. Lorsqu'on compare ces chiffres avec le prix des denrées de l'époque, la qualité et la quantité des produits de ce domaine, on est étonné que les fermiers aient accepté une pareille charge. Le même rapport, qui est très précis et très long, constate aussi l'état des terres, constituant le patrimoine de l'hospice. Il était paraît-il défectueux.

Le 25 Vendémiaire An VII, la commission des hospices se plaignit également que les lois en date du 26 Fructidor An VI (216),

(216) Bulletin de la Commission. n° 375 ; Loi qui affecte des fonds aux dépenses des hospices civils et des enfants de la Patrie, du 26 fructidor, an VI ; à compter du 1^{er} Vendémiaire, an VII, la somme accordée par le corps législatif pour les enfants de la Patrie sera divisée et com-

fixant les crédits accordés par l'Etat pour l'entretien des enfants de la Patrie, eussent produit peu d'effets ; les nourrices mal payées menaçaient chaque jour de rendre les enfants aux hospices, et à l'entrée de l'hiver, l'Hôtel-Dieu se trouvait « sans lingerie et roberie ».

Les pertes subies jusqu'à l'An VIII pour les hospices de la ville de Clermont étaient de 648.928 francs. Elles consistaient en la dîmerie et censive à Vic-sur-Allier, affermée cinq mille francs, représentant un capital de cent mille francs. Deux domaines, une maison et un fonds détachés à Manlieux, qui avaient été estimés par deux experts cent trente mille francs, furent vendus par la nation deux cent quatre vingt dix-huit mille neuf cent vingt huit francs que le citoyen Tabarier reçut en remboursement de rentes pour le compte de la Nation .Cent vingt mille francs dûs par l'Hôtel-de-Ville de Paris, le Clergé, la Cour des Aides de Clermont et de nombreuses communautés échappèrent également aux mêmes établissements hospitaliers. (217)

Les frais d'entretien augmentaient également et les denrées de consommation étaient très chères. Les sommes dépensées à l'achat de la viande de boucherie étaient de vingt-cinq à vingt-six mille livres par an pour les deux hospices, c'est pourquoi la Commission de ceux-ci décida en l'An VII de confier cette fourniture à une entreprise, par bail à rabais. L'adjudication fut accordée « à raison de trois sous, deux deniers la Livre, pesée vivant tant bœuf que veau et mouton ».

Les rentiers reçurent intégralement les intérêts qui leur étaient dûs pendant les premier et second trimestres de l'An VI ; la moitié seulement fut payée pendant le premier semestre de l'An VII. Les dilapidations devinrent alors scandaleuses ; on volait l'hospice à l'enclos, au jardin, dans les fournitures, partout. (218)

Alors que la disette régnait dans la région, une grande quantité de comestibles, achetés par l'hôpital, était distribuée secrètement. Une lettre du 2 Thermidor An VI, nous apprend que beaucoup de prêtres réfractaires poursuivis, savaient trouver dans les hôpitaux bon gîte et bonne table (219) aux dépens des malades qui parfois n'étaient pas nourris. Les Administrateurs des hôpitaux n'avaient souvent pas été choisis parmi les patriotes et préféraient accorder des secours aux adversaires de la République, plutôt qu'aux pau-

prise par portions égales dans les distributions que le Directoire fait chaque décade, de manière qu'à la fin de l'année aucune partie de ce service ne se trouve arriéré.

(217) Bibliothèque Municipale, anciens fonds municipaux, n° 17.

(218) Arch. Dépar., L. 2.640.

(219) Arch. Dépar., L. 2.640.

vres de la ville ; et deux économes de l'hospice furent arrêtés en l'An II pour refus de prestations de serment. (220)

En Frimaire de l'An VII, une enquête fut ouverte sur les mauvais soins donnés aux soldats malades et infirmes de l'Hospice d'Humanité : ces soldats, qui s'étaient battus « contre leur religion, et contre leur Roi » (221), se virent refuser non seulement toute faveur, mais même les soins les plus nécessaires. Qu'il nous suffise en ce qui concerne la gestion des établissements hospitaliers de Clermont, de dire que la Municipalité avait décidé, dans sa délibération du 15 Frimaire An IV, de placer l'Administration intérieure et extérieure de chaque hospice de la ville et de la commune sous la direction d'une administration particulière, contrôlée par l'administration municipale ; ce fut elle alors qui choisit les administrateurs et chaque année, en Germinal, le renouvellement devait avoir lieu par tiers, avec possibilité de réélection pendant 9 ans (222). La Commission de l'Hospice d'Humanité était composée de neuf Membres.

*
**

L'Hôpital Général se trouva dès le début de la Révolution en face de grosses difficultés financières, il acceptait des enfants trouvés et des pauvres, des aliénés et des femmes de mauvaise vie. Le nombre des hospitalisés qui, avant 1789, variait chaque année de 1.100 à 1.200 fut, en 1790, de 1420, dont 830 enfants en nourrice, en sevrage dans les campagnes, et 590 à la maison ; d'aussi lourdes charges ne pouvaient être supportées par un hôpital aussi pauvre, les revenus n'étant que de quatre-vingt-treize livres sur lesquels on devait prélever onze mille livres pour le paiement des fondations, indemnités et rentes viagères, sept mille livres pour les impositions de l'année 1790 et dix mille livres pour l'entretien des bâtiments et des frais généraux. Il eût fallu subvenir à la nourriture et à l'entretien de 420 pauvres avec 65.000 livres et n'accorder à chaque pauvre que 2 sols 7 deniers par jour. Cette somme suffisait à peine aux seuls enfants trouvés. Or, les Administrateurs ne savaient où se procurer de l'argent. La législation révolutionnaire avait inquiété les rentiers et personne ne voulait plus de rentes viagères sur les hôpitaux, dont on savait la vente prochaine à titre de biens nationaux. En 1791, les administrateurs de l'hôpital se plaignirent que, tandis qu'ils devaient nourrir 150 individus de plus que les années précédentes, le gouvernement avait grevé leurs immeubles de 6.000 francs d'impositions, en même temps que leurs revenus étaient diminués par la suppression de tout casuel en aumône, legs et amen-

(220) Arch. Dépar., L. 2.664.

(221) Arch. Dépar., L. 2.643.

(222) Arch. Dépar., L. 2.640.

des de police et la nécessité d'exiger le remboursement des capitaux de plusieurs rentes pour subvenir aux dépenses extraordinaires de ces dernières années. Enfin l'absence de toute recette produite par la vente des grains ajoutait à cette gêne. Le 6 Mai 1791, un secours de dix mille livres fut cependant accordé sur le fonds de traitement du Clergé ; les Administrateurs ne craignirent pas de demander l'ouverture de la chapelle de l'hôpital, pendant le temps pascal, mais le Directoire départemental refusa, ne pensant pas que les considérations charitables pussent l'emporter sur le respect de la doctrine Républicaine.

La Commission des secours publics, en Germinal de l'An III, suspecta les comptes fournis par les Administrateurs si peu patriotes ; on craignit que les grandes dépenses de l'hôpital Général servissent non pas à l'entretien des pauvres, mais à des secours aux prêtres réfractaires. A l'époque où d'autres hôpitaux ne dépensaient que de 15 à 20 sols par pauvre, l'hôpital général dépensait 3 Livres, ce qui élevait sa dépense mensuelle à quarante et un mille cent cinquante livres.

L'Administration intérieure de l'hôpital était violemment critiquée. En 1790 la ville se passionna pour cette affaire. Dans ces quatre « mémoires » (223) Pierre de Verdan prétendait révéler les scandales de l'hôpital général : les pauvres étaient mal nourris, mal vêtus et très sales. Il accusait les dix nouvelles sœurs, « vulgairement appelées dames de charité », qui gaspillaient l'argent de la maison et vivaient dans le luxe : « l'appartement des sœurs est parqueté, lambrissé, meublé ; des rideaux de mousseline préservent leurs chambres des rayons du soleil ; les pauvres ne goûtent plus, les sœurs déjeunent avec du café au lait ». Pierre de Verdan accusait aussi les sœurs de maltraiter les enfants qui leur étaient confiés. Une lettre anonyme répondit à Pierre de Verdan réduisant à peu de chose ses accusations, mais les autorités régionales s'émurent et, sur la demande de l'Administration Municipale, le 4 Octobre, les administrateurs du Directoire du Département se transportèrent à l'Hôpital Général. Ils découvrirent une salle de 60 lits pour les petits et chaque lit avait deux couvertures pour l'hiver, une salle d'infirmierie et 11 lits pour les petits enfants, une salle de 81 lits pour les petites filles, une de travail « où se sont trouvées 90 petites filles, toutes occupées et proprement habillées ». L'infirmierie des femmes avait 44 lits et à côté de celle-ci la salle des vieilles femmes, comptait 48 lits. Les enquêteurs racontent ainsi leur visite : « Nous sommes montés à une salle supérieure et bien aérée dans laquelle il y avait 136 enfants, dont 50 apprenaient à lire ou à écrire et les autres étaient occupés à des travaux manuels... nous avons interrogé différents pensionnaires qui ont généralement répondu

(223) Bibliothèque Municipale, fonds ass. pub., Pierre de Verdan.

qu'ils avaient le matin un morceau de pain, qu'ils en avaient à dîner et à souper à discrétion... qu'ils avaient, les jours gras, de la soupe et de la viande à dîner et, les jours maigres, de la soupe et des fèves ou des pois à dîner et à souper de la soupe et du pain et du fromage ». Dans sa délibération du 14 Octobre, le Directoire du Département rendit hommage au zèle des Administrateurs et loua la vigilance des sœurs, mais l'opinion n'était pas calmée par cette enquête officielle. Le 8 Octobre, François Vessel qui était un enfant de l'Hôpital Général de la ville de Clermont, devenu secrétaire et économe de cette maison, accusa l'Administration de fautes graves. Depuis l'arrivée des sœurs prétendait-il, les dépenses avaient augmenté, les denrées s'étaient dissipées, la maison s'était appauvrie et les malades n'étaient pas mieux soignés. Les sœurs avaient fait supprimer le goûter des pauvres, mais avaient acheté trois vaches dont elles étaient seules à consommer le lait. Il soutenait que les petites filles étaient maltraitées et racontait qu'il en avait vu cinq qui restèrent attachées de 6 heures à 10 heures du matin à des arbres de la cour, pour avoir commis quelques peccadilles. (224)

Le citoyen Valadier répondit à ces accusations, mais les Administrateurs de l'hôpital avaient trop de peine à assurer l'assistance des pauvres, pour avoir le goût de continuer cette polémique.

L'Hôpital Général ne vivait plus que grâce à des avances continuelles qui ne cessèrent d'augmenter jusqu'à l'An IV. C'était cent mille Livres le 1^{er} Messidor An VIII, 400.000 Livres, le 9 Thermidor, 500.000 Livres, le 24 Vendémiaire An IV, 300.000 Livres, le 4 Germinal (225). Lorsqu'on lit les comptes de l'Hôpital Général on s'aperçoit combien l'assistance aux enfants fut une lourde charge pendant presque toute la Révolution ; cinquante pour cent des hospitalisés étaient des enfants. En l'An IV il y avait 380 enfants parmi les 666 pauvres, et, en l'An V, 279 sur 283 ; il y en avait encore 230 sur 290 en l'An VI ; le nombre ne diminue qu'en l'An VII et en l'An VIII, mais cependant ce n'est guère que pendant l'An VI que commencèrent les déficits de l'Hôpital. (226)

(224) Bibl. Munic. Fonds d'Assistance Publique :

Dépenses avant l'arrivée des sœurs :

En 1785	80.829 £ 3 s. 6 d.
1786	84.480 £ 3 s. 10 d.
1787	75.145 £ 3 s. 7 d.

Dépenses après l'arrivée des sœurs :

En 1788	96.125 £ 19 s. 7 d.
1789	105.552 £ 1 s. 5 d.
1790	98.712 £ 19 s. 5 d.

(225) Arch. Dépar., L. 2.646.

(226) *Situation de l'Hôpital Général du 1^{er} Vendémiaire, an II, au 1^{er} Vendémiaire, an IV.*

Recette générale	1.091.523 £ 2 s.
Dépense générale	948.226 £ 5 s.

L'Hôpital de Saint-Joseph, dit des Incurables (227), fut dans une situation très embarrassée pendant toute la Révolution jusqu'à ce que le 22 Janvier 1798 il fut réuni à l'Hôtel-Dieu. Les administrateurs se plaignaient sans cesse de la détresse de leur maison et, le 9 Pluviose, ils réclamèrent de nouveaux secours. Ils demandèrent trois mille six cents livres par mois pour le pain et 800 livres pour la viande, alors que l'on ne leur donnait que cinq mille livres dont quatre mille livres n'étaient qu'une avance consentie sur la Caisse Municipale. Le 2 Germinal de la même année, nous les voyons s'adresser encore au Comité de secours ; alors qu'on leur envoyait, des soldats atteints de la gale et des incurables et des fiévreux tous les jours plus nombreux, on ne leur accordait que de maigres crédits rendus plus insuffisants encore par la dépréciation du papier-monnaie. Les Administrateurs du département leur accordèrent enfin, le 21 Prairial, une avance de 40.000 livres et, le 18 Thermidor, une seconde de 100.000 livres, mais les administrateurs, répondant à la lettre du département datée du 6 Fructidor de l'An III, réclamèrent huit cent quarante neuf mille deux cents livres pour l'An IV et craignaient que cette somme ne soit encore suffisante, car sans cesse le prix des denrées augmentait, et, si « pareille somme leur eût suffi » en Brumaire de l'An IV, elle aurait dû être portée à un million deux cents mille livres actuellement » (228) disaient-ils.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an IV.

666 individus, dont 122 hommes, 164 femmes et 380 enfants.	
Recette générale	844.491 £ 7 s.
Dépense générale	580.068 £ 10 s.
Dépenses payées	140.704 £

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an V.

583 individus, dont 133 hommes, 171 femmes et 279 enfants.	
Recette générale	20.813 £ 11 s. 3 d.
Dépense générale	12.655 £ 7 s.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI.

490 individus, dont 119 hommes, 141 femmes et 230 enfants.	
Recette générale	13.244 £ 8 s. 6 d.
Dépense générale	14.800 £ 6 d.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VII.

410 individus, dont 111 hommes, 125 femmes et 174 enfants.	
Recette générale	14.509 £ 5 s.
Dépense générale	15.606 £ 7 s.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VIII.

371 individus, dont 104 hommes, 111 femmes et 156 enfants.	
Recette générale	15.779 £ 5 s.
Dépense générale	16.725 £ 5 s.

(Arch. Dépar., L. 2.646 et 2.647).

(227) Marquis, *notice sur les hospices de la ville de Cledmont.*

(228) *Compte du 1^{er} Vendémiaire, an III, au 1^{er} Vendémiaire, an IV.*

Recettes	181.750 £ 10 s. 6 d.
Dépenses	121.842 £ 5 s.

Lorsque l'Administration Municipale de Clermont confia chaque hôpital à une commission spéciale, elle donna à l'Hospice des Incurables six Administrateurs qui furent nommés dans les mêmes conditions que ceux de l'Hôtel-Dieu et l'on accorda en même temps voix délibérative aux médecins de quartier. (229)

*

**

La Maison du Bon Pasteur, depuis longtemps réclamée par l'Hôtel-Dieu dont elle n'était séparée que par un simple mur, fut confondue avec cet établissement pour former l'Hospice de l'Humanité. Au mois d'Août 1792, les Administrateurs de la Maison du Bon Pasteur tentèrent de vains efforts pour échapper à l'inventaire que la loi ordonnait dans toutes les maisons religieuses ; ils rappelaient que le nom de l'Hôpital avait été donné par des Lettres Patentes de Juin 1666, qu'il était régi par des religieuses hospitalières de la Congrégation de Saint-Joseph qui donnaient leurs soins dans cet hôpital aux femmes et filles pénitentes, à des insensés et instruisaient les enfants d'un pensionnat. Le Directoire Départemental ne céda pas, ordonna l'application de la Loi et les Administrateurs durent se soumettre à l'inventaire. (230)

L'Hospice d'Humanité de Montferrand qui était très ancien disposait de plusieurs salles ; l'une, de douze lits, était réservée aux hommes, une autre, de 13 lits, aux femmes, une troisième, de 8 lits, aux militaires. Les pensionnaires malades ou infirmes étaient hospitalisés dans deux chambres de 2 lits où l'on acceptait aussi les filles et les femmes pauvres enceintes. (231) Cet hospice fut supprimé et ses biens donnés à l'Hôtel-Dieu de Clermont par arrêté du Directoire exécutif du 22 Janvier 1798. (232)

§ 5. — Hôpitaux du distric d'Issoire.

A Issoire, se trouvait l'Hôpital Général de l'Election qui acceptait des pauvres de toute espèce, les enfants et les militaires. C'était

Compte du 1^{er} Vendémiaire, an IV, au 1^{er} Vendémiaire, an V.

Recettes en argent 5.587 £ 10 s.

Dépenses 5.179 £ 3 s.

(Arch. Dépar., L. 2.648).

(229) Péghoux, *recherches sur les hôpitaux de Clermont-Ferrand.*

(230) Arch. Dépar., L. 4.266.

(231) Arch. Dépar., L. 4.267.

(232) *Situation pendant le trimestre de Germinal, an V.*

15 individus, dont 7 hommes, 7 femmes et 1 enfant.

Recette générale 693 £ 15 s.

Dépense générale 611 £ 8 s.

Situation pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI.

7 individus, 4 hommes et 3 femmes.

Recette générale 625 £ 1 d.

Dépense générale 627 £ 7 d.

(Arch. Dépar., L. 2.650).

un des moins importants de la généralité de Riom. Il ne possédait que 28 lits ; pendant la Révolution, les bâtiments étaient devenus trop petits et, dans sa séance du 25 Mars 1791, le Conseil Général décida l'acquisition du Couvent des Capucins afin de développer les services de l'hôpital. L'Hospice d'Issoire n'échappa point aux difficultés financières. Les administrateurs firent entendre leurs plaintes et, le 5 Vendémiaire de l'An III, ils écrivaient qu'il manquait des choses très nécessaires à la subsistance des pauvres : « très peu d'huile, point de beurre, point de fromage, point de graisse, comment faire de la soupe qui est la nourriture ordinaire et quasi-unique de tous ». Dans une délibération de prairial An IV, l'Administration Municipale déplore la misère des pauvres hospitalisés et consent une avance de 70 quintaux de blé. Mais les charges augmentent tous les jours, le nombre des pauvres est plus grand et les prix des denrées les plus nécessaires sont toujours plus élevés, de sorte que ce sera pendant toute la Révolution une longue suite de plaintes et de réclamations. L'Hospice reçut effectivement des secours en grains et en numéraire, mais ils furent insuffisants : il reçut, le 5 Frimaire de l'An IV, cinquante mille Livres, le 10 Germinal, une avance de deux cents mille Livres, le 11 Brumaire de l'An V, un don de 1.031 francs 70 centimes. Les demandes des administrateurs se firent plus pressantes et, le 8 Messidor, ils craignirent de ne pouvoir assurer longtemps l'Assistance aux pauvres, heureusement, le lendemain, une avance de trente cinq mille livres fut accordée. Le tableau que dressèrent en l'An VIII les administrateurs est une peinture tragique de la situation financière de l'Hospice.

Dès le 17 Mai 1793, les anciennes religieuses de l'hospice chassées par la Loi sur les Congrégations, ne purent obtenir le remboursement de la modique fortune qu'elles avaient déposée, en entrant, dans la caisse de l'hospice. En paiement de ses honoraires, que les administrateurs avaient fixés à 300 livres pour l'année 1799, l'Officier de santé ne put obtenir que cent livres. Le 27 Brumaire de l'An II, Couthon et deux représentants du peuple (233), « Convaincus des besoins pressants des hôpitaux des Communes d'Issoire et de Ardes, assurés qu'il existe dans ces deux communes de riches égoïstes qui n'ont jamais rien fait pour l'humanité », décrétèrent qu'une taxe extraordinaire serait levée sur les riches et fixèrent à dix mille Livres la contribution de la Commune d'Issoire, quatre mille, celle d'Ardes et mille cinquante celle de Sauxillanges ; ils accordèrent un délai de paiement de 24 heures seulement et versèrent les sommes aux hôpitaux.

Les administrateurs là aussi avaient vu leurs charges s'accroître et, depuis l'heureuse Révolution, le nombre des individus avait beaucoup augmenté dans cet hospice devenu général. « Les salles

(233) Arch. Dépar., 4.625.

étaient devenues trop petites, on était obligé de faire coucher quatre enfants dans le même lit et on couchait toujours les malades et les infirmes deux par deux. » (234)

Le nombre des malades atteignit 52 pendant le premier trimestre de l'An II pour décroître jusqu'à 36 au premier trimestre de l'An VIII. Si le nombre des hommes s'était maintenu constamment entre 7 et 9, le nombre des enfants avait augmenté pendant les premières années de la Révolution, pour atteindre 37 en l'An I ; puis il décrût sous le Directoire jusqu'au 18 au premier trimestre de l'An VIII (235). Du premier Nivose au 30 Nivose An III, 18 militaires étaient soignés (236).

A Sauxillanges (237), l'hôpital ne recevait des malades qu'accidentellement, et il n'hospitalisait, le 28 pluviose An III, que 3 femmes infirmes, 18 enfants et 3 vieillards. Ses administrateurs avaient organisé un atelier où les pauvres chenevottaient du chanvre. Malheureusement cet hôpital ne pouvait que difficilement assurer son service sous la Révolution et, parmi les nombreuses demandes de secours venant de tous les points du département, nous trouvons, le 21 Germinal de l'An III, une demande plus pressante venant de Sauxillanges. Le 7 Messidor, le district d'Issoire lui fait une avance de 6.000 Livres et l'Hôpital avait de la peine à nourrir ses pauvres ; les administrateurs décidèrent de ne plus donner qu'une livre de pain par jour à chaque pauvre « attendu l'extrême disette de grains et l'extrême difficulté de s'en procurer dans cette commune » et encore ils ne savaient pas s'ils pourraient continuer à distribuer chaque jour ces 21 livres de pain.

(234) Arch. Dépar. L. 2.654.

(235) Du 1^{er} nivose au 25 pluviose, an III, l'hospice comptait 3 femmes infirmes travaillant à filer ou tricoter et 5 malades.

(236) *Situation de l'hospice pendant le trimestre de Vendémiaire, an V.*

L'hospice comptait 52 mendiants, dont 7 hommes, 8 femmes et 37 enfants.

Recette générale	1.297 £ 18 s. 6 d.
------------------------	--------------------

Dépense générale	980 £ 16 s.
------------------------	-------------

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI.

45 individus, dont 8 hommes, 14 femmes et 23 enfants.

Recette générale	1.187 £ 3 s.
------------------------	--------------

Dépense générale	1.246 £ 9 s. 33 d.
------------------------	--------------------

Pendant le trimestre de Nivose, an VII.

41 individus, dont 7 hommes, 15 femmes et 19 enfants.

Recette générale	1.567 f. 16 c.
------------------------	----------------

Dépense générale	1.329 f. 13 c.
------------------------	----------------

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VIII.

36 individus, dont 7 hommes, 11 femmes et 18 enfants.

Recette générale	1.019 f. 56 c.
------------------------	----------------

Dépense générale	485 f. 4 ^o c.
------------------------	--------------------------

(237) Arch. Dep. L. 2.664.

§ 6. — *Hôpitaux du district de Montaigut.*

L'Hôpital de Montaigut (238), qui s'appelait hospice de Saint-Roch, soignait les pauvres et les infirmes. Il ne contenait qu'une douzaine de lits et les Administrateurs avaient évalué leurs besoins à 22.310 Livres pour l'An IV ; or, au 1^{er} Brumaire, la Commission n'avait encore envoyé que 3.500 livres de secours. Elle s'intéressait peu, nous l'avons toujours constaté, à ces hôpitaux ne donnant des secours qu'à quelques pauvres qu'elle eût préféré voir assisté à domicile (239).

§ 7. — *Hôpitaux du District de Riom.*

Riom (240), ancien siège de la généralité, rivale de Clermont-Ferrand, ne disposait, même sous l'Ancien Régime, que d'œuvres d'assistance beaucoup moins importantes que celles du futur chef-lieu.

L'ancien Hôtel-Dieu qui, en 1776, avait une soixantaine de lits, manquait de place comme tous les établissements hospitaliers du Puy-de-Dôme. Il s'appela sous la Révolution « Hospice d'Humanité », et il soignait les maladies passagères. Le nombre des pauvres hospitalisés ne cessa d'augmenter, car il recevait aussi les soldats de toutes les armes, si bien qu'il y avait 80 personnes soit malades, soit domestiques, dans la maison.

L'Hôpital cherchait à s'agrandir ; le Conseil Général de Riom, dans sa délibération du 28 Vendémiaire An IV, accorda l'autorisation de transférer l'hospice dans les bâtiments de la Visitation de Sainte-Marie. Il invoquait le manque de place et surtout la mauvaise situation, cause de beaucoup d'épidémies. « Cet hospice, disait cette délibération, exposé au seul aspect de la nuit dont l'influence est mauvaise, et placé sur le cours d'un ruisseau corrompu par les immondices de la ville et des tanneries voisines, est d'ailleurs d'une étendue insuffisante... la situation de cet hospice au centre de la ville est, par les exhalations de ses miasmes, très nuisible à la santé de ses habitants ».

L'Hospice d'Humanité de Riom vit ses ressources détruites par la Loi du 23 Messidor et son patrimoine, fort important, fut entièrement dispersé. La vente de ses biens, situés dans les onze cantons du district de Riom, produisit trois millions quarante huit mille cinq cent cinquante deux Livres, alors qu'ils n'avaient été es-

(238) Arch. Dépar., L. 2.658 et 2.661.

(239) *Situation pendant le trimestre de vendémiaire :*

10 individus dont 4 hommes et 6 femmes.

Recettes générales	205 fr.	.
Dépenses générales	285 fr.	74 c.

(240) Arch. Dépar., L. 2.658 et 2.661.

timés qu'un million cinq cent soixante seize mille cent quatre vingt et une livres treize sols, onze deniers (241). Il restait encore à vendre des biens estimés 424.760 livres 7 sols que l'on pouvait espérer voir produire un million cent mille livres.

Les administrateurs réclamèrent très souvent des avances et des secours et ils reçurent des sommes assez importantes. Lorsque le Ministre de l'Intérieur (242) accorda 978.900 Livres pour les établissements hospitaliers du Puy-de-Dôme, l'hospice de Riom reçut pour sa part 86.400 livres ; la même année, le 5 Germinal, la Commission des secours publics lui accordait un secours de 54.000 Livres et, le 27 Pluviose, l'Administration départementale lui consentait une avance de 20.000 Livres, de 400.000 le 12 Messidor, de 100.000 le 2 Fructidor, enfin de 200.000 Livres le 13 Vendémiaire de l'An IV. Ses Administrateurs évaluaient leur besoin pour cette dernière année à 463.000 Livres.

*
**

L'Hospice ou Bureau de la Miséricorde (243) de la même ville recevait les vieillards et les infirmes du district ; il semble avoir été assez négligé par la Commission des Secours et nous ne trouverons, pour l'An IV, qu'une somme de 24.000 Livres accordée alors que les administrateurs avaient réclamé 406.600 Livres.

*
**

L'Hospice des Incurables, qui, sous l'Ancien Régime, s'était appelé en même temps l'Hôpital de Saint-Jean, recevait les infirmes, les incurables et les estropiés. Il avait vu le nombre de ses malades augmenter et il devait hospitaliser 31 pauvres jusqu'à leur mort. Le 14 Brumaire de l'An III, 15 lits étaient occupés par des femmes et 15 lits par des hommes. Le personnel religieux avait quitté l'hôpital

(241) Détail des biens de l'Hospice d'Humanité.

Cantons	Estimation des biens
Riom	1.073.245 £ 10 s.
Aigueperse	58.866 £
Rendant	39.270 £
Ennezat	96.337 £
Artonne	198.654 £
Combronde	100.780 £
Mauzat	56.866 £
Volvic	81.406 £
Pontgibaud	160.383 £
Giot	35.199 £
Pontaurmur	97.935 £ 10
Arch. Dépar., L. 2.375.	

(242) Lettre du 25 brumaire, an III.

(243) Arch. Dépar., L. 2.663.

et le service était assuré par 2 Officiers de santé et trois citoyennes. Depuis le 1^{er} Vendémiaire de l'An III, les revenus de l'hospice étaient tombés sous le régime de la régie nationale et il ne reçut qu'un secours de 20.000 Livres, le 3 Germinal de l'An III (244), alors que son arriéré pour l'Ancien trimestre de l'An III était de 34.413 Livres 19 sols 10 deniers. Il lui aurait fallu, en sus de cette somme, 40.000 Livres pour assurer le fonctionnement de l'hôpital pendant le dernier trimestre de l'année. Les administrateurs pensaient qu'ils auraient besoin pour l'An IV de 200.000 Livres, et, le 15 Vendémiaire de l'An IV, ils ne reçurent qu'une avance de 80.000 Livres.

**

L'Hôpital Général de Riom était à peine moins important que celui de Clermont ; ses dépenses étaient très grandes et les administrateurs estimaient qu'elles s'élèveraient à 1.500.000 Livres pendant l'An IV, car le prix des denrées semblait devoir augmenter sans cesse. L'Hôpital avait déjà reçu 72.000 Livres le 3 Germinal de l'An III ; le 11 Ventose de l'An IV, il reçut encore 200.000 Livres ; c'était bien peu pour subvenir à ses charges sans cesse plus lourdes ; cet hôpital qui, sous l'Ancien Régime, avait eu 115 lits et hospitalisait jusqu'à 182 personnes, ne pouvait secourir les pauvres du pays qu'avec peine à une époque de misère grandissante et de dépréciation monétaire.

**

L'Hospice civil d'Aigueperse (245) admettait les pauvres et les infirmes en même temps que les malades ; il acceptait même les indigents qui demandaient un asile passager. Les hospitalisés, sans compter cette dernière catégorie difficile à recenser étaient environ au nombre de 140. L'hospice souffrit beaucoup de la misère causée par les lois révolutionnaires et, lorsque le 6 Fructidor de l'An III, on demanda aux Administrateurs quels étaient les besoins de leur hospice, ils réclamèrent pour l'An IV un million quarante mille Livres neuf cent cinquante trois deniers. La Commission de secours publics ne leur envoya qu'un secours dérisoire de trente mille Livres et le 15 Vendémiaire de l'An IV, ce fut l'administration municipale qui insista pour obtenir un secours en nature de quatre cents quintaux de froment, car les pauvres et les malades allaient bientôt manquer de nourriture. Dans une séance extraordinaire, le 9 Thermidor, elle s'effraya au spectacle de l'extrême disette de l'hôpital, il n'y avait plus de farine, plus de grains, plus d'huile, plus de

(244) Arch. Dépar., L. 5.375.

(245) Arch. Dépar., L. 2.633 et 2.634.

sel pour nourrir les pauvres ; on ne savait comment les vêtir, car il n'y avait même plus de laine pour faire des vêtements. La Caisse de l'hospice ne contenait plus que trois à quatre mille livres d'assignats qui étaient refusés en paiement ; les nourrices qui ne pouvaient plus être payées rapportaient les enfants à l'hospice, et c'était une femme indigente qui se chargeait, contre une faible rétribution, de les nourrir du lait d'une chèvre. Les secours accordés les années suivantes furent encore insuffisants ; le 19 Fructidor de l'An V, l'hospice reçut deux cents quintaux de blé et le 15 Vendémiaire de l'An VI, le magasin civil de la commune lui en donna trois cents.

La misère fut aussi grande sous le Directoire qu'elle l'avait été sous la Convention et les charges restèrent toujours aussi lourdes pendant le 1^{er} trimestre de l'An V. Nous trouvons à cette époque, dans l'hospice, 108 pauvres, dont trente-neuf hommes, quarante-huit femmes, et vingt-et-un enfants ; le nombre d'hospitalisés varia peu pendant toute l'année, il augmenta seulement légèrement pendant le trimestre de Nivose durant lequel nous savons que cent dix pauvres, dont quarante hommes, quarante-huit femmes et vingt-deux enfants, étaient hébergés mais il décrût pendant le trimestre de Messidor jusqu'à 74 pauvres dont trente-et-un hommes, vingt-trois femmes et vingt enfants ; mais les pauvres hospitalisés souffraient autant de la misère que ceux qui vagabondaient cherchant au hasard leur nourriture. A la suite de l'abrogation du Décret du 23 Messidor par la Loi du 16 Vendémiaire An VI, les administrateurs rendirent leurs comptes ; leur caisse ne contenait guère que des assignats sans valeur et peu de numéraire qui, seul, était accepté. (246) Le déficit se retrouvait dans tous les trimestres.

(246) Comptes rendus par les Administrateurs de l'Hospice Civil d'Humanité de la gestion et administration du dit hospice pendant le trimestre de Vendémiaire, an V.

Recettes :

Débit sur précédent compte en numéraire...	918 £ 2 s.
en assignats...	62.955 £
Reçu de Danthon, fermier de Villeneuve :	8 quintaux 80 livres de from.
	19 quintaux 28 livres d'orge.
Versements	28 quintaux de froment.
	7 quintaux 98 livres d'orge.
	62 livres d'huile
Arrérages de petites rentes dues par des particuliers	120 £
ventes de fruits	550 £
Recettes de pensions : 56 quintaux 40 livres de froment.	
Les recettes totales s'élevaient à :	
1.188 £ 2 sols, plus 62.955 livres en assignats.	
93 quintaux 20 livres de froment.	
27 quintaux 26 livres d'orge et	
62 livres d'huile.	

**

L'Hospice de Charité de Effiat (247) était également un très petit hôpital qui, en l'An III, ne contenait que 12 malades ; il acceptait les hommes et les enfants et distribuait en ville des secours aux pauvres de l'un et l'autre sexe. La commission des Secours Publics ne lui donna jamais aucun secours estimant sans doute qu'il pouvait être fermé sans grand inconvénient ; ce fut le Directoire du Département qui lui accorda le 16 Messidor de l'An III, une avance de deux mille Livres, alors que les Administrateurs évaluaient leurs besoins à cent mille deux cents livres pour l'An IV. (248)

§ 8. — *Hôpitaux du district de Thiers.*

Nous avons vu que l'hôpital de Thiers était composé anciennement de trois hôpitaux qui furent réunis au XVIII^e siècle : la Trinité, la Charité et l'Hôtel-Dieu. Il recevait les malades, les vieillards

Dépenses :

Excédent de dépenses du compte précédent :

802 £ 15 s. 9 d.

Substances : 912 £ 6 s.

dont 170 £ .. s. .. d. pour achat de 200 livres de beurre à 17 sols la livre.

93 £ 14 s. .. d. huile de noix.

196 £ 20 s. .. d. pour la boucherie.

33 £ .. s. .. d. pour le sel (seol).

2 £ .. s. .. d. pour le fromage.

8 £ 49 s. .. d. pour les œufs à raison de 12 sols la douzaine.

45 £ 24 s. .. d. pour le vin.

80 £ .. s. .. d. pour les vêtements et blanchissage.

18 £ 12 s. .. d. pour la lumière et le chauffage.

38 £ 12 s. .. d. pour l'ameublement.

47 £ .. s. 13 d. pour certains travaux et main-d'œuvre.

160 £ 5 s. .. d. pour les frais d'administration.

2 £ 15 s. .. d. pour frais de culture et labourage.

Les dépenses totales s'élevaient ainsi à :

809 £ 15 s. 9 d. représentant le déficit du compte précédent et pour le trimestre à : 912 £ 7 s.

Le déficit pour le trimestre était donc de 325 livres environ.

(247) Arch. Dépar., L. 2.652.

(248) 36.000 £ pour le blé.

7.000 £ pour la viande.

8.000 £ pour le linge des malades.

12.000 £ pour le vin.

8.000 £ pour les drogues.

2.000 £ pour l'huile.

5.000 £ pour le bois.

3.600 £ pour les salaires des domestiques.

4.000 £ pour l'entretien de l'Administrateur.

8.000 £ pour la chandelle et autres menues dépenses.

6.000 £ pour le beurre, fromage et provisions de bouche.

et les enfants de plus de sept ans, et refusait les incurables et les femmes en couche. C'était une maison très importante qui pouvait contenir plus de deux cents pauvres malades.

La population de Thiers souffrit beaucoup de la misère, les ouvriers étaient sans travail sous la Révolution et la ville ne savait comment leur distribuer des secours. Les troubles du temps avaient ruiné l'industrie, et jeté dans la rue un grand nombre d'ouvriers ; le nombre des pauvres avait doublé, la guerre avait augmenté celui des infirmes et la hausse des prix avait mis à la charge de la ville un très grand nombre d'indigents. Parmi les 14.000 habitants de la ville, 7.000 travaillaient dans la coutellerie et Thiers dut réclamer l'aide de l'Etat « car l'on devait quelque reconnaissance à des citoyens qui, par le but de leurs travaux, favorisaient l'importation dans la République du numéraire des puissances étrangères ». (249) Mais, avec le blocus, le commerce extérieur avait été ruiné. Le Conseil Général de Thiers pensait que trois cents lits seraient nécessaires et que s'il y en avait cinq à six cents, tous seraient occupés ; cependant, malgré le petit nombre de pauvres qu'il recevait l'hôpital traversait une période de dénuement et les pauvres de l'hospice n'étaient pas certains de pouvoir manger tous les jours. Les Officiers Municipaux du District de Thiers écrivaient le 28 Nivose, An III : « Nous savons que les pauvres de la maison d'hospice manquent de pain, nous gémissons sur leur sort malheureux et ne pouvons y remédier ; telle est la cruelle situation où nous nous trouvons ». (250) Il ne leur restait que « quelque riz qui se distribue journellement gratis aux malheureux dont le nombre est effrayant ; si nous cessions le secours, le soulèvement serait certain ». Ils n'obtinrent aucune aide du Gouvernement National malgré les demandes qui furent de plus en plus pressantes. Le 28 Ventose, ils se plaignaient de n'avoir reçu aucune réponse ; ils n'avaient plus de provisions et les nourrices, qui n'étaient plus payées, rapportaient les enfants à l'hospice où les maladies les décimaient. Les administrateurs, faute d'argent, ne pouvaient suivre l'ordre du Gouvernement central qui désirait que les enfants restassent le plus longtemps possible dans les campagnes. Ils réclamaient 1.500.000 Livres pour l'An IV et encore ne comprenaient-ils pas dans cette somme les indemnités qui devaient être payées aux nourrices.

— Lorsque la Commission des Secours Publics accorda 978.900 Livres aux Hospices du département (251), l'hôpital de Thiers reçut 90.000 Livres le 5 Frimaire An IV ; c'était insuffisant et, le 28 Nivose, une nouvelle plainte fut envoyée à Paris : « Encore un instant de délai, écrivait-on, et l'hospice sera forcé de renvoyer tous

(249) Arch. Dépar., L. 2.666.

(250) Arch. Dépar., L. 5.859.

(251) Lettre du 25 brumaire, an III.

les malheureux auxquels il sert d'asile ». Un mois plus tard, les Administrateurs de Thiers adressèrent une demande encore plus pressante : « Nous sommes à notre dernière ressource... », écrivaient-ils le 27 Pluviose.

Pendant toute la Révolution, les plaintes se suivirent. Sous le Consulat, le 4 Pluviose de l'An VIII, les plaintes étaient les mêmes : « Dans la cruelle situation où se trouve réduit l'hospice de bienfaisance » les administrateurs craignent de fermer leur maison si un secours immédiat ne leur est envoyé ».

Cependant les charges étaient, cette année là, beaucoup diminuées et ce fut surtout jusqu'à l'An V que l'Hospice vit affluer les pauvres, mais parmi ceux-ci ce furent en grande partie les enfants qui augmentèrent leurs dépenses. Alors qu'en 1776 il n'y avait que cinq enfants dans la maison, il y en eut jusqu'à 127 en Pluviose de l'An IV ; leur nombre décru heureusement rapidement car il n'y en eut plus que 79 en l'An IV, pour tomber à 8 en l'An VI et en l'An VII (252).

(252) Situation de l'Hospice d'Humanité et de Bienfaisance de Thiers pendant le mois de ventose, an IV.

58 hommes, 58 femmes, 120 enfants.

Recette générale 246.893 f. 45c. (dont 200.000 f reçues à titre d'avance d'après ordonnance du département).

Dépense générale 709.409 f. 96 c.

Pendant le mois de Pluviose, an IV.

68 hommes, 62 femmes, 122 enfants.

Recette générale 116.739 f. 64 c.

Dépense générale 670.192 f. 18 c.

Pendant le trimestre de Messidor, an IV.

48 hommes, 50 femmes, 100 enfants.

Recettes assignats néant.

Recettes mandats 75.157 f. 48 c.

Recettes numéraire 2.977 f. 68 c.

Dépenses assignats 470.256 f. 31 c.

Dépenses mandats 75.056 f. 50 c.

Dépenses numéraire 4.297 f. 10 c.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an V.

46 hommes, 45 femmes, 79 enfants.

Recettes assignats néant.

Recettes mandats 1.582 f. 41 c.

Recettes numéraire 436 f. 65 c.

Dépenses assignats 470.256 f. 31 c.

Dépenses mandats 1.531 f. 40 c.

Dépenses numéraire 3.807 f. 29 c.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI.

42 hommes, 45 femmes, 8 enfants.

Recettes assignats néant.

Recettes mandats 51 f. 01 c.

Recettes numéraire 1.767 f. 35 c.

Dépenses assignats 470.256 f. 31 c.

Dépenses mandats néant.

Dépenses numéraire 16.349 f. 69 c.

(Voir suite page suivante)

A Courpière, au début de la Révolution, existait un hôpital de peu d'importance. Selon la vieille habitude de l'Ancien Régime, contre laquelle protestait Benezech, qui condamnait les hôpitaux dans les petites communes, les dépenses de cet établissement n'étaient nullement en rapport avec les services rendus.

L'Hôpital de Courpière (253) était géré par trois Administrateurs nommés par le Conseil Général de la ville. En l'An III, cette maison soignait 8 malades et avait pour tout personnel deux femmes et une petite domestique. Les administrateurs réclamèrent en l'An IV un crédit annuel de trente mille livres ; ils avaient évalué approximativement cette somme car « il était impossible, pensaient-ils, de fixer un prix aux denrées et autres objets nécessaires aux besoins de cet hospice, attendu le renchérissement progressif et continu des denrées et marchandises ».

Un hôpital assez modeste existait anciennement à Lezoux (254). Il avait reçu de riches fondations de M. de Rilleyre et en 1740 il avait acquis les biens des Bernardines. Ses ressources étaient composées de rentes, de loyers de maisons et de fermages ainsi que de produits ruraux dont le revenu annuel était de 3.000 Livres. Il n'avait que 17 lits, pour les malades et n'admettait ni les nouveaux-nés, ni les incurables, ni les pensionnaires, mais acceptait les soldats volontaires. Le service était assuré par un médecin, un chirurgien et quatre sœurs de la Congrégation de Saint-Joseph. La suppression des droits féodaux réduisit ses revenus, et le droit de vendre de la viande pendant le carême, qu'il affermaient 70 livres, fut affermé par la Révolution sans qu'il put obtenir de compensation. (255) En l'An III, les Administrateurs évaluèrent leurs besoins à soixante mille Livres sans jamais rien recevoir.

*
**

L'Hôtel-Dieu de Maringues, (256) en 1790, disposait de 32 lits. En l'An III, il avait presque doublé d'importance et avait deux salles de chacune 30 lits ; quarante pauvres y recevaient des soins. Les Administrateurs évaluaient les besoins de l'Hôpital à deux cent mille livres pour l'An IV, mais ils ne fournissaient pas l'état détaillé des besoins en nature. Le 11 Avril

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VII.

46 hommes, 48 femmes, 8 enfants.

Recettes	1.498 f. 41 c.
Dépenses	16.362 f. 35 c.

(Arch. Dépar., L. 2.666).

(253) Arch. Dépar., L. 2.633.

(254) Arch. Dépar., L. 2.633.

(255) Arch. Dépar., L. 5.858.

(256) Arch. Dépar., L. 2.657.

1793, ils demandèrent des secours, mais en Pluviose de l'An IV l'Hôpital se trouvait dans une situation si désespérée, que l'Administration accorda de nombreuses avances et un don de 27.000 £ le 27 Pluviose An IV, puis un nouveau don de 90 quintaux de froment le 27 Frimaire, An V.

*
**

Pour éclaircir toute cette étude qui tente de rechercher l'effet des lois de la Révolution sur les établissements hospitaliers du Puy-de-Dôme, il nous paraît intéressant de joindre à ces recherches, la copie de certaines pièces justificatives :

1. — *Pièces justificatives.*

Etat des sommes dues par les Commissions Administratives des hospices de l'Arrondissement du Puy-de-Dôme, sur les impôts des Ans III, IV, V et VI. (257)

Commune de Clermont	An IV	7.674 F. 51 c.
—	An V	6.467 F. 35 c.
—	An VI	6.113 F. 98 c.
Commune de Aulnat	An III	40 F. 50 c.
—	An IV	40 F. 50 c.
—	An V	30 F. 60 c.
—	An VI	29 F. 07 c.
Commune de Lempdes	An IV	620 F. 80 c.
—	An V	552 F. 50 c.
—	An VI	524 F. 45 c.
Com. de Pt-s-Allier (258)	An III	185 F. c.
—	An IV	185 F. c.
—	An V	178 F. c.
—	An VI	169 F. 10 c.
Commune de Cornon	An IV	F. c.
—	An V	1.288 F. 90 c.
—	An VI	1.224 F. 41 c.
Commune de Mirfleurs	An III	11 F. 85 c.
—	An IV	11 F. 85 c.
—	An V	11 F. 85 c.
—	An VI	11 F. 85 c.

(257) Arch. Dépar., L. 2.667.

(258) Les changements des noms évoquant un souvenir du passé furent obligatoires : Pont-du Chateau devint Pont-sur-Allier ; Vic-le-Comte, Vic-sur-Allier ; St-Sauve, Sauve-Libre ; Chateaugay, Bel-Air ; St-Germain l'Herm, Germain-la-Montagne ; St-Anthème, Pont-sur-Ance... St-Germain-Lembron, Leziniac-Lembron.

(Arch. Dépar., 2.667).

Commune d'Aubière	An III	19 F. 57 c.
—	An IV	19 F. 58 c.
—	An V	16 F. 45 c.
—	An VI	15 F. 52 c.
Commune de Beaumont	Néant	
Commune de Dussat	An V	57 F. 50 c.
—	An VI	54 F. 62 c.
Commune de Gerzat	An IV	2.984 F. 40 c.
—	An V	2.748 F. 18 c.
—	An VI	2.608 F. 86 c.
Commune de Royat	1794	1.133 F. 13 c.
—	An IV	275 F. c.
—	An V	819 F. 75 c.
—	An VI	778 F. 76 c.
Commune de Charpailieu	An IV	127 F. 50 c.
—	An V	139 F. 20 c.
—	An VI	132 F. 80 c.
Commune de Perpezat	An IV	216 F. 25 c.
—	An V	180 F. 90 c.
—	An VI	171 F. 35 c.
Commune de Rochefort	An IV	néant
—	An V	155 F. 90 c.
—	An VI	148 F. 11 c.
Commune de St-Beauzire	1793	528 F. 83 c.
—	1794	396 F. 65 c.
—	An V	572 F. 10 c.
—	An VI	543 F. 49 c.
Commune de Neschers	An III	162 F. 50 c.
—	An IV	162 F. 50 c.
—	An V	184 F. 00 c.
—	An VI	174 F. 80 c.
Commune de Montaigut	An V	33 F. 30 c.
—	An VI	31 F. 90 c.
Commune de Maringues	An IV	10 F. 00 c.
—	An V	7 F. 70 c.
—	An VI	6 F. 20 c.
Commune de Menat	An IV	17 F. 25 c.
—	An V	9 F. 85 c.
—	An VI	9 F. 85 c.
Commune de Riom	An IV	1.207 F. 50 c.
—	An V	1.279 F. 70 c.
—	An VI	1.215 F. 85 c.
Commune de Courpière	An V	4 F. 50 c.
—	An VI	7 F. 60 c.
Commune de Lezoux	An IV	207 F. 35 c.
—	An V	183 F. 10 c.
—	An VI	174 F. 26 c.

Commune de Sauvessange	An IV	198 F. 65 c.
—	An V	142 F. 35 c.
—	An VI	139 F. 25 c.
Commune d'Arlanc	An V	16 F. 60 c.
Commune d'Ambert	An IV	40 F. 84 c.
—	An V	60 F. 00 c.
—	An VI	66 F. 00 c.
Commune de Sauxillanges	An VI	203 F. 45 c.
Commune d'Issoire	An V	57 F. 16 c.
—	An VI	66 F. 53 c.

(259)

II. — *Etat des avances faites en l'An III aux divers hospices du département*

Hospice général de Clermont	1.080.000	Livres
— d'Humanité	570.000	—
— d'Humanité (Section de la Liberté)	66.000	—
— des Incurables	515.000	—
— Général de Riom	500.000	—
— Humanité	360.000	—
— Incurables	150.000	—
— d'Effiat	16.000	—
— d'Aigueperse	107.000	—
— de Sauxillanges	12.000	—
— de Besse	30.000	—
— de Montaigut	14.172	—
— d'Ambert	58.600	—
— d'Issoire	30.000	—
— d'Ardes	25.000	—

(260)

(259) Le 23 fructidor de l'an VII, l'Administration Centrale, considérant l'état de pénurie et de détresse des hospices, demanda à l'Administration de Clermont de donner ordre au percepteur de suspendre toutes poursuites de paiement sur les impositions des années : V, VI, VII et antérieures.

(260) Arch. Dépar., L. 2.633.

CHAPITRE II

LUTTE CONTRE LA MENDICITE ET DEPOTS DE MENDICITE DE RIOM

Le Comité de mendicité demanda de nombreux renseignements sur la mendicité dans le département du Puy-de-Dôme dès le 9 Juillet 1790 mais les Administrateurs de ce département furent très longs à répondre au point que le Comité fut obligé de renouveler ses demandes en Décembre 1791 et en Juillet 1792. Giat (261) écrivit le premier, le 9 Juillet 1791, qu'il y avait 8 vieillards incapables de travailler, 6 infirmes et 34 enfants de pauvres et que, tous les ans, il y avait 8 à 10 pauvres malades et une vingtaine de mendiants qui arrivaient de la La Marche et de l'Auvergne. On estimait qu'il serait facile de créer des travaux publics, très utiles au pays, manquant de ponts et de routes ; l'ouverture de travaux permettrait à la population de ne plus émigrer dans les autres provinces.

Les administrateurs du district d'Ambert (262) dressèrent, le 11 Décembre 1790, un tableau qui témoigne d'une grande misère. Sur une population de 73.000 habitants, il y avait 1.726 personnes ne payant aucune taxe, 1.538 infirmes et 6.240 enfants de pauvres âgés de moins de 14 ans et hors d'état de gagner leur vie. Il fallait donc distribuer des secours à 10.000 individus. Il y avait chaque année environ 2.000 pauvres malades et 500 mendiants vagabonds. (263) L'Administration rechercha les causes de cette misère : c'étaient celles qu'avaient exposées toutes les doléances du pays sous l'Ancienne Monarchie : « la surcharge des impôts qui depuis des siècles règnent dans ce district, la stérilité du sol, l'intempérie des saisons, les neiges abondantes qui séjournent plusieurs mois de l'année... point d'autre industrie que l'émigration ; ce secours momentané suffit à peine pour l'acquittement des impôts. »

La réponse de Thiers (264) était semblable ; elle attribuait la mendicité et la pauvreté à l'émigration et au terrain dont les récoltes ne sont pas suffisantes pour nourrir les habitants, « aux

(261) Arch. Dépar., L. 1.688.

(262) Arch. Dépar., L. 3.210.

(263) Pour l'année 1790 : 1.956 malades et 513 vagabonds.

(264) Arch. Dépar., L. 5.858.

torrents dont les inondations détruisent les cultures si laborieusement travaillées ; aux montagnes proches chargées de neige » Le commerce de la coutellerie et des bois de construction était ruiné par le blocus, mais Thiers accusait surtout « la surcharge des impositions qui était si exorbitante qu'on a vu plusieurs fois vendre la totalité des foins et blé de nombreux particuliers, ce qui a pu à peine suffire pour payer les subsides ordinaires... Il y avait dans le canton nombre de particuliers qui étaient obligés de s'expatrier pour aller chercher au lointain de quoi faire subsister leur pauvre famille ». En Prairial An II, la Commission de Secours publics voulut faire appliquer le décret de la Convention sur l'extinction de la mendicité dans les campagnes : « Heureux magistrats... (disait la lettre d'envoi de ce décret) ...vous jouirez du plaisir de concourir à la distribution des bienfaits de la République, le vieillard secouru va se ranimer sous vos yeux, le sein flétri des mères va reflleurir pour leurs tendres nourrissons ». La commission demandait que dans chaque première Assemblée, un orateur enseignât à chaque indigent ses droits, les vues bienfaisantes de la Convention, et les cas d'inscription au Livre de la Bienfaisance Nationale.

La Convention avait fait beaucoup de promesses ; elle devait mal les tenir. Les communes montrèrent d'ailleurs peu d'empressement à répondre et les Administrateurs étaient de tièdes républicains. Notre département avait droit à quatre cents inscriptions pour les cultivateurs, deux cents pour les artisans, trois cent cinquante pour les mères et veuves chargées d'enfants, cent cinquante pour les veuves indigentes. (265) Les demandes furent nombreuses, principalement celles des cultivateurs. Le district de Clermont venait en tête avec 295 demandes, suivi de celui d'Issoire avec 269.

Dans tout le département, les demandes de veuves indigentes, sans charge d'enfants, furent particulièrement nombreuses. Dans le district de Clermont elles atteignent le chiffre de 264 alors que la loi n'autorisait que 150 demandes pour tout le département. (266)

(265) Arch. Dépar., 2.693.

(266) *Demandes d'inscriptions dans le district de Riom.*

57 inscriptions pour les cultivateurs.

29 inscriptions pour les artisans.

50 inscriptions pour les mères et veuves allaitant leurs enfants.

22 inscriptions pour les veuves indigentes.

(Arch. Dépar., L. 2693).

Relevé indicatif des demandes d'inscriptions par commune du district de Clermont.

1° Pour les veuves âgées.

Bourg-Lastic	20 demandes
Rochefort	6 demandes
Ceyrat	24 demandes
Gerzat	4 demandes
Laqueuille	8 demandes
Monton	15 demandes

La loi avait ordonné le renvoi de tous les mendiants dans leur département et avait fixé à trois sols par jour l'indemnité payée à ces pauvres, voyageant avec leur passeport ; il nous est arrivé, dans nos recherches, de trouver plusieurs réponses de districts donnant la liste des mendiants de passage.

Lorsque la Convention organisa l'Assistance patriotique, le décret du 13 Ventose de l'An II (267) ordonna aux Communes de dresser un état des patriotes indigents afin que le Comité puisse leur distribuer les biens des ennemis de la Révolution. Les Communes ne mirent aucun empressement à répondre. A la suite du décret, le Comité du Salut Public avait renvoyé un modèle de tableau qui devait être rempli dans les huit jours (268) ; or, il dut, le 30 Thermidor An II, rappeler aux agents nationaux des districts

2° Pour les mères et veuves chargées d'enfants.

Bourg-Lastic	14 demandes
Rochefort	6 demandes
Cornon	8 demandes
Blanzat	2 demandes

3° Pour les cultivateurs.

Chanonat	10 demandes
Orcival	11 demandes
Messeix	9 demandes
Monton	23 demandes
Laqueuille	5 demandes
St-Sandoux	18 demandes
Cornon	13 demandes
Gerzat	13 demandes
Rochefort	13 demandes
Bourg-Lastic	22 demandes

4° Pour les artisans.

Orcival	2 demandes
---------------	------------

Relevé des demandes d'inscription pour les cultivateurs par canton du district d'Issoire.

Cantons	Nombre	Population
Issoire	46	11.634
Champeix	28	6.218
Vodable	27	6.603
St-Germain	29	6.418
Brassac	22	5.224
La Mongie	26	5.871
Sauxillanges	34	8.801
Ardes	41	9.690
Neschers	16	3.893

Total :	269	64.352
---------	-----	--------

(Arc. Dépar., 4.637).

(267) Bulletin de la Commission, n° 18. Décret relatif à la confection d'un état des patriotes indigents de toutes les communes et aux renseignements à fournir par les Comités de Surveillance sur la conduite des détenus depuis mai 1789.

(268) 16 ventose, an II. Arch. de l'Aube, L. 1.645, imp. Bulletin de la Commission, n° 181.

qu'ils devaient agir immédiatement auprès des agents des Communes pour faire exécuter la loi sans délai, les Communes finirent par répondre. Clermont comptait 66 patriotes indigents, Lempdes 20, Issoire 163 pauvres et 214 enfants ; Champeix 8 pauvres et 12 enfants ; Montaigut 7 et 5, Brassac 58 et 56 ; Saint-Germain-Lembron 37 et 67, Sauxillanges 118 et 250. (269)

**

Déjà bien avant la Révolution, il existait à Riom un assez important dépôt de mendicité ; ces maisons, si populaires à l'origine, étaient discréditées déjà dans les dernières années de l'Ancien Régime. La Révolution, organisant la lutte contre la mendicité, avait prévu la création de maisons départementales de détention et, lorsqu'en 1791 le Gouvernement voulut créer des œuvres destinées aux aliénés jusque là négligés, les Administrations locales pensèrent supprimer le dépôt de Riom et l'affecter aux aliénés ; cette proposition ne fut pas acceptée par le Ministre de l'Intérieur et ce fut, comme auparavant, l'Hôpital Général qui eut à sa charge les fous et les femmes de mauvaise vie. Le dépôt de Riom était un des mieux tenus et le 13 Fructidor de l'An I, l'Administration Municipale reconnut que le service intérieur, aussi bien que l'hygiène de ce dépôt, était digne de louanges. Elle estimait néanmoins qu'il serait utile de créer des loges pour les fous et d'ouvrir une infirmerie pour les pauvres malades. Ses besoins étaient devenus plus urgents par l'habitude d'admettre des incurables et on vit, en Prairial de l'An IV, 2 incurables du département de la Creuse qui furent transférés dans ce dépôt, leurs parents ne pouvant pas subvenir à leurs besoins ; le département de la Creuse envoya encore un paralytique en Floréal An V. (270)

A partir de 1790, le nombre des pauvres valides ne cessa de décroître, il passa de 32 à 5 ou 4 ; les enfants étaient encore en 1790 au nombre de huit environ pour descendre à trois en 1792... Nous n'en rencontrerons plus jamais après, tandis que le nombre des infirmes et des fous ne cessera de croître pour atteindre 37 en l'An VII.

La dépense annuelle varie selon le nombre des admis. Grâce à une bonne gestion financière, le dépôt coûtait peu ; les dépenses mensuelles variaient généralement entre cinq cents et huit cents livres. Le dépôt recevait des fonds des départements voisins et de l'hospice de Clermont et, en l'An IV, répondant à une lettre les avertissant de l'arrivée de plusieurs aliénés, les administrateurs indiquèrent qu'il ne leur faudrait que quatorze mille francs pour faire

(269) Arch. Dépar., L. 2.692.

(270) Arch. Dépar., L. 2.731.

toutes les réparations et construire des loges. Le 5 Fructidor An VI, François de Neufchâteau rappela aux Administrations centrales du département l'arrêté du Directoire en date du 17 Thermidor et donna des conseils sur l'ouverture d'ateliers occupant les détenus. Au dépôt de Riom, la plupart des pauvres étaient occupés au travail du coton et du chanvre. Nous publions, dans les pages suivantes, la statistique du dépôt de mendicité de Riom donnant le nombre de pauvres enfermés de Août 1790 à Thermidor et les comptes de 1789 à l'An VII, ce qui indique assez clairement l'état de misère de ces populations ainsi que les efforts faits pour tâcher d'y remédier.

*
**

Statistique du dépôt de mendicité de Riom (271)

1°. — Le 23 Août 1790.

Valides adultes enfermés	13 hommes	19 femmes
Enfants de moins de 15 ans	5 —	3 —
	18 hommes	23 femmes
		Plus 1 fille

Total 41 pauvres dont 38 ouvriers au coton et au chanvre ; 4 employés du service.

2°. — Le 12 Octobre 1790.

Vieillards et adultes.....	12 hommes	17 femmes
Enfants de moins de 15 ans.....	5 hommes	3 femmes
Infirmes et folles.....	1 homme	3 femmes
	18 hommes	23 femmes

Total 41 pauvres dont : 12 ouvriers et 3 ouvriers au coton ; 3 ouvriers et 17 ouvrières au chanvre ; 4 employés au service.

3°. — Le 30 Décembre 1790.

Valides et adultes.....	12 hommes	11 femmes
Enfants de moins de 15 ans.....	4 —	3 —
Malades	1 —	
Infirmes et folles	1 —	1 —
Septuagénaires		3 —
	18 hommes	18 femmes

Soit 36 pauvres dont : 30 employés au coton et au chanvre et 4 au service.

4° — Janvier 1791

Le nombre des enfants varie de 32 à 34.

Recettes.....	4 Livres
Dépenses.....	541 Livres 8 s. 2 d.

5° — Juillet 1791

Nombre de pauvres enfermés : de 21 à 23.

Recettes.....	3.020 Livres
Dépenses.....	1.155 Livres 2 s. 8 d.

6° — 10 Décembre 1791

Valides adultes	5 hommes	5 femmes
Enfants de moins de 15 ans.....	3 hommes	1 femme
Infirmes et fous	2 hommes	2 femmes
Septuagénaire	1 homme	
		11 hommes 8 femmes

Total 19 pauvres dont 14 employés au coton, au chanvre et à la paille.

7° Le 28 Janvier 1792

Valides adultes	5 hommes	6 femmes
Enfants de moins de 15 ans	2 hommes	1 femme
Infirmes et fous	3 hommes	3 femmes
Septuagénaires	2 hommes	2 femmes
Enfant du 1 ^{er} âge		1 femme
Vénérien		1 femme
		12 hommes 12 femmes

Soit 24 pauvres plus une femme de bonne volonté et 2 hommes en instance de police correctionnelle.

8° — 8 Janvier 1793

Détenus : 17 hommes et 12 femmes.
 dont 10 condamnés pour vagabondage.
 2 aliénés.
 9 condamnés par le Juge de Paix.
 8 condamnés par le Tribunal Civil.

9° — 30 Thermidor An III

Valides et adultes	12 hommes et 13 femmes
Malades	12 hommes et 1 femme
Infirmes	1 homme et 2 femmes

10° — Le 30 Thermidor An IV

Valides adultes	6 hommes et 4 femmes
Malades	6 hommes et 1 femme
Infirmes	6 hommes et 1 femme

11° — Le 30 Thermidor An V

Valides adultes	3 hommes et 2 femmes
Infirmes et fous	3 hommes et 1 femme

12° — Le 30 Thermidor An VI

Valides adultes	1 homme et femme
Hébétés	6 hommes et 5 femmes
Fous	6 hommes et 5 femmes
Infirmes	hommes et 4 femmes

13° — Le 30 Thermidor An VII

Valides au-dessus de 9 ans	4 hommes
Infirmes fous épileptiques	18 hommes et 19 femmes
Condamnés	1 homme et 4 femmes

COMPTES :

Année 1789 :

Compte présenté par le régisseur du département le 20 Mai 1791 et approuvé par le Ministre Roland le 17 Mai 1792.

Recettes générales	15.497 £ 11 s. 8 d.
Dépenses générales	16.232 £ 15 s. 1 d.
Déficit	735 £ 3 s. 5 d.

Année 1790 :

Compte présenté en même temps que celui de l'exercice 1789.

Recettes générales	13.326 £ 6 s. 8 d.
Dépenses générales	13.158 £ 12 s. 1 d.
Excédent de recettes	167 £ 14 s. 7 d.

Année 1791 :

Compte présenté le 31 Octobre 1792 et approuvé par le Ministre Roland le 18 Janvier 1793.

Recettes générales	11.856 £ 13 s. 10 d.
Dépenses générales	9.532 £ 5 s. 4 d.

Année 1792 :

Compte présenté le 11 Août 1795 et approuvé par le commissaire aux secours publics le 19 Septembre 1795.

Recettes générales	12.211 £ 12 s. 6 d.
Dépenses générales.....	10.456 £ 4 s. 6 d.

Année 1793 :

Compte présenté en 3 états, par les régisseurs qui se succèdent au cours de l'année :

Henrion de Bussy ; Mauvon fils ; Desanges.

Recettes générales	10.909 £ 3 s. 4 d.
Dépenses générales.....	12.618 £ 5 s. 7 d.
Déficit	1.709 £ 2 s. 3 d.

(Les comptes de l'exercice 1793 et de celui de 1794 jusqu'au 21 Septembre furent présentés le 24 Thermidor, An III-16 et 26 Germinal An IV, et approuvés par le Ministre de l'Intérieur le 10 Prairial An IV.)

An III :

Compte rendu par les citoyens Desanges du 1^{er} Vendémiaire au 21 Messidor et par Henrion de Bussy du 22 Messidor au 1^{er} Vendémiaire An IV, tous deux co-agents de la Régie des dépôts de Mendicité en celui de Riom pour l'An III.

Recettes générales	64.805 £ 3 s. .
Dépenses générales.....	75.251 £ 2 s. 6 d.
Déficit	10.445 £ 19 s. 6 d.

An IV :

Compte présenté par le Citoyen Henrion de Bussy et approuvé par le Ministre de l'Intérieur le 22 Messidor An V.

Recettes générales (Papiers)	338.031 £ 11 s. 3 d.
Numéraires	1.476 £ 19 s.
(espèces métalliques)	
Dépenses générales (Papiers)	364.244 £ 6 s. 3 d.
Numéraire	2.653 £ 2 s.
Déficit (Papiers)	26.212 £ 15 s.
Numéraire	1.176 £ 3 s.

Compte présenté par le citoyen Henrion de Bussy approuvé
le 7 Floréal An VII.

Recettes générales	8.229 £ 13 s.
Dépenses générales.....	7.446 £ 16 s. 10 d.

An VI et Vendémiaire An VII :

Compte présenté par Henrion de Bussy, approuvé le 7 Floréal
An VII.

Recettes générales	9.137 £ 18 s. 5 d.
Dépenses générales.. ..	9.137 £ 18 s. 5 d.
Compte balance.	

CHAPITRE III

ENFANTS TROUVES

Nous savons combien de parents abandonnaient leurs enfants sous l'Ancien Régime ; or, pendant la période Révolutionnaire la misère n'en atténua pas le nombre et les charges de ce service d'assistance augmentèrent encore. Les Administrateurs des hôpitaux voyaient les enfants revenir de la campagne dans leurs maisons, rapportés par les nourrices mal payées, et la solution de cette question fut un sujet constant d'inquiétude pour les Administrations hospitalières. Les dons étaient cependant nombreux et les âmes charitables déploraient le sort de ces pauvres enfants. Dom Gerle, Supérieur de la Chartreuse de Port-Ste-Marie, donna en Mars 1790, une somme de 40.000 livres pour « servir de premier fonds à l'Etablissement futur des Enfants Trouvés de Clermont ». Nous avons vu que l'Administration Royale avait recouru au système de l'abonnement, malgré l'opposition des bureaux d'hôpitaux ; l'Administration Départementale employa ce même procédé sans grandes difficultés sur la base de cinq livres dix sols par mois et par enfant, ce qui coûtait, pour les mille deux cents enfants du département la somme de quatre vingt mille livres. Un des premiers abonnements que nous avons pu constater fut celui des enfants trouvés du district de Montaignut, demandé le 12 Mars 1792 ; au terme du traité d'abonnement, « l'Administration de l'Hôpital de la ville de Montaignut était chargée, sous la surveillance des Administrateurs du département et du district, de la nourriture, de l'entretien et de l'éducation des enfants abandonnés et exposés dans le territoire du district de Montaignut ». On estimait qu'il y en avait ordinairement une trentaine ; le taux fixé était de six livres par mois et par individu. Fort justement, l'administration eût préféré voir tous les enfants à la campagne et même qu'ils y restassent pendant leur jeunesse. La Monarchie avait essayé d'éviter aux enfants le mauvais air des hôpitaux et, lorsque les hôpitaux furent ruinés par la législation révolutionnaire et par la misère générale, il parut encore plus utile de placer les enfants dans les familles de paysans. La Convention savait combien le peuple des campagnes est éloigné des agitations politiques : « les campagnes sont des nourrices fé-

condes et généreuses, les villes sont des filles ingrates et stériles ». (272) Dans notre département, la plus grande partie de la population étant agricole, il pourrait sembler que l'Administration réussît facilement à trouver des familles se chargeant pour une faible rétribution d'élever des enfants et que le nombre de nourrices eût facilité l'assistance aux enfants ; malheureusement les assignats étaient refusés partout et les pouvoirs républicains rencontrèrent les mêmes difficultés que les administrateurs royaux malgré le taux de l'abonnement fixé à six livres par mois pour les hôpitaux du district de notre département.

Une politique pareille à celle menée au XVIII^e siècle fut suivie pendant la Révolution pour les femmes en couches. On ouvrit un cours d'accouchement gratuit à Clermont-Ferrand en 1790 et l'on mit le sieur Blancheton (273) à la tête de ce cours. Chaque district pouvait y envoyer quatre élèves par an, mais ce cours n'eut pas plus de succès que ceux qu'avait organisés la Monarchie et il n'y eut que 19 élèves à l'ouverture.

L'assistance des enfants trouvés passa tout entière à la charge de l'Etat après la suppression des privilèges seigneuriaux, plus encore que sous la Monarchie qui supportait cependant la plus grosse partie de ce service. L'Administration Républicaine, seule à en assurer le fonctionnement, trouva la charge lourde et ne put que difficilement vaincre les difficultés financières dans une période troublée, parmi une population tous les jours plus misérable. Les dépenses étaient considérables : pendant le trimestre de Germinal An II, les sommes affectées par l'Hôpital Général de Clermont au service des enfants trouvés s'élevèrent à 35.642 livres 12 sols (274) ; pendant le trimestre de Nivose de la même année les dépenses furent de 36.000 livres ; elles baissèrent en l'An III à 23.512 livres, après avoir passé à 14.246 livres en Messidor An IV et 13.206 frs 34 c. en Nivose An V, 9.494 frs 50 en Vendémiaire An VI, 8.175,60 en Vendémiaire An VII, pour n'être plus que de 7.166 frs 90 en Vendémiaire An VIII, lorsque les finances du pays furent complètement assainies.

Les difficultés furent nombreuses et le 4 Prairial de l'An III les Administrateurs durent porter le prix du mois de nourrice de 27 à 36 livres. Malgré ces efforts, les nourrices rapportaient les enfants dans les hôpitaux, la crise monétaire et la hausse des prix ne permettant pas d'indemniser les familles paysannes nourrissant les enfants ; « tous les objets de stricte nécessité renchéérissaient chaque jour ». Il eût fallu tripler l'indemnité pour organiser facilement le placement des enfants et les administrateurs auraient

(272) Séance du 29 prairial, an II. Moniteur du 30 Prairial.

(273) Bonnefon, *Administration utile de la province d'Auvergne*.

(274) Arch. Dépar., L. 4.949.

voulu porter les mois de nourrice, toutes indemnités comprises, à 72 livres, à partir de Fructidor An IX. (275) Dans toute la France, les assignats étaient refusés en paiement ; la population, paysanne et prudente, de notre département ne pouvait être que plus méfiante encore ; aussi la hausse du coût de la vie et le faible pouvoir d'achat de la monnaie obligèrent-ils l'Administration départementale à prendre des dispositions qui réduisirent les effets du cours forcé ; un arrêté de l'Administration départementale du 25 Fructidor An IV, ordonna le paiement des nourrices en nature et fixa l'indemnité mensuelle à 60 livres de froment par enfant de moins d'un an, cinquante livres par enfant d'un à deux ans, quarante et une livres de deux à neuf, et vingt cinq livres par enfant de neuf à quinze ans ; une indemnité supplémentaire pour les layettes et les vêtements fut fixée à 75 livres par trimestre (276). Afin d'encourager les nourrices à bien soigner leurs enfants et à ne pas se contenter de toucher des indemnités qui auraient pu être recherchées par appât du gain dans une époque de misère, une prime de 75 livres de froment fut accordée aux nourrices dont les enfants en bas âge seraient bien portants. Dans le district d'Issoire, la hausse des mois de nourrice fut moindre et, entre l'An IV et l'An VIII, ils restèrent toujours entre neuf et quinze francs ; cependant, le nombre d'enfants trouvés ne cessa d'y augmenter. (277)

Issoire avait conservé l'ancien tour du parloir des religieuses où les parents pouvaient déposer secrètement leurs enfants. En Nivose de l'An III, les voleurs s'introduisirent par cette ouverture et réussirent à forcer la serrure d'une armoire. Ils se retirèrent en emportant 362 livres destinées à payer les nourrices. A la suite de ce vol, les Administrateurs du district décidèrent de boucher le

(275) Arch. Dépar., L. 4.263.

(276) Arch. Dépar., L. 2.679.

(277) *Etat des enfants trouvés du district d'Issoire.*

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an V.

27 enfants.

Dépenses	459 £ 50
Mois de nourrice de 9 à	13 £ 50

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VI.

30 enfants.

Dépenses	496 f. 17
Mois de nourrice de 9 à	15 f.

Pendant le trimestre de Germinal, an VII.

40 enfants.

Dépenses	683 £
Mois de nourrice de 9 à	15 f.

Pendant le trimestre de Vendémiaire, an VIII.

44 enfants.

Dépenses	787 £
Mois de nourrice de 9 à	15 f.

(Arch. dépar., L. 2.678).

tour et de le remplacer par un tiroir ; le même arrêté porta les mois de nourrice à dix livres par mois. (278)

D'après un état dressé en Pluviose An III, l'Hospice d'Issoire avait placé en nourrice 114 enfants ; il restait encore trois enfants en bas âge pour lesquels on n'avait pas trouvé de nourrice. Cette situation se prolongeait depuis longtemps déjà, et deux ans auparavant, l'hospice avait tenté de faire allaiter les enfants par une chèvre ; les mauvais résultats obtenus obligèrent l'Administration à abandonner ce système. Il y avait dans l'hôpital quatorze garçons et une vingtaine de filles que l'on occupait à filer le coton au rouet, mais les administrateurs n'avaient jamais réussi à tirer plus de vingt livres de revenus mensuel de cet atelier quoiqu'une bonne gestion eût pu doubler le revenu. Les garçons de douze ans et demi travaillaient au jardin et balayaient la grande place de la ville. Ces travaux de voirie étaient très fréquemment confiés aux pauvres hospitalisés et, malgré l'exemple de l'étranger, François de Neufchâteau protesta contre ces travaux qu'il pensait avilissants. (279) Les enfants trop jeunes ou trop débiles fournissaient des cartons au marché au blé ; deux fillettes étaient occupées à la cuisine et deux autres devaient laver le linge, habiller et peigner les enfants. L'Administration confiait à toutes les filles pauvres le soin d'élever les enfants en bas-âge. Trois d'entre-elles étaient « chargées chacune d'un petit enfant âgé de moins d'un mois, le portant par la ville pour lui faire donner à téter parce qu'on ne trouve point de nourrice ».

L'Hôpital Général de Clermont avait assez habilement organisé le service des enfants trouvés ; la plupart des enfants restaient à la campagne jusqu'à quatorze et quinze ans et plusieurs même s'y établissaient. En ville les pauvres et les enfants étaient tous employés à la filature de la toile et de droguet ; ils tricotaient aussi des bas. Le produit annuel de la filature s'élevait à trois mille livres : ces ateliers fournissaient également une partie des vêtements des pauvres et des enfants hospitalisés (280)

A Riom (281), les dépenses du trimestre de Germinal An III s'élevèrent à 19.740 livres, chaque trimestre d'enfant étant de 66 livres. Pendant le trimestre de Vendémiaire An IV, les dépenses atteignirent 87.627 livres à raison de 270 livres par enfant ; pendant le trimestre de Germinal, An V, les dépenses ne furent plus que de 6.064 francs, et, pour Germinal An VI, de 6.139 F. 62 c.

(278) Arch. Dépar., L. 4.627.

(279) Bulletin de la Commission, n° 371. Instruction du Ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau aux administrations centrales du département du 5 fructidor, an VI, (Arch. Nat., F. 1a, 23 m.

(280) Arch. Dépar., L. 2.677.

(281) Arch. Dépar., L. 2.681.

A Riom, à Issoire, à Clermont, dans tout le Puy-de-Dôme enfin, les hospices chargés d'enfants abandonnés luttèrent, pendant toute la Révolution, contre une situation financière, aggravée par la chute des assignats, et la Commission administrative pouvait écrire en Frimaire de l'An VI : « les hospices sont, dans le moment, réduits à la dernière misère ».

A Thiers les dépenses s'élevèrent, pendant le trimestre de Germinal An II, à 1.416 livres 6 sols 8 deniers, pour les 99 « enfants naturels de la Patrie ».

L'Hôpital d'Ambert (282) dut nourrir, en l'An III, quatre vingts enfants abandonnés ; il souffrit comme les hôpitaux de la cherté de la vie et de la pénurie de nourrices qui réclamaient, le 8 Messidor de l'An III, trente livres par mois sans compter une indemnité de 60 livres pour le trousseau, et, quelque temps après, 50 livres par mois et une indemnité de 80 livres pour le trousseau. Ces demandes étaient justifiées par le coût de la vie et les Administrations départementales, en reconnurent le bien fondé ; le boisseau de blé ne s'était-il pas vendu 190 livres au précédent marché. Le 27 Fructidor de l'An III, les administrations départementales furent autorisées à payer provisoirement soixante livres par mois aux nourrices et le district d'Ambert fit une avance de 20.000 livres à l'hospice. Le 19 Germinal de l'An IV, les Administrateurs du département pensèrent que la somme de 250 livres par mois, payée aux nourrices, était « absolument trop modique en raison du discredit des assignats et des difficultés qu'elles éprouvent à se procurer les objets de première nécessité avec du papier monnaie » et autorisèrent les Administrateurs de l'hospice à payer les nourrices en nature: le mois de nourrice fut alors fixé (283) à 1 quarton 1/2 de blé, seigle ou la valeur en mandat de la même quantité de grains; chaque année, une indemnité de deux cartons de blé, seigle ou leur valeur en mandat était versé pour les frais du trousseau. (284)

C'était, dans tout le département, les mêmes plaintes de nourrices et les mêmes réclamations des hospices. A Montaigut : « les nourrices des orphelins continuèrent à nous fatiguer de leurs

(282) Arch. Dépar., L. 2.674.

(283) Arch. Dépar., L. 2.677.

(284) *Etat des enfants orphelins de la Patrie à la charge de l'hospice d'Ambert.*

Pendant les huit premiers mois de l'an III (pour établir la dépense d'un mois commun).

Mois	Nombre d'enfants	Dépenses
Octobre	64	1.278 £ 10 s.
Novembre	70	1.725 £
Décembre	74	1.444 £ 5 s.
Nivose	80	1.559 £
Pluviose	89	1.995 £

(Voir suite page suivante)

plaintes et à murmurer contre notre vilénie ». (285) Les dépenses, pendant le trimestre de Germinal de l'An IV, furent de 1.090 Fr. 66 c. ; de 1.279 Fr. 50 pour Germinal An V ; de 1.003 Fr. 75 pour Germinal An VI et de 813 Fr. seulement pour Germinal de l'An VII.

A Besse les mois de nourrice étaient moins coûteux, pendant le trimestre de l'An V, les mois de nourrice de quatre enfants étaient de 47 livres, plus une indemnité mensuelle de quarante cinq livres pour le trousseau. Nous trouvons, en Vendémiaire de l'An VI, quatre enfants à l'hôpital, dont les mois de nourrice s'élevaient à 69 livres, mais dont l'indemnité de trousseau était restée à 45 livres. Pendant le trimestre de Germinal de l'An VII, il fallait à l'hospice 79 livres 50 pour payer les mois de nourrice de six enfants et soixante dix livres pour leur trousseau. Le mois de nourrice dans le district de Besse resta pendant les ans V, VI et VII, de 4 livres. (286)

Toutes les Assemblées Révolutionnaires avaient pris soin de l'assistance aux enfants abandonnés, aux filles-mères allaitant leurs enfants, et aux familles ayant recueilli des enfants abandonnés ; un pareil service allait être une grosse dépense. Bénézech avait envoyé, le 17 Pluviose de l'An IV, une circulaire témoignant de la sollicitude du Gouvernement : « les communes qui refusent des subsistances à ces enfants contrarient le vœu de la nature et celui de la Patrie qui les a adoptés pour être membres de la famille commune et partager le sort des autres enfants ». (287)

Le 20 Ventose de l'An IV, le Puy-de-Dôme recevait une circulaire du Ministre lui enjoignant de se conformer strictement à la loi et de ne donner des secours qu'aux « enfants trouvés, exposés ou abandonnés et non ceux élevés dans le sein de leur famille, ou aux *filles-mères ainsi qu'on le fait* ». C'était à tous les départements que le Ministre s'adressait pour réduire les dépenses du service des enfants naturels de la Patrie. (288) Le 14 Prairial de l'An

Mois	Nombre d'enfants	Dépenses
Ventose	96	3.720 £
Germinal	133	6.620 £
Prairial	151	5.957 £

Total : 757 24.298 £ 15 s.

Soit environ 3.040 livres par mois pour une moyenne de 95 enfants.
Arch. Dépar., L. 2.674.

(285) Arch. Dépar., L. 2.880.

(286) Arch. Dépar., L. 2.675.

(287) Bulletin de la Commission, n° 316. Circulaire du Ministre de l'Intérieur Bénézech aux Administrateurs du Département, relativement aux secours pour les enfants de la Patrie, du 17 Pluviose, an IV, (6 février 1796). (Arch. Calvados, L. sous-série X non classé imprimé.)

(288) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 323.

IV (289), les administrations municipales de notre département reçurent une circulaire de l'Administration centrale rappelant la lettre du 24 Ventose, mais de nombreuses mères recouraient à un artifice pour bénéficier de la loi et réussissaient à toucher des secours en « exposant nuitamment leurs enfants, puis, en se présentant comme nourrice pour les allaiter ». Elles bénéficiaient aussi du traitement accordé aux nourrices, « ainsi que des layettes et vetures données à chaque enfant ». Ce procédé, signalé par les administrateurs du département, était très fréquent dans le Puy-de-Dôme ; les abus de toutes sortes étaient très nombreux et l'on voyait des nourrices toucher encore des indemnités, alors que les enfants qui leur avaient été confiés étaient morts depuis longtemps.

Dans une délibération du 30 Ventose de l'An V, le Directoire exécutif rappela que les enfants ne devaient être conservés à la campagne et n'être gardés dans les hôpitaux que lorsqu'ils étaient atteints de maladies graves, difficiles à soigner chez leurs nourrices. (290) Les Administrateurs de notre département suivirent ces recommandations ; à douze ans, les enfants étaient placés chez des « cultivateurs, artisans, ou manufacturiers » ; ils y apprenaient un métier, qu'ils gardaient très souvent toute leur vie. Cet arrêté du Directoire fixait le traitement des nourrices d'enfants de moins d'un an à quinze francs par trimestre ; celui des nourrices d'enfants de moins de trois ans à treize francs douze sous ; à douze francs celui des nourrices d'enfants de trois à sept ans et à neuf francs pour les enfants de sept à douze ans. Il fut publié dans tout le département (291) et bien accueilli par une population paysanne ; le prix du trousseau devait être fixé par les Administrations Municipales, sur avis des Commissions administratives des hospices civils.

(289) Arch. Dépar., L. 2.672.

(290) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 345. Arrêté du Directoire exécutif concernant la manière d'élever et d'instruire les enfants abandonnés.

(291) Arch. Dépar., L. 2.672.

CHAPITRE IV

LES ALIENES ET LES SOURDS-MUETS

Les aliénés avaient été à peu près laissés sans secours pendant tout l'Ancien Régime. A plusieurs reprises, les Assemblées Révolutionnaires voulurent organiser un service d'assistance médicale ; en exécution de la Loi du 23 Novembre 1792, les commissaires du département établirent le tableau des aliénés et signalèrent qu'il n'y avait pas d'établissement où l'on pût garder les fous dangereux. L'Hôpital Général de Clermont et le dépôt de mendicité de Riom demandèrent des crédits pour construire des loges ; tous les départements voisins envoyaient en effet leurs aliénés dans le Puy-de-Dôme. (292) Cette habitude explique le nombre toujours croissant d'aliénés internés dans le dépôt de mendicité de Riom.

Le chirurgien Pignol fut chargé un certain temps de l'assistance médicale aux aliénés, et nous trouvons le paiement, le 22 Septembre 1792 de 12 livres, pour honoraires, de deux journées employées dans le district d'Issoire à visiter plusieurs personnes atteintes de folie. D'autres médecins touchèrent, pour quatre journées, la somme de 48 livres.

Les internements arbitraires étaient nombreux ; nous voyons le Juge de Paix de Plauzat qui fait enfermer sa femme non malade. L'Administration départementale avertit le 24 prairial de l'An VI les Administrations Municipales que la maison de Charenton, près de Paris, qui avait été désaffectée, était rendue à sa destination première (293) et que des soins médicaux y seraient donnés aux fous : bains froids et chauds, douches ascendantes et descendantes, chambres communes ou particulières, salles de jeux, bibliothèques ; malheureusement le prix de la pension s'élevait à six cents livres, et la famille devait en outre fournir un trousseau de quatre paires de draps, de deux douzaines de serviettes, et des vêtements en nombre suffisant. C'est le premier effort sérieux de traitement des maladies mentales. Les précautions policières avaient cédé la place aux traitements médicaux.

(292) Arch. Dépar., L. 2.671.

(293) Arch. Dépar., L. 2.668.

La loi du 16 Nivose, An IV avait fondé les deux établissements de Paris et de Bordeaux en faveur des Sourds-muets ; soixante places étaient gratuites et, le 30 Juillet, le Comité de Secours Public adressa à l'Administration du département du Puy-de-Dôme une circulaire demandant le nombre et l'âge des sourds-muets de naissance. Les réponses des communes furent négatives ; seules Chamalières, La Roche-Blanche, Ennezat et Aigueperse demandèrent des places, mais deux des sourdes-muettes de la commune de Chamalières, admises en l'An VI à l'hôpital de Bordeaux, ne s'y rendirent pas, leurs parents ne voulant pas consentir à se séparer d'elles, tandis qu'un jeune garçon de treize ans et demi d'Aigueperse y ayant été admis, ses parents furent « flattés de la préférence du Ministre ». (294)

(294) Arch. Dépar., L. 2.686.

CHAPITRE V

SECOURS A DOMICILE ET SECOURS EXTRAORDINAIRES

§ 1. — *Assistance à domicile et ateliers de Charité.*

Rôle des bureaux de charité.

Les réponses des Administrateurs de district à la lettre du 9 Août 1790 (295) nous font connaître les bureaux de charité du Puy-de-Dôme. Le Comité de Mendicité avait demandé aux Administrateurs de s'assurer de l'exactitude de leurs informations ; il réclamait « cette surveillance avec d'autant plus d'insistance que les Etats faits jusqu'à présent par les bureaux de charité ou autres institutions de cette espèce ont été si évidemment exagérés qu'il est impossible de leur donner confiance ». (296)

Le district de Thiers avait trois bureaux : Lezoux, Courpière et Thiers. Le bureau de charité de Thiers datait de 1788. Nous avons vu, en effet, dans la première partie, l'organisation de ces bureaux, qui distribuaient des secours et possédaient une pharmacie. Durant le rigoureux hiver de 1789-1790, des distributions de pain furent faites deux à trois fois par semaine à plus de cinq cents familles. Le bureau de charité de Thiers était composé de six administrateurs élus par le Conseil Municipal et dont le Maire était le président. Il était aidé par des femmes « qui n'ont pas peu contribué à éclairer la charité et à l'exécuter, et c'est surtout dans leurs visites qu'elles donnaient l'exemple de cette vertueuse et tendre sensibilité qui caractérise les personnes du sexe ». Les Administrateurs s'assemblaient le premier lundi de chaque mois et décidaient l'importance des secours à accorder. En l'An III, l'Administration de l'Hospice d'Humanité dirigeait le Bureau de Charité, sous la surveillance de la Municipalité, mais, alors que la misère du pays eût demandé une augmentation des secours, le Bureau de Charité n'ayant plus de revenus suffisants fut obligé de réduire les distributions.

(295) Bulletin de la Commission, ut supra, n° 18, instruction des Comités de Mendicité aux administrations de dep., 9 août 1790. Arch. Dépar., F. 16. 936, copie manuscrite.

(296) Arch. Dépar., L. 2.631.

A Clermont, l'Assemblée Générale se réunit le 27 Novembre 1789 à l'Hôtel de Ville afin de prendre des mesures pour lutter contre la disette de l'hiver. (297) Les Commissaires lurent le projet d'organisation d'assistance à domicile et, dès lors, le Bureau Général de l'Administration de la Charité fut ainsi composé : deux officiers municipaux présidents ; dix curés, dont M. Delarbre pour la cathédrale et quinze notables. (298) Dès sa nomination, le Bureau fit une enquête sur le nombre de pauvres. Dans chaque paroisse, le curé et un notable devaient dresser le rôle des pauvres, aidés dans cette tâche par un Membre du Bureau Général. Grâce à une enquête faite dans les rues de la ville, des distributions de comestibles, de vêtements, de combustibles purent être faites et on invita les personnes charitables à ne plus faire d'aumônes aux mendiants dans les rues et aux portes des églises. Les souscriptions affluèrent, les Membres du Collège de Médecine firent don de leurs appointements de médecin à l'Hôtel-Dieu et les comédiens donnèrent chaque semaine cent livres de grains. Le Bureau, dans son Assemblée du 29 Décembre 1789, put décider de donner une demi-livre de pain par tête et par jour, ce qui porta à 14.470 livres de pain par semaine le total des secours distribués ; au cours du jour, cela représentait une dépense de 1818 livres 15 sols.

Le Bureau de Charité s'occupa de l'organisation des ateliers de Charité ; il décida, dans son Assemblée du 6 Mars 1790, de n'admettre dans ces ateliers que les hommes et les enfants mâles, âgés de douze ans. Le travail commençait à six heures du matin et finissait à six heures du soir.

Dans son Assemblée du 3 Mai, les Commissaires adjoints aux curés de paroisse rendirent compte du recensement des pauvres. (299). A la mi-décembre 1790, d'après leurs travaux, il y avait à Clermont 4.127 individus incapables de subsister par leurs propres moyens ; dans la même séance, l'Assemblée nomma des quêteurs, et des commissaires furent envoyés pour veiller à la fabrication et à la distribution du pain. Les distributions furent très importantes dans ces années particulièrement dures aux pauvres ; du 31 décembre 1789 au 3 avril 1790, il fut distribué chaque semaine 14.770 livres de pain. (300)

(297) Extrait des registres de l'Hôtel de Ville de Clermont.

(298) Quatre pour la paroisse de St-Genest ; 3 pour St-Pierre ; 2 pour le port, 1 pour chaque paroisse de St-Adjutor, St-Georges, St-Cyr, St-Etienne, St-Benoît et Ste-Catherine.

(299) C'étaient Messieurs Frefefont, Vassadel, de Chazot, Boyer, Verdier, Pirot, Lacourbe, Sabatier, d'Hauterives, Laporte-Sablon, Vergnil, Vazeilhes, Pélissier.

(300) C'était 4.725 £ pour la paroisse de St-Genest.

2.100 £ pour celle du Port.

3.500 £ pour celle de St-Pierre.

(Voir suite page suivante)

Les personnes bienfaisantes de la ville avaient souscrit très généreusement, le Bureau de Charité avait reçu : 28.594 livres 8 sols 4 deniers et il avait dépensé 22.042 livres 6 sols et 9 deniers en distribution de pain, 2.550 livres en secours aux pauvres honneux et 3.826 livres 4 sols 6 deniers pour les ateliers de charité.

Cette dernière obligation avait été imposée au bureau par les Membres de la Commission intermédiaire pour la réparation des Boulevards et l'entretien des chemins de communication (301). Cet hiver de 1789-1790 fut particulièrement rigoureux, la Caisse de Charité s'épuisait et la Société des Amis de la Constitution, fondée le 17 Avril 1790, par le Baron des Essarts, vota un don de 400 livres pour prolonger la durée des ateliers de charité. Ces travaux de secours étaient une lourde charge pour la caisse de Charité ; il fallait donner à six cents hommes et enfants six ou vingt sols par jour pendant deux mois encore et on ne pouvait, en cette époque troublée, alors que l'on craignait des émeutes, renvoyer une telle foule d'ouvriers sans travail.

Les ateliers de charité furent toujours l'occasion de grosses dépenses et une cause de soucis pour les bureaux de Charité dont les ressources, sous la Révolution, étaient de peu d'importance. Au premier Vendémiaire de l'An III, le Bureau de Charité de Clermont ne reçut que 1.557 livres, 5 sols, 2 deniers et, depuis, 1.015 francs.

§ II. — *Secours médicaux pendant les épidémies*

Pendant les années particulièrement malheureuses de la Révolution, l'Administration Centrale et l'Administration départementale durent prendre des mesures exceptionnelles ; le 9 Décembre 1790, le Conseil Général décida que, lorsque des épidémies éclateraient dans les campagnes, le médecin du canton devrait visiter les villages et établir un mémoire décrivant la nature, les effets et les causes de la maladie. Pendant toute la Révolution, les épidémies décimèrent les populations paysannes ; l'épidémie qui sévit en Rouergue en 1790 éclata le 17 janvier pour ne se terminer que le 1^{er} Mars, et, parmi les 250 malades, 15 moururent. La Loi du 2 Floréal de l'An II, organisant l'envoi des boîtes de médicaments dans les campagnes, devait rendre de grands services à notre département agricole. Nous savons les difficultés que rencontrait,

1.952 £	pour celle de St-Adjutor.
1.050 £	pour celle de St-Georges.
582 £	pour celle de St-Cyr.
350 £	pour celle de St-Etienne.
910 £	pour celle de Ste-Catherine.
245 £	pour celle de St-Bonnet.
56 £	pour celle de la Cathédrale.

(301) Arch. Dépar., L. 2.632.

dans ses approvisionnements, la Commission de Secours ; heureusement, le 6 Prairial de l'An III, elle pouvait adresser les premières boîtes de remèdes au district de Thiers. (302) Le 28 Fructidor, trois autres boîtes furent envoyées à Ambert (303) et, le 20 Juillet 1792 le département avait donné trois boîtes au district d'Issoire (304), deux au district de Montaigut et quatre à celui de Riom.

§ III. — *Secours en temps de famine.*

Des hivers rigoureux avaient rendu très graves, dans le Puy-de-Dôme, les disettes qui sévissaient dans toute la France ; le Comité de Mendicité accorda le 26 Septembre 1791 une avance de 12 millions afin de permettre au département d'acheter des graines ; cent mille livres furent attribuées au département du Puy-de-Dôme qui devait les rembourser, avec leurs intérêts, dans un délai de deux ans (305). En 1792, le 5 Octobre, le département demanda six mille setiers de grains « absolument nécessaires pour subvenir aux besoins » et délégua deux commissaires pour défendre à la Convention les intérêts du Puy-de-Dôme. La famine donnait de grosses inquiétudes aux administrations départementales ; c'est ainsi qu'à Clermont, cinq Commissaires receveurs, apportant plusieurs sacs de grains, il y eut des bousculades et plusieurs blessés. L'Administration départementale avait encore été obligée de distribuer, par famille, un quarteron de 25 Livres d'une farine ayant un quart de son. Lorsque Couthon et Bancal furent envoyés dans le Puy-de-Dôme, ils obtinrent des secours : trois mille quintaux de froment et mille quintaux de seigle qui furent prélevés sur les stocks de blé étranger arrivés à Nantes le 2 Décembre. Le Puy-de-Dôme reçut, pendant cette période, environ huit mille quintaux. Au début de 1793, le peuple était moins malheureux grâce à de bonnes récoltes et grâce aussi à la crise financière et au décret des 3-4 mai 1793, fixant un minimum, qui interrompirent la circulation du blé ; cependant, il fallut envoyer quand même des commissaires pour acheter dans les autres départements, la récolte locale étant insuffisante. Thiers, dont la population ouvrière s'agitait, délégua Madieu à la Convention pour plaider la cause du district. Des distributions furent faites dans chaque canton par les agences ; le pain atteignit, à Clermont, dix-huit sous la livre et le setier de blé, cent livres. En l'An II, des distributions de riz furent faites. Issoire, cette même année, s'en procura pour donner aux malades ; Riom, au milieu de la pénurie de grains, demanda quarante quintaux de riz au Comité

(302) Arch. Dépar., L. 5.867.

(303) Arch. Dépar., L. 3.200.

(304) Arch. Dépar., L. 4.645.

(305) Arch. Dépar., L. 2.688.

de subsistance de Clermont, qu'il partagea avec les autres communes du département après avoir gardé 781 livres pour son usage ; Aigueperse en reçut 297 livres, Combronde 322, Ennezat 344, Giat 303, Manzat 249, Pongibaut 367. (306)

§ 4. — *Secours pour accidents imprévus.*

De nouveaux décrets avaient été publiés pour organiser la distribution de secours pour les pertes imprévues. Le 15 Septembre 1791, le département avait réclamé des indemnités pour les populations éprouvées par la grêle, la gelée et l'inondation, évaluant les pertes subies à 2.741.278 livres (307). Le district de Clermont réclamait 2.564 livres 9 sous 5 décimes pour les pertes causées par les incendies, 276 livres 5 décimes pour les pertes causées par cinq épizooties et le district de Riom 710 livres 3 deniers pour les incendies et 496 livres 10 sols pour cinq épizooties (308). Les secours accordés furent de 450.000 francs. De nombreuses communes en requèrent ; ce furent Biollat en 1791, Thiers en 1792, Cournon en 1793, Aigueperse et Bourg-Lastic en 1794, pour les incendies, Clermont en 1790, pour les grêles, Saint-Amand-Roche-Savine en 1793, pour une maison écroulée, Aigueperse en Fructidor de l'An V, pour des dégâts causés par la grêle.

§ 5. — *Assistance patriotique.*

Les habitants de notre département étaient de tièdes républicains et Couthon visita le département pour faire appliquer de façon plus rigoureuse les lois républicaines ; à Riom, le 26 Septembre 1793, il communiqua l'arrêté instituant au chef-lieu de chaque district une caisse de bienfaisance pour secourir les familles pauvres des citoyens et soldats volontaires. Cette caisse était alimentée par des dons volontaires et par des taxes imposées aux communes n'ayant pas fourni les contingents demandés. Couthon pensait que l'impôt sur les riches serait le meilleur remède pour la cure révolutionnaire du département et ferait bénir la République ; aussi, la contribution fut-elle de un million vingt mille livres destinées à « fournir une éducation républicaine à la jeunesse et à l'indigence des secours proportionnés à ses besoins » ; elle fut levée sur cinq citoyens ayant une fortune de quatre cent mille livres. On doubla la contribution des suspects et des célibataires et le conseil général du département répartit les sommes selon les listes dressées par les

(306) Arch. Dépar., L. 5.386.

(307) Arch. Dépar., L. 2.705.

(308) Arch. Dépar., L. 2.705.

Conseils Généraux de districts : deux cent vingt cinq mille livres furent réservées aux frais d'éducation, sept cent mille livres aux secours destinés aux familles indigentes, cent vingt cinq mille livres furent destinées à augmenter le fonds réservé aux travaux de secours ; cinquante mille livres aux sociétés populaires.

Couthon et Marguet quittèrent le département le 8 Frimaire de l'An II ; ce ne fut que le 1^{er} Pluviose que l'autorité départementale envoya une circulaire aux districts pour faire exécuter la loi sur les riches. Dans tous les départements peu patriotes, aucun empressement n'avait été apporté dans l'application des décrets donnant des secours aux défenseurs de la Patrie, (309) décrets que la Convention eût voulu voir appliquer avec fermeté. « Les lois nées au sein des révolutions doivent en porter la teinte et l'énergie dans leur exécution », disait-elle aux Municipalités qui dressèrent enfin les listes des citoyens riches ; par vanité, des familles qui auraient pu échapper à la contribution, s'y firent porter et l'on vit le citoyen Marguet père figurer pour cent quarante mille livres sur la liste d'Ambert ; on est en droit de douter que certaines contributions aient été régulièrement recouvrées.

Il est à noter aussi que quelques réfugiés déportés et des colons des colonies françaises retirés dans notre département reçurent des secours, et nous trouvons le dernier mois de l'An VI, une feuille d'après laquelle cinq Français du Cap et trois colons de l'île Saint-Domingue, qui s'étaient retirés les uns à Clermont, les autres à Combronde et à Aigueperse, reçurent des secours de la Convention. (310)

Les secours accordés par le Comité de mendicité et les Comités de Secours Publics, furent, en résumé, très nombreux mais la dépréciation monétaire et la hausse des prix rendaient leurs effets à peu près nuls dans notre département trop pauvre et où l'on eût pu englober des crédits immenses.

(309) Circulaire du Ministre de l'Intérieur. Paré aux Administrateurs du département, relative à l'exécution des décrets des 26 novembre 1792, 4 mai et 18 juillet 1793 sur 5 secours aux familles des défenseurs de la Patrie, 10 frimaire, an II, Arch. Nat., A. F. 11, 81, plaq. 601, pièce 22 imprimé, Bulletin de la Commission, n° 159. *Ibidem*, n° 95, 109 et 125.

(310) Arch. Dépar., L. 2.704.

CONCLUSION

Dans le rapide aperçu d'ensemble sur les œuvres d'assistance qui existaient en France avant la Révolution, nous avons vu combien la charité privée fit d'efforts pour soulager la misère toujours plus grande. Nous avons vu aussi les tentatives des pouvoirs royaux et municipaux, surtout dans les deux derniers siècles du Gouvernement Central, pour essayer sinon de supprimer la mendicité, tout au moins de réduire le nombre des vagabonds. Nous avons pu admirer le grand nombre d'hôpitaux et de maisons de Charité, mais on distingue facilement que le manque d'unité dans la direction, l'absence de tout pouvoir de contrôle et les volontés particulières des bienfaiteurs, tenues pour seule règle, firent de toutes ces œuvres, un ensemble cahotique ; et, à côté de services riches et bien organisés, d'autres restèrent pauvres et impuissants devant de grands maux.

Les œuvres hospitalières du Puy-de-Dôme obéissaient au même principe que celles de tout le royaume, mais, malgré la générosité particulière, le dévouement du Clergé et les efforts des officiers royaux, la misère de l'Auvergne rendit difficile leur tâche dans un pays mal cultivé, où les paysans n'avaient que des outils bien imparfaits de travail et souffraient d'une mauvaise répartition des impôts. Le nombre des indigents était très grand ; dans une population dispersée et surtout paysanne, les œuvres hospitalières ne pouvaient que difficilement remplir leur rôle et, si la dispersion favorisée par l'Ancien Régime les rapprochait des paysans, elle augmentait en même temps les dépenses.

Ce fut surtout dans l'Assistance aux enfants, dont le Gouvernement royal dû se charger presque entièrement, que les difficultés furent les plus grandes ; sous tout l'« Ancien Régime, les difficultés que les Administrateurs des œuvres de bienfaisance rencontrèrent dans le placement des enfants à la campagne furent considérables ».

Le XVIII^e siècle essaya de donner des sages-femmes à notre province ignorante, et organisa des cours d'accouchement, mais les résultats de tous ces efforts furent bien médiocres. Trop souvent la police réprima la mendicité avec une grande dureté avant d'assurer aux mendiants la possibilité de gagner leur vie par le travail, et les hôpitaux généraux, les dépôts de mendicité furent, comme dans

toute la France, des lieux de détention beaucoup plus que des établissements d'Assistance.

La Révolution se trouva en face d'une foule d'œuvres d'assistance obéissant chacune à la volonté de leur fondateur, souvent contrôlée par le pouvoir royal, mais sans aucune direction supérieure. Après avoir proclamé le droit du pauvre au secours et la dette de la Société envers les malheureux, la Révolution proclama l'assistance une charge nationale, alimentée par des crédits votés par le pouvoir législatif, régie par une administration dépendant du pouvoir central. Il est difficile aux particuliers, malgré leur grande charité que nous avons vu diminuer d'ailleurs depuis le Moyen-Age, d'assurer des secours efficaces à tous les pauvres du pays et surtout de combattre la mendicité dans ses origines, en donnant du travail aux pauvres valides et en faisant, des enfants abandonnés, des travailleurs ayant un métier. Il est dangereux cependant de livrer toute l'œuvre de l'assistance à l'Etat qui fait de la charité un devoir légal. « Quelle étroite vertu que la vertu légale ; que vos devoirs s'étendent plus loin que les règles du droit ; que de choses vous commandent la pitié, l'humanité, la bienfaisance et la justice, la loyauté, dont nulle n'est gravée sur les tables de la Loi ». (311)

C'est pourquoi la Loi du 23 Messidor fut bien imprudente en supprimant trop rapidement l'ancienne organisation financière des œuvres d'assistance, mais faut-il être sévère ? Il était impossible d'appliquer, si parfaite fût-elle, une Législation entièrement nouvelle à une époque profondément troublée, par les passions politiques, appauvrie par la guerre, alors que le Gouvernement lui-même était incertain du lendemain. Malgré les difficultés financières dans lesquelles se débattait le pouvoir, des secours abondants furent distribués au pays et notre département ne fut pas oublié. Mais, trop souvent, la nonchalance parfois coupable d'administrateurs aimant peu le nouveau Régime rendit plus délicate encore l'œuvre de la Révolution. Ces tentatives si intéressantes n'eurent guère de succès et il fallut que le Directoire réorganisât l'Administration de l'Assistance. Bien souvent, on revint aux doctrines de l'Ancien Régime et l'on accorda une certaine autonomie aux œuvres de bienfaisance ; mais la Révolution servit au moins à supprimer des abus, les Services de Bienfaisance furent soumis à une direction nationale et placés sous le contrôle du Gouvernement, évitant ainsi la gabegie de bureaux locaux incapables et l'inégalité de traitement entre les différentes régions de la France.

L'histoire révolutionnaire de l'Assistance publique du Puy-de-Dôme, confirme toutes ces réflexions, mais elle nous prouve mal-

(311) Senèque, *De ira*, lib. II, cap. 27.

heureusement que, plus qu'ailleurs peut-être, il aurait fallu montrer de la pondération et de la mesure, car, étudier l'assistance en Auvergne, c'est constater beaucoup de douleurs et de misère. Les temps, heureusement, ont changé et si la vie reste rude en cette région, du moins elle est devenue plus clément.

VU le 7 Janvier 1933
Le Président de la Thèse

OLIVIER-MARTIN

VU
Le Doyen

H. BERTHELEMY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY

ARCHIVES

ARCHIVES NATIONALES

- A. F. 1, 15 : Procès-verbaux des séances du Comité de Mendicité.
F 15, 243 : Comité de Mendicité.
F 16, 936 : Comité de Mendicité.
A. F. 11, 39, F° 1 à 89-n° : Procès-verbal des séances du Comité des Secours Publics de la Législative.
A. F. 11, 39, F° 90 et sq., 40, 41, 42 : Procès-verbaux des séances du Comité des secours publics de la Convention Nationale.
A. F. 11, 81, plaq. 600 à 603 : Comité de salut public, arrêtés généraux et locaux, hospices et secours, 1793 à l'An V.
F 15, 102 : Enregistrement des lettres écrites par la section de Secours du Comité de Salut Public, Messidor An II à Germinal An III, et correspondance du Comité de Salut public, Section des Secours, Pluviose, Fructidor An II.
F 1 A, 22, 23 : Circulaire du Ministère de l'Intérieur.
A. F. 111, 211, 267 : Affaires départementales.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Série L : 2631 à 2738. — Départements.

- | | | |
|---|------------------|-------------------|
| » | : 5374 à 5390. — | District de Riom. |
| » | : 3194 à 3210. — | » d'Ambert. |
| » | : 5858 à 5871. — | » de Thiers. |
| » | : 4624 à 4647. — | » d'Issoire. |
| » | : 4261 à 4281. — | » de Clermont. |
| » | : 3672 à 3683. — | » de Billom. |
| » | : 3438 à 3443. — | » de Besse. |
| » | : 4946 à 4957. — | » de Montaigut. |

Série Q : Fonds révolution. — District.

Archives hospitalières de la Ville de Clermont-Ferrand.

Séminaire de Montferrand : Procès-Verbaux des Visites Pastorales des Evêques de Clermont.

Bibliothèque Municipale de Clermont

Ancien fonds municipal.

Fonds assistance publique.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS Louis. — *Le Département du Puy-de-Dôme. — Etude économique.*
- ACCARIAS (de Serionne Jacques). — *Les Intérêts des nations de l'Europe développés relativement au Commerce, 1767.*
- ACHARD. — *L'Hospice de Sauxillanges.*
Almanach Royal de 1789.
Archives Parlementaires (jusqu'en 1793).
L'Assistance sous la Législative et sous la Convention, 1791-1795.
Bibl. d'Histoire Moderne publiée sous les auspices de la Société d'Histoire Moderne.
- AULARD. — *Recueil des Actes du Comité de Salut Public.*
- AULEFFE Mac. — *La Révolution et les Hôpitaux de Paris.*
- BALAINVILLIERS (de). — *Etat de l'Auvergne en 1765, présenté à Monsieur de l'Averdy, par Monsieur de Balainvilliers, intendant d'Auvergne, Clermont 1846, grand in-8.*
- BEAUDEAU (abbé) 1er. — *Introduction à la philosophie économique ou analyses des Etats policés, par un disciple de l'ami des hommes, 1771, édition Dairé.*
- BEAUFILS. — *Projet pour soulager le peuple, lu à l'Assemblée Générale de Clermont-Ferrand, le lundi 5 octobre 1789. Clermont 1789, in-8.*
- BEAUNE. — *Droit coutumier français.*
Lettre de Monsieur de Bertrand, intendant de Rennes, 7 août 1785.
Archives Nat., h. 426.
- GAULTIER de BIAUZAT. — *Doléances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts, 1789.*
- BLOCH. — *Administration de la Ville de Paris et du Département de la Seine, Paris 1884.*
- BLOCH Camille. — *L'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution, Paris 1908, in-8.*
- Bo. — *Rapport sur l'extinction de la mendicité.*
- BONNARDOT Fr. — *Registre des délibérations de la Ville de Paris.*
- BONNEFOY. — *Administration de la province d'Auvergne.*
- BOUCHEL. — *Bibliothèque ou trésor du droit français, 1667.*
- BOUTARIC (de). — *Ephémérides du citoyen, 1767.*
- BOUCHET M. — *L'Assistance publique en France pendant la Révolution, Paris 1908.*

BREHIER Louis. — *L'Auvergne.*

BRIELE. — *Inventaire sommaire des Archives hospitalières. Délibérations.*

Comptes de l'Hôtel-Dieu, Imprimerie Nationale, 1883.

Documents pour servir à l'Histoire des Hôpitaux de Paris, Imprimerie Nationale, 1882.

BRIELE et COYECQUE. — *Archives de l'Hôtel-Dieu de Paris.*

BRILLON. — *Dictionnaire des arrêts, l. II, Administration des Hôpitaux.*

BUCHEZ et ROUX. — *Institutions politiques.*

Histoire parlementaire.

Calendrier d'Auvergne en 1756.

CHABROL. — *Coutumes générales et locales de la province d'Auvergne, 4 volumes, Riom 1784.*

CHASSIN. — *Les élections et les cahiers de Paris en 1789.*

CHOTARD. — *La mendicité en Auvergne au 18^e siècle.*

— *L'Assistance publique et les enfants trouvés en Auvergne au 18^e siècle.*

— *Les hôpitaux en Auvergne au 18^e siècle.*

— *Disette en Auvergne, 1750.*

— *L'Agriculture en Auvergne au 18^e siècle.*

— *Le Commerce en Auvergne au 18^e siècle.*

— *L'Industrie en Auvergne au 18^e siècle.*

(Revue d'Auvergne, 1898).

COIFFIER. — *L'Assistance publique dans la généralité de Riom (au 18^e siècle), Paris 1905.*

Commission de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. — *Bulletin trimestriel, année 1908, n^{os} 3 et 4, Paris 1909.*

Code de l'Hôpital Général ou recueil des principaux édits, arrêts et règlements qui le concernent, Paris 1786.

Compte que rendent MM. les Commissaires du Bureau de Charité à MM. les Citoyens de cette ville de Clermont. Clermont 1790, in-4°.

COYECQUE. — *Hôtel-Dieu de Paris. — Moyen-Age, t. I.*

DELAMARE. — *Traité de police aux représentants de la Nation, le Conseil Général de la commune de Dijon, 25 germinal an III, Bibl. Nat. R. p. 3817.*

MARTIN DOISY. — *Dictionnaire d'Economie charitable.*

DREYFUS Ferdinand. — *Un philanthrope d'autrefois, La Rochefoucauld-Liancourt, Paris 1909, in-8.*

— *L'Assistance sous la Législative et la Convention, Paris 1905, in-8.*

DUPONT de NEMOURS. — *Idées sur les secours à donner aux pauvres malades dans une grande ville, Philadelphie.*

Encyclopédie. — article « Fondation ».

— article « Hôpital ».

ESPINASSE. — *La Philosophie sociale du 18^e siècle*, Cl. de la Révolution, 1898.

FELIBAIR et LOBINEAU. — *Histoire de la Ville de Paris*, 1725, preuves

FEULARD. — *L'Hôpital Laënnec*, ancien hospice des incurables, Paris 1884.

FOULHOUX (abbé). — *Vic-le-Comte*, Clermont 1898.

GREGUT (chanoine).

HERICOURT (de). — *Lois ecclésiastiques*, IV in-folio.

HURTAUT et MAGNY. — *Dictionnaire historique de la Ville de Paris et de ses environs*, Paris 1779.

HUSSON. — *Etude sur les hôpitaux*, Paris 1862.

Inventory sommaire des Archives hospitalières de Clermont-Ferrand, antérieur à 1790, dressé par G. Guilmoto.

ISAMBERT. — *Recueil général des Anciennes lois françaises, depuis l'An IV jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris 183.

— *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux*, Paris 1829
2 vol., in-folio.

JAURÈS. — *Histoire socialiste*.

LACROIX Sigismond. — *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, Paris, 1814.

LALLEMAND. — *L'assistance médicale au 18^e siècle*. (Extrait du bulletin des Sources Economiques et sociales du comité des travaux historiques et scientifiques, Paris 1895).

— *De l'organisation de la bienfaisance publique et privée dans les campagnes au 18^e siècle*. (Extrait des mémoires de l'Académie de la Marne, 1894.

— *Histoire des enfants abandonnés et délaissés. Etude sur la protection de l'enfance aux diverses époques de la civilisation*.

LAMBIN St Félix. — *Essai sur la mendicité*. Amsterdam, 1779.

LEGRAND D'AUSSY. — *Voyage fait en 1787 et 1788 dans la ci-devant Haute et Basse Auvergne*, Paris an III, 3 vol., in-8°.

LEPELLIER Michel. — *Plan d'éducation National*. (lu à la Convention à la séance du 13 Juillet 1793).

Lettres Patentes du Roi portant réglemeut pour ce qui doit être observé dans le gouvernement et administration de l'Hôtel-Dieu de la ville de Clermont, 28 Avril 1725.

Lettres patentes portant établissement d'une Maison de filles pénitentes en la ville de Clermont en Auvergne, appelée le refuge du Bon Pasteur, 1666.

Lettres patentes portant établissement d'un hôpital en la ville de Clermont en Auvergne, appelé de Saint-Joseph des Abandonnés, 1697.

- Lettre du Vice-Chancelier aux prévôts généraux de la Maréchaussée*, Bib. Nat. fr. 8129 F° 154.
- MARQUIS. — *Notice sur les hospices de la ville de Clermont*, 1844, in-8°.
- MEGE. — *Les cahiers des Baillages et des Sénéchaussées d'Auvergne*.
— *Les cahiers des paroisses d'Auvergne*.
— *Les premières années de la Révolution dans la Basse-Auvergne*, 1787-1789.
- MONIN. — *Etat de Paris en 1789*, Paris 1889.
- MONNIER. — *Histoire de l'Assistance publique*, Juin 1856.
- MONTLINOT. — *Essai sur la mendicité*, Paris 1789.
— Arch. Nat. A. D. XIV, 5.
- ORMESSON (d'). — *Procès verbal des séances de l'Assemblée provinciale d'Auvergne tenues à Clermont-Ferrand dans le mois de Nov. 1787*, Clermont, 1787, 2 vol. in-4°.
— *Règlement général pour la direction et économie de l'hôpital général de la ville de Clermont-Ferrand*, Clermont-Ferrand, 1773.
— *Ordonnance du Sénéchal de Clermont, concernant les Confréries dites du St-Esprit*, du 21 Mai 1667, placard in-8°.
— *Mémoire concernant la province d'Auvergne, dressé par ordre de Mgr. le Duc de Bourgogne, en 1697-98, par M. le Fevre d'Ormesson, intendant*, Clermont 1845, in-8°.
- PAGANEL. — *Rapport sur les prisons, maisons d'arrêt ou de police de répression, de détention et sur 3 hospices de santé*.
- PARTURIER. — *L'Assistance à Paris sous l'Ancien Régime et pendant la Révolution*. Paris, 1897, in-8°.
- PAULTRE. — *De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'Ancien Régime*, 1906.
- PEGHOUX. — *Recherches sur les hôpitaux de Clermont*. Clermont, 1845-in-8°.
- Plan de travail du Comité pour l'extinction de la mendicité, présenté à l'Assemblée Nationale, par M. de Liancourt*. Bib. Nat. L. C., 29-684.
- Premier rapport du Comité de Mendicité : exposé des principes généraux qui ont dirigé son travail. Le 29-704.
- Rapport sur les nouvelles distributions de secours proposées dans le département de Paris par le Comité de Mendicité
- Suite du rapport fait au nom du Comité de Mendicité des visites faites dans les divers hôpitaux de Paris.
- Troisième rapport : Base constitutionnelle du système général de la législation et de l'administration des secours Le 29-778.

Quatrième rapport : Secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie. Le 29-780.

Cinquième rapport : Extinction des fonds à accorder au département des secours publics. Le 29-781.

Sixième rapport : Sur la répression de la mendicité. Le 29-782.

Septième rapport : ou résumé sommaire du travail que le Comité a présenté à l'Assemblée. Le 29-783.

Procès-verbaux de l'Assemblée Provinciale d'Auvergne, 1787.

RECALDE (abbé de). — *Traité des abus qui subsistent dans les hôpitaux du royaume et les moyens propres à les réformer afin de rendre les maisons de charité des établissements utiles à l'humanité et glorieux pour la Nation.* (Paris 1876).

DE RIBIER DU CHATELET. — *Dictionnaire statistique et historique du Cantal.* Aurillac, 1851, 57 in-8°, 5 vol.

L. RIVIÈRE. — *Les mendiants sous l'Ancien Régime. La réforme sociale.* 1902.

RONDONNEAU DE LA MOTTE. — *Essai historique sur l'Hôtel-Dieu de Paris, 1787.*

Règlements et ordonnances concernant l'exercice des charges de Commissaires du Grand Bureau des Pauvres, Paris 1676, in-4°, 20 p. édité chez Le Brest, Librairie, rue St Jacques.

Suite du Rapport du Ministre de l'Intérieur sur les hôpitaux civils, enfants trouvés, dépôts de mendicité. Travaux de secours. Imprimerie Nat, in-12°.

Règlement général pour la Direction et économie du Grand Hôtel-Dieu de cette ville de Clermont, que les chapelains, officiers, servants, et valets de cette maison doivent observer suivant leur charge ou emploi. 1748.

Extrait des registres de l'Académie royale des Services du 12 Mai 1788.

Troisième rapport des Commissaires chargés par l'Académie des projets relatifs à l'établissement des 4 hôpitaux. Extrait des registres de l'Académie royale des Services du 22 Novembre 1786.

Rapport des commissaires chargés par l'Académie de l'examen d'un projet du Nouvel Hôtel-Dieu.

Extrait des registres de l'Académie royale des Sciences du 20 Juin 1787.

Réimpression de l'Ancien Moniteur.

SECOUSSE. — *Ordonnance des Rois de France de la troisième race.* Paris, 1826.

- TACHÉ (Discours de), administrateur du district (séance du 7 Floreal an III — sur l'importance des Maisons de secours pour les malades — 1795, Service Populaire de Clermont-Ferrand.
- TAILLANDIER. — *Résumé de l'Histoire d'Auvergne par un Auvergnat*, Paris 1826 in-18°.
- TAINÉ. — *Origine de la France contemporaine : l'Ancien régime et la Révolution*.
- TENON. — *Mémoires sur les hôpitaux de Paris, imprimé par ordre du Roi*.
- Premier mémoire. — Tableau des hôpitaux de Paris où l'on rend compte de leur destination particulière et où l'on recherche quels peuvent être les secours que tous ensemble fournissent aux habitants de la capitale.
- Quatrième mémoire. — Description des malades de l'Hôtel-Dieu de Paris.
- TINGRUT. — *Annales politiques*, 778, n° 21.
- TUCTEY. — *L'Assistance à Paris sous la Révolution*.
- VALADIER. — *Adresse du citoyen Valadier économiste de l'Hôpital général de Clermont-Ferrand à ses concitoyens*, 1792.
- VERDAN (Pierre de). — *Quatre mémoires sur l'Hôpital général de la ville de Clermont-Ferrand, chef-lieu du département du Puy-de-Dôme, par M. Pierre de Verdán, ancien officier des haras du Roi*, 1790.
- François VESSET. — *Mémoire pour François Vesset, enfant de l'hôpital général de la ville de Clermont, chef-lieu du département du Puy-de-Dôme, et secrétaire et économiste agent sur le régime actuel de cette Maison*, 1791.
- Le Vœu de la Raison pour les paroisses, les curés et les pauvres à Louis XVI — dans l'assemblée des notables de son royaume — 1787.
- VILLIERME. — *Le secours des pauvres par le moyen des directions ou Bureaux de charité, avec les règles des directeurs et officiers de ces sortes de Bureaux*. Clermont, 1691.
- YOUNG (Arthur). — *Voyages en France pendant les années 1787-1788-1790*, Paris 1794 (vieux style) l'An II à Paris chez Buisson.
-

TABLE DES MATIERES

Avant propos	1
<i>Première partie : Etat de l'Assistance à la veille de la Révolution.</i>	7
TITRE I. — Généralités sur l'Assistance en France à la veille de la Révolution.	9
CHAPITRE I. — Rôle de l'Eglise et du pouvoir public.....	9
§ 1. — Mission charitable de l'Eglise	9
§ 2. — Ingérence du pouvoir civil dans l'Assistance	10
§ 3. — Rôle des pouvoirs municipaux dans les Services d'Assistance	11
§ 4. — Rôle du pouvoir royal	12
CHAPITRE II. — Ressources des services d'Assistance	15
§ 1. — Ressources privées	15
§ 2. — Ressources ecclésiastiques	16
§ 3. — Ressources publiques	17
CHAPITRE III. — Œuvres d'Assistance	19
§ 1. — Tendance à la spécialisation	19
§ 2. — Œuvres d'assistance pour les pauvres valides ..	19
3. — Œuvres d'assistance pour les pauvres impuissants et incurables	22
§ 4. — Œuvres d'assistance pour les pauvres malades et aliénés	23
§ 5. — Œuvres d'assistance pour les enfants, les femmes en couches et les nourrices	24
TITRE II. — L'assistance dans le Puy-de-Dôme à la veille de la Révolution	29
CHAPITRE I. — Organisation de l'Assistance dans le Puy-de-Dôme	29
§ 1. — Généralités	29
§ 2. — Ressources	34
§ 3. — Administration	35
CHAPITRE II. — Œuvres destinées aux mendiants valides ..	37
§ 1. — Mesures de répression	37
§ 2. — Internements des pauvres valides dans les dépôts de mendicité	39
§ 3. — Organisation de l'Assistance à domicile	40

CHAPITRE III. — Assistance destinée aux pauvres, impuissants incurables et aliénés	42
§ 1. — Œuvres destinées aux vieillards et incurables	42
§ 2. — Œuvres destinées aux aliénés	42
CHAPITRE IV. — Œuvres destinées aux malades	44
§ 1. — Hôpitaux	44
§ 2. — Assistance médicale à domicile	45
CHAPITRE V. — Œuvres destinées aux enfants	47
§ 1. — Enfants trouvés et orphelins	47
§ 2. — Instruction et apprentissage des enfants trouvés..	49
§ 3. — Mesures prises contre les abandons d'enfants	49
§ 4. — Assistance aux femmes en couches	50
<i>Deuxième partie.</i>	
TITRE I. — L'esprit de réforme à la veille de la Révolution	53
CHAPITRE I. — La Philanthropie	53
CHAPITRE II. — Le travail de critique	55
§ 1. — Critique de la lutte contre la misère	55
§ 2. — Critique de l'assistance hospitalière	56
CHAPITRE III. — Les conceptions nouvelles de l'assistance publique	58
TITRE II. — Œuvres doctrinale et législative des gouvernements révolutionnaires	61
CHAPITRE I. — Première période : 1789. Mars 1793	62
§ 1. — Doctrines Révolutionnaires et préparation des Lois.	62
§ 2. — Mesures provisoires et œuvre législative	68
CHAPITRE II. — Seconde période. Mars 1793 à Vendémiaire, an V	73
§ 1. — Œuvre doctrinale	73
§ 2. — Législation	75
§ 3. — Application des Lois Révolutionnaires	87
§ 4. — Etat de l'Assistance sous la Convention	88
§ 5. — La misère générale cause d'insuccès	92
CHAPITRE III. — Troisième période. Vendémiaire, an V	94
§ 1. — Œuvre doctrinale	94
§ 2. — Législation	96
TITRE III. — Les Œuvres d'assistance dans le Puy-de-Dôme sous la Révolution	101
CHAPITRE I. — Les hôpitaux du Puy-de-Dôme sous la Révolution	101
§ 1. — Hôpitaux du district d'Ambert	102
§ 2. — Hôpitaux du district de Besse	104

§ 3. — Hôpitaux du district de Billom	105
§ 4. — Hôpitaux du district de Clermont	106
§ 5. — Hôpitaux du district d'Issoire	115
§ 6. — Hôpitaux du district de Montaigut	118
§ 7. — Hôpitaux du district de Riom	118
§ 8. — Hôpitaux du district de Thiers	122
CHAPITRE II. — Lutte contre la mendicité et dépôt de mendicité de Riom	129
CHAPITRE III. — Enfants trouvés	138
CHAPITRE IV. — Les aliénés et les sourds-muets	145
CHAPITRE V. — Secours à domicile et secours extraordinaires.	147
§ 1. — Assistance à domicile et ateliers de charité. Rôle des bureaux de charité	147
§ 2. — Secours médicaux pendant les épidémies	149
§ 3. — Secours en temps de famine	150
§ 4. — Secours pour accidents imprévus	151
§ 5. — Assistance patriotique	151
<i>Conclusion</i>	153
<i>Bibliographie</i>	157

.....
IMPRIMERIE ROUMEGOUX & C^e
SAVENAY - (LOIRE-INFÉRIEURE)
.....

